

**Institut d'Etudes Politiques de Paris**  
**Ecole de la recherche de Sciences Po**  
Département de sociologie  
Mémoire de master en sociologie

## **De la campagne à la ville ?**

*Repenser les parcours et trajectoires géographiques des  
lesbiennes entre rural et urbain*

**Elisa Droszewski**

Mémoire dirigé par **Emilie Biland-Curinier**

Année universitaire 2024 / 2025

Nombre de caractères : 258 789

## **Remerciements**

Tout d'abord, je tiens à remercier mon encadrante Emilie Biland-Curinier, qui m'a guidée tout au long de la réalisation de ce mémoire, du début de mon terrain jusqu'aux derniers détails de ma rédaction. Ses conseils et ses retours ont été très précieux, et son soutien sans failles tout au long de l'année.

Merci également à toutes les personnes que j'ai eu l'occasion d'interroger dans le cadre de mon terrain. Je suis reconnaissante du temps qu'elles m'ont accordé, et du partage de certaines facettes de leur vie, parfois très intimes.

Merci à Natalia La Valle Torres et aux ateliers qu'elle a organisés, qui ont permis des échanges constructifs entre étudiant.es et doctorant.es.

Je tiens à remercier mes camarades de promotion avec qui j'ai beaucoup appris durant ces deux années de Master. Merci en particulier à Adrien et Ludmila, mes ami.es et camarades de bibliothèque, sans qui rédiger ce mémoire aurait été bien plus dur, et également à Anouk et Sim, mes chères colocataires, source de soutien infailible, de conseils en or et amies hors du commun. Merci à Louna pour ses relectures et ses encouragements, qui ont toujours su me rappeler le sens et la valeur de ce travail.

Merci enfin à mes parents et à ma sœur, qui ont toujours été là malgré les difficultés auxquelles nous avons tous.tes dû faire face.

## Table des matières

Remerciements .....	2
Introduction .....	5
Revue de littérature.....	6
Cadre conceptuel.....	9
Définir la catégorie « lesbienne » : histoire, usages et significations .....	9
Territoires : comprendre les catégories de « rural » et « urbain ».....	12
Etudier les mobilités spatiales et sociales .....	14
Questions de recherche et problématique .....	14
Méthodologie .....	15
Annnonce du plan.....	18
Chapitre 1. PARTIR : se découvrir en milieu rural, s'affirmer en milieu urbain.....	19
1. Passer son enfance et son adolescence dans un milieu (perçu comme) rural : des espaces vécus comme contraignants pour les jeunes lesbiennes.....	23
a. Hétérogénéité de « la campagne » : plus ou moins de possibilités pour occuper son temps libre .....	23
b. Être lesbienne en milieu rural : une atmosphère « hostile, voire haineuse » ? .....	25
c. Se dire lesbienne, trans ou non-binaire à la campagne : un processus particulièrement long et laborieux ? .....	27
d. Réseaux sociaux numériques, ruralité et auto-identification lesbienne .....	29
2. « Fuir » vers l'urbain ? .....	31
a. Des parcours de mobilité géographique et sociale : études supérieures, classe et origine sociale.....	31
b. Le déménagement en ville pour les études, et la découverte de nombreuses ressources qui aident à l'affirmation de son identité .....	32
c. Pour autant, des ressources trouvées en ville pas accessibles à toutes de la même manière .....	35
d. Lou : un exemple de stratégie pour contourner la faiblesse de l'offre de lieux festifs et commerciaux dédiés aux lesbiennes.....	37
Chapitre 2. RESTER : de plus petites mobilités géographiques et sociales.....	40
1. Des parcours géographiques et des perceptions du rural qui dépendent de la classe et de l'implantation locale .....	42
a. Des plus petites mobilités sociales pour de plus petites mobilités géographiques ....	42
b. Pour certain.es, une volonté de partir : « j'ai l'impression que j'aime rien en fait dans mon village » .....	44
c. Pour d'autres, un ancrage important : partir, mais pas loin .....	46
d. Des courtes mobilités vers l'urbain avant un retour au rural .....	49
2. Quand il n'y a pas de « fuite vers la ville » : construire son identité et faire communauté	53

a.	Un attachement souvent moindre à l'identité lesbienne .....	53
b.	Le club de football : faire communauté par le sport .....	55
c.	Les réseaux sociaux numériques : un rapport différent à la politique et à l'identité lesbienne.....	59
d.	Être une lesbienne racisée dans des communautés blanches .....	60
Chapitre 3. (RE)VENIR : la fuite vers la campagne ? .....		63
1.	Qui sont celles qui (re)viennent vivre en milieu rural ?.....	64
a.	Des parcours divers dans leur nombre d'étapes et leurs localisations .....	64
b.	Départ vers le rural et cycle de vie.....	68
c.	Une raison de revenir en commun : les aménités du rural .....	71
d.	La classe et les origines sociales diversifiées des néo-rurales .....	72
2.	Fuir la ville ?.....	74
a.	De différents parcours de construction de l'identité .....	74
b.	Vivre en milieu rural au-delà de la jeunesse lesbienne : d'autres contraintes et ressources .....	79
c.	La perception de la ville par celles qui l'ont quittée : fuir la ville, trouver refuge à la campagne ? .....	81
d.	Des stratégies pour faire face aux contraintes du rural .....	83
Chapitre 4. Repenser les mobilités lesbiennes entre rural et urbain .....		88
1.	Des mobilités irréductibles à la sexualité minoritaire.....	88
a.	Des mobilités géographiques liées à aux origines et mobilités sociales .....	88
b.	Des mobilités liées à l'âge et au cycle de vie.....	89
2.	Des perceptions du rural et de l'urbain variables .....	90
a.	Aménités urbaines, aménités rurales .....	90
b.	Des espaces contraignants pour les enquêtés.....	91
3.	Stratégies de mobilisation de ressources minoritaires en milieu urbain et rural .....	92
a.	Investir les espaces physiques pour faire communauté .....	92
b.	L'usage des réseaux sociaux numériques.....	93
Conclusion .....		95

## Introduction

« La fuite était la seule possibilité qui s’offrait à moi, la seule à laquelle j’étais réduit [...] Je voulais partir loin de mes parents [...]. Arriver en territoire inconnu, me disant – je l’espérais en raison des progrès que j’avais faits – que je ne serais plus considéré comme une pédale. » (Louis 2014).

Edouard Louis, dans son récit autobiographique *En finir avec Eddy Bellegueule* (Louis 2014), raconte la souffrance d’avoir grandi dans un milieu rural et populaire quand on est un jeune homosexuel. Face à cette hostilité ambiante, une seule solution s’impose à lui : fuir. Partir étudier au lycée en ville, loin de son village et de tous.tes ses habitant.es. C’est souvent ainsi qu’est décrit l’expérience de la vie en tant que minorité sexuelle dans un espace rural : ce sont des lieux décrits comme contraignants, hostiles, qui ne permettent pas de vivre son identité sexuelle de manière libre et épanouie (Eribon 1999; Pollak 1982).

La littérature sur les expériences et l’auto-nomination lesbienne<sup>1</sup> identifie certains espaces importants dans la construction d’une identité lesbienne, par exemple les espaces festifs et militants lesbiens ou dédiés à la communauté LGBTQIA+. Ces milieux permettent notamment des rencontres avec des ami.es et/ou des partenaires qui se disent lesbien.nes, et permettent d’acquérir des représentations qui poussent à repenser son identité de genre et sexuelle, sa présentation de soi et à se nommer lesbienne ou parfois même « gouine », dans une démarche de retournement du stigmat (Goffman 1963; Chetcuti-Osorovitz 2013; Nicaise 2016; Revillard 2002). Tous ces espaces, qui permettent de s’affirmer et de faire communauté, se situent surtout dans des milieux urbains et dans des grandes villes. Dès lors, on peut se demander si la seule solution, pour les lesbiennes comme pour les gays, est celle de fuir vers la ville pour vivre pleinement et librement sa sexualité.

Ces différentes lectures résonnent avec ma propre expérience en tant que lesbienne qui a grandi dans un milieu rural. De ma naissance à mes 17 ans, au moment où j’ai quitté le domicile de mes parents pour partir faire mes études, j’ai toujours habité dans le même village du Haut-Rhin. C’est durant mes études supérieures, par la fréquentation d’espaces militants et grâce à la rencontre

---

<sup>1</sup> Le terme « auto-nomination » désigne la manière dont on choisit de se nommer soi-même. J’utilise également le terme « autoidentification », qui fait référence au processus de reconnaissance de son / ses propre(s) identité(s).

d'ami.es lesbien.nes, que j'ai commencé à m'identifier comme telle. Je me suis alors souvent demandé : qui serais-je si je n'étais jamais partie et comment est-ce que je m'identifierais aujourd'hui ? Comment se serait construit mon identité ? Parmi les personnes avec qui j'ai grandi, combien sont dans la même situation que moi ? Et parmi les personnes qui se disent lesbiennes en milieu rural, comment font-elles communauté ? A quoi ressemblent leurs représentations et leurs relations ? Plus largement, face au manque de représentations lesbiennes en milieu rural, je me suis demandé : comment être lesbienne à la campagne ?

Ce sont des nombreuses questions qui sont à l'origine du choix de mon sujet de mémoire, et qui m'ont mené à travailler sur les expériences lesbiennes en milieu rural.

### **Précision grammaticale**

La catégorie « lesbienne » est souvent définie comme regroupant les « femme[s] qui [ont] des relations sexuelles et amoureuses avec des femmes » (Arc 2024). Cependant, cette définition fait débat au sein de la communauté lesbienne. Sans prendre fermement parti dans mon travail de mémoire, mais plutôt par respect des identités de mes enquêté.es (certain.es ne s'identifient pas comme des femmes), ainsi que dans un souci d'anonymisation, j'utilise l'écriture inclusive tout au long de ce travail. Le chapitre 3 est la seule exception, car il est constitué uniquement de personnes s'identifiant en tant que femmes.

### **Revue de littérature**

L'origine des travaux qui portent sur le lien entre espaces et sexualités remonte aux années 1980 et 1990, avec ceux de Lawrence Knopp, qui portent sur l'impact des communautés gays sur les paysages et les marchés fonciers urbains (Knopp 1990), ou encore avec l'ouvrage emblématique *Mapping desire : Geographies of Sexualities* de David Bell et Gill Valentine (Bell et Valentine 1995), qui est le premier livre à explorer les sexualités depuis une perspective géographique.

En France, les travaux en géographie des sexualités émergent plus tard, au début des années 2000. C'est la sociologie qui est pionnière dans le domaine, notamment avec les travaux de Didier Eribon. Dans son ouvrage *Réflexions sur la question gay* (Eribon 1999), il parle de « fuite vers la ville » : cette expression désigne le mouvement de migration des populations homosexuelles d'un milieu rural vers la ville, qui constituerait pour elleux un « refuge ». En effet, les sociologues et géographes qui étudient le lien entre espaces et sexualités font le constat que la ville représente un milieu accueillant et libérateur pour les minorités sexuelles. Stéphane Leroy parle de l'acquisition d'un « droit à la ville », voire à la centralité pour les homosexuel.les dans certains centres urbains (Leroy 2009). Colin Giraud étudie les quartiers gays à Paris et à Montréal, et

montre le rôle spécifique des homosexuels dans l'évolution des quartiers centraux de ces grandes métropoles (Giraud 2014). Michael Pollak parle quant à lui de trouver le « bonheur dans le ghetto » (Pollak 1982) dans les grands centres urbains américains. Dans certaines grandes villes des Etats-Unis, il constate la formation de « ghettos » : il s'agit de quartiers urbains habités par des groupes ségrégués du reste de la société, en l'occurrence des hommes gays, et qui mènent une vie économique relativement autonome et développent une culture propre (Ibid.). L'enquête de Wilfried Rault sur les mobilités géographiques des gays et des lesbiennes en couple (Rault 2016) en est un autre exemple. Grâce à l'enquête « Famille et logements » de 2011, il montre que les hommes et femmes en couple de même sexe vivent plus souvent en région parisienne ou dans une grande agglomération que les couples hétérosexuels. Le modèle de la « fuite vers la ville » s'est donc imposé comme un modèle presque exclusif en géographie des sexualités (Blidon et Guérin-Pace 2013). Cependant, il présente au moins deux limites importantes.

La première est l'impensé des parcours et trajectoires géographiques des lesbiennes. En effet, les travaux en sociologie qui font le lien entre espaces et sexualités en France, et qui constatent un lien privilégié entre homosexualité et urbain, sont produits en majorité par des hommes et se concentrent surtout sur les homosexualités masculines. Or, celles-ci sont très différentes des homosexualités féminines : que ce soit au niveau du statut social, de la visibilité (Chetcuti-Osorovitz et Jean-Jacques 2019), des manières de relationner et de faire communauté, notamment dans l'espace public (Cattan et Clerval 2017), etc. En ce point, l'état de la recherche en France contraste avec celui de la recherche anglo-saxonne, qui a vu apparaître des critiques féministes de la géographie dès les années 1990. Par exemple, Doreen Massey montre comment des rapports sociaux comme le genre ou la race influencent les expériences de l'espace (Massey 1994). Liz Bondi, de son côté, s'intéresse aux liens entre transformation des paysages urbains, gentrification et construction de différents types de féminité et masculinité (Bondi 1992). Enfin, les travaux de Mona Domosh intègrent de nouveaux sujets en géographie féministe, à savoir la maison et le domestique (Domosh 1998). Au-delà de la question du genre dans ce champ de recherches, les années 1990 et 2000 sont également celles de l'essor des géographies lesbiennes dans la littérature anglo-saxonne. Par exemple, les travaux de Gill Valentine se concentrent sur l'articulation des identités lesbiennes dans les paysages urbains et ruraux (Valentine 2000). Julie A. Podmore, quant à elle, étudie les pratiques territoriales lesbiennes à Montréal, qui sont relativement invisibles, impactées par les dynamiques du voisinage local, par des idéologies internes et par des relations politiques et spatiales particulières aux hommes gays (Podmore 2006). Ces travaux participent à la visibilité des lesbiennes, à la compréhension de leurs

manières de faire communauté et de leurs territorialités, et soulignent la manière dont l'hétérosexualisation des espaces participe à leur double oppression dans l'espace public (Chetcuti-Osorovitz et Jean-Jacques 2019).

Nous avons vu que les années 2000 correspondent également à l'émergence des travaux sur les espaces et les sexualités en France. Or, ceux-ci se concentrent très peu sur les pratiques de l'espace des lesbiennes et sur leurs territorialités. Parmi le peu de littérature sur le sujet, on retrouve les travaux de Rachele Borghi, qui étudie l'expérience des lesbiennes sur le littoral breton (Borghi 2016). Ensuite, Nadine Cattan et Anne Clerval recensent les espaces festifs lesbiens à Paris et étudient les territorialités lesbiennes alternatives dans la capitale française (Cattan et Clerval 2017). Enfin, Natacha Chetcuti et Sarah Jean-Jacques montrent comment les lesbiennes s'approprient l'espace public dans les métropoles en France, et comment elles naviguent les sanctions sociales particulières qu'elles subissent (Chetcuti-Osorovitz et Jean-Jacques 2019). Cette maigre littérature sur les espaces géographiques en lien avec le lesbianisme en sociologie française est symptomatique d'un impensé plus général du lesbianisme dans ce champ de recherche (Ibid.). Parmi les travaux français en sociologie ayant comme sujet principal le lesbianisme, on retrouve les différents travaux de Natacha Chetcuti, qui portent sur le lien entre auto-nomination et expériences lesbiennes (Chetcuti-Osorovitz 2013; Chetcuti 2014), les travaux de Virginie Descoutures sur les mères lesbiennes (Descoutures 2010), ou encore les travaux de Salima Amari sur les lesbiennes maghrébines et d'ascendance magrébine, qui vient nuancer l'idée de Monique Wittig selon laquelle « les lesbiennes ne sont pas des femmes » (Wittig 2001; Amari 2015). Pour conclure, il existe encore peu de travaux en sociologie en France sur les expériences lesbiennes, notamment en lien avec les espaces et les territoires. Ce champ mérite d'être approfondi.

La deuxième limite importante de ces travaux en sociologie est leur focale importante sur l'urbain, au détriment du rural. Même s'il est vrai que statistiquement parlant, les personnes qui se déclarent en couple de même sexe ont plus tendance à vivre en région parisienne ou dans des grands centres urbains, il est important de noter que la propension à l'installation à Paris concerne surtout les hommes gays et aisés (Rault 2016). En outre, cette réalité statistique ne doit pas effacer l'existence des vécus des minorités sexuelles en milieu rural. Certains travaux ont déjà nuancé le modèle de la fuite vers la ville, maintenant largement remis en question, et se sont intéressés au lien entre sexualités et espaces ruraux en France. C'est par exemple le cas de Marianne Blidon et France-Guérin Pace, qui étudient les mobilités géographiques des gays et des lesbiennes. A partir de l'enquête Mobgay, réalisée par Marianne Blidon dans le cadre de sa thèse de doctorat, et qui se base sur les parcours géographiques de 3 587 gays et lesbiennes, elles

montrent que leurs parcours prennent des formes diverses et plurielles, et ne s'apparentent pas à un simple mouvement de migration vers la ville (Blidon et Guérin-Pace 2013). Un autre exemple est celui de l'enquête de Colin Giraud sur les homosexualités masculines dans la Drôme (Giraud 2016), qui permet de nuancer l'idée qui associe les territoires ruraux à l'homophobie et au conservatisme, en montrant que ce sont des espaces variés et différenciés. Colin Giraud est attentif à l'impact des contextes locaux sur les modes de vie homosexuels, ainsi qu'aux différentes contraintes, mais aussi aux ressources qui existent pour les hommes gays dans ces espaces. Ces travaux sont donc importants dans la mesure où ils participent à déconstruire l'idée selon laquelle les espaces ruraux seraient contraignants et hostiles pour les minorités sexuelles, au contraire des espaces urbains. Ils montrent aussi la diversité des parcours résidentiels des minorités sexuelles, au contraire d'une simple migration vers la ville. Cependant, encore une fois, ils ne prennent pas (ou que très peu) en compte les spécificités des parcours lesbiens, et la manière particulière dont les lesbiennes pourraient naviguer les espaces ruraux et y construire et mobiliser des ressources.

Mon mémoire part alors du constat d'un double manque en sociologie et en géographie des sexualités : le manque de travaux qui ont pour objet principal les lesbiennes, et le manque de travaux qui pensent l'imbrication entre sexualités minoritaires et ruralité.

### **Cadre conceptuel**

#### Définir la catégorie « lesbienne » : histoire, usages et significations

Tout d'abord, il me semble essentiel de commencer par revenir sur l'histoire de la création de la catégorie « lesbienne », ses usages et ses significations. Son origine remonte à environ six siècles avant notre ère sur l'île de Lesbos. Il s'agit du lieu où aurait vécu Sappho, poétesse lyrique grecque connue notamment pour ses œuvres sur la passion et l'amour, souvent adressés à des femmes (Chetcuti-Osorovitz 2013). C'est son nom, ainsi que le nom de l'île d'où elle vient, qui sont à l'origine des mots « lesbienne » et « saphique », signifiant relatif à Sappho. Pourtant, en France, on ne les utilise pas avant le 19<sup>ème</sup> siècle. La parution du terme « lesbienne » en France date de la publication des *Fleurs du Mal* de Charles Baudelaire (Baudelaire 1857), recueil contenant des poèmes saphiques. A la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, c'est dans un contexte médical que la catégorie « lesbienne » est vraiment créée. On considère à l'époque que la biologie détermine les rôles sociaux, et on parle alors d'« inversion » : les lesbiennes sont perçues comme des femmes possédant des caractères masculins, qui endossent un rôle d'homme et se sentent hommes vis-à-vis des femmes (Chetcuti-Osorovitz 2013). Dans le domaine de la psychiatrie de l'époque, on différencie les lesbiennes masculines, qui sont donc les « inverties », des autres, féminines, appelées « saphistes ». Ces dernières sont perçues comme des femmes « normales » qui se

laissent séduire. Il y a donc « l'anormale résolue », la « vraie » lesbienne, qui échappe à ce que doit être une femme (mariage hétérosexuel, maternité, etc.) face à sa victime, qui se laisse séduire, souvent car elle a des problèmes en amour avec les hommes (Lombroso et Ferrero 1896). Vers le milieu du 20<sup>ème</sup> siècle, de nouveaux codes émergent, qui permettent aux lesbiennes de se référer elles-mêmes à partir du modèle élaboré par les théories médicales. C'est la naissance du couple *butch-fem*. Le terme « *Butch* » est apparu dans les années 1940 aux Etats-Unis, dans les milieux festifs fréquentés notamment par des lesbiennes et des drag queens<sup>2</sup>. Les *butchs* sont des lesbiennes issues de la classe ouvrière qui portent des vêtements conçus pour les hommes. Ces personnes ont joué un rôle central de visibilisation et de défense d'un territoire lesbien dans les Etats-Unis des années 1950, notamment via leur présentation de soi transgressant les normes de genre (Chetcuti-Osorovitz 2013). Les *fems* sont quant à elles des lesbiennes qui se présentent de manière très féminine, dans leur façon de s'habiller, ou dans leurs comportements (Ibid.). La figure du couple *butch-fem* permet alors de se réapproprier le stigmate de la théorie de l'inversion. En effet, les deux membres du couple conservent des rôles différenciés mais se reconnaissent comme « vraies » lesbiennes, au contraire des figures de « l'invertie » et de la « saphiste » (Lombroso et Ferrero 1896). Par ailleurs, les catégories « *butch* » et « *fem* » ne sont pas homogènes, et il n'en existe pas de définition ou de signification unique. Gayle Rubin, dans *The Persistent desire : a femme-butch reader* (Rubin 1992), propose de penser la catégorie « *butch* » comme une identification de genre lesbien, « constituée à travers le déploiement et la manipulation des codes et symboles du genre masculin » (Ibid.). Par symétrie, la sociologue Natacha Chetcuti propose de penser la catégorie « *fem* » comme « une catégorie de genre lesbien, constituée à travers le déploiement et la manipulation des codes et symboles du genre féminin » (Chetcuti-Osorovitz 2013). Vécues comme libératrices dans les années 1950 et 1960, ces catégories sont remises en cause par les mouvements lesbiens des années 1970 et 1980. Cette période correspond à celle de la naissance du lesbianisme politique, qui pense l'hétérosexualité comme un système social, duquel le lesbianisme permet de s'échapper au moins partiellement (Wittig 2001). Les mouvements lesbiens sont alors surtout critiques de la figure de la « *butch* », à qui il est reproché de s'identifier aux hommes, c'est-à-dire au groupe dominant (Chetcuti-

---

<sup>2</sup> Une drag queen est une personne qui se construit une identité féminine temporaire de façon spectaculaire et théâtrale. L'essence de la drag queen réside dans l'extravagance et l'exagération des rôles de genre pour le divertissement.

Osorovitz 2013). C'est également au sein de ces mouvements, dans les années 1970, que les féministes se réapproprient le terme « lesbienne », employé alors comme une insulte, qui est transformé en une désignation positive afin de retourner le stigmate (Arc 2024; Erving Goffman 1963). Par la suite, les années 1990 voient émerger de nouvelles conceptions autour des identités *butch* et *fem*. La première est celle qui consiste à s'approprier à nouveau ces codes dans une démarche de mise à distance des catégories « féminin » et « masculin » : « ce couple récupère ainsi un espace de séduction, il peut librement se mouvoir dans un champ de symboles qui permet de déjouer le déterminisme biologique des rôles de sexe et ainsi dépasser le clivage hétérosexiste<sup>3</sup> de la différence sexuelle » (Ibid.). La seconde est celle issue des théories queer<sup>4</sup>, dans la lignée du poststructuralisme<sup>5</sup> s'inspirant aussi de la French Theory<sup>6</sup>. Cette conception est critique des catégories stables et fixes, et reproche aux théories féministes, lesbiennes et gaies d'homogénéiser les identités sexuelles (Chetcuti-Osorovitz 2013). Les identités *butch* et *fem* n'ont pas de définition fixe et uniforme, et il existe de nombreuses personnes lesbiennes qui ne s'identifient pas complètement, voire pas du tout à ces labels (Jones 2018). Cependant, il s'agit de notions prédominantes et omniprésentes dans la culture lesbienne, et ces termes représentent des références clés pour la construction discursive d'une sexualité lesbienne (Sauntson 2008).

La catégorie « lesbienne » est également complexe, sa définition et ses significations ne sont pas fixes et ont fluctué au cours de l'histoire. La relation que les personnes ont avec cette catégorie dépend de leurs représentations, acquises dans des contextes sociaux et historiques particuliers. Par exemple, Anne Revillard, dans *L'identité lesbienne entre nature et construction*,

---

<sup>3</sup> L'hétérosexisme fait référence aux pratiques institutionnelles et discursives qui construisent et participent à maintenir l'hégémonie de l'hétérosexualité au profit de la domination masculine (Chetcuti-Osorovitz 2013).

<sup>4</sup> Le mot « *queer* » est originellement une insulte nord-américaine, qui signifie « étrange », « bizarre ». Étymologiquement, ce signifiant renvoie à un « travers », qui s'oppose à « *straight* » (qui signifie « droit » et « hétérosexuel » dans le champ de la sexualité). Il est en usage depuis le 20<sup>ème</sup> siècle pour désigner les sexualités « de travers » (Macary-Garipuy 2006).

<sup>5</sup> Le post-structuralisme est un courant philosophique qui a émergé dans les années 1960, principalement en France. Il se caractérise par une remise en question fondamentale des principes et des méthodes qui avaient prévalu jusqu'alors dans les sciences humaines et sociales.

<sup>6</sup> La French Theory est un corpus de théories philosophiques, littéraires et sociales, où le concept de déconstruction occupe une place centrale, dans la lignée du poststructuralisme. Parmi ses auteurs emblématiques, on retrouve Hélène Cixous, Luce Irigaray, Julia Kristeva, Monique Wittig ou encore Michel Foucault.

identifie des idéaux-types (Weber 1992) qui correspondent à quatre différentes « manières d'être lesbienne » (en termes de sexualité et d'identité de genre) : la sexualité comme nature, le genre comme destin, la sexualité comme libre choix et le genre comme anti-destin (Revillard 2002). Le premier idéal-type (sexualité comme nature) définit le lesbianisme comme quelque chose de naturel et subi, qui n'impacte pas la manière dont le genre est vécu. Le deuxième (genre comme destin) correspond à la définition de l'homosexualité comme quelque chose qui découle d'une transgression de la norme du genre assigné à la naissance, ce qui rappelle les théories médicales de l'inversion. « La sexualité comme libre choix » définit le lesbianisme comme une simple préférence sexuelle, qui n'a pas non plus d'impact sur la manière dont le genre est vécu. Enfin, le dernier idéal-type (genre comme anti-destin) voit l'homosexualité comme la continuité d'un choix conscient de transgresser la norme du genre qui a été assigné à la naissance (dans une démarche féministe) (Ibid.). Les différentes manières de se définir lesbienne, qui dépendent alors fortement de nombreux éléments de contexte (culturel, social, etc.) sont encore vouées à évoluer, de même que la manière dont elles se concrétisent sur le plan linguistique (Jones 2018). Il n'y a aucun code ou identité fixe et partagée par toutes les personnes qui se disent lesbiennes, ou identifient leurs désirs homosexuels, et il n'existe pas de caractéristiques lesbiennes universelles et définissables (Moonwomon-Baird 1997). Par ailleurs, les études les plus communément citées sur l'identité lesbienne et sa construction se concentrent sur les personnes qui utilisent activement le label « lesbienne », et pas sur les femmes et autres personnes qui identifient leurs désirs homosexuels et s'engagent dans des relations lesbiennes, sans pour autant s'identifier à cette catégorie (Jones 2018). C'est notamment le cas de nombreuses personnes parmi mes enquêté.es, ce qui sera développé dans la partie méthodologique.

#### Territoires : comprendre les catégories de « rural » et « urbain »

Ensuite, les autres concepts centraux de mon mémoire et qu'il importe de définir sont les catégories « rural » et « urbain ». Selon l'Insee, les espaces ruraux se définissent par leur faible densité de population. Ce sont des espaces qui sont aussi caractérisés par un éloignement des pôles d'emploi et des pôles de services (Insee 2021). En me basant sur la grille communale de densité à 7 niveaux (Beck et al. 2022) et sur les informations que j'ai pu récolter lors des entretiens, j'ai pu répartir les endroits où ont grandi les enquêté.es dans les catégories suivantes : les grands centres urbains, les centres urbains intermédiaires, les ceintures urbaines, les petites villes, les bourgs ruraux, le rural à habitat dispersé ou le rural à habitat très dispersé. Ces différentes catégories ont été créées par l'Insee en fonction de la répartition de la population dans les territoires des communes françaises, et, pour les communes de densité intermédiaire, également en fonction de leur proximité à un centre urbain. La grille communale de densité a été

constituée en identifiant des carreaux d'1 km<sup>2</sup>, et en identifiant en particulier ceux dont la densité de population est supérieure à un certain seuil. En rassemblant les carreaux voisins avec une population dense, l'Insee identifie un agrégat de population. Le niveau de densité d'une commune est alors déterminé en fonction de la répartition de sa population dans les 7 niveaux d'agrégat identifiés (clusters urbains de niveau 1, clusters urbains de niveau 2, clusters semi-denses périurbains, clusters semi-denses non périurbains, clusters ruraux, clusters ruraux de faible densité et enfin clusters ruraux de très faible densité). En fonction de la part des habitants qui vivent dans ces différents agrégats pour chaque commune, il est possible de les positionner dans la grille communale de densité à 7 niveaux (Ibid.). On obtient alors les 7 degrés de densité suivants :

- Les grands centres urbains sont les communes où au moins 50% de la population habite dans un cluster urbain dense de niveau 1.
- Les centres urbains intermédiaires correspondent aux communes qui ont une plus grande part de leur population dans les clusters urbains denses de niveau 2 que dans les clusters urbains semi-denses (elles sont denses), et ont une plus grande part de leur population dans les clusters denses et semi-denses non-périurbains que dans les carreaux périurbains (ce sont des villes).
- Les ceintures urbaines correspondent aux communes avec une plus grande part de leur population concentrée dans les carreaux périurbains (elles entourent les zones urbaines). Les petites villes sont des communes dont la population est plus concentrée dans les clusters urbains semi-denses que denses (elles sont semi-denses) et dans les clusters non-périurbains que périurbains (ce sont des villes).
- Les bourgs ruraux sont les communes dont la majorité de la population habite dans un cluster rural.
- Les communes rurales à habitat dispersé correspondent aux communes où la majorité de la population habite dans des clusters ruraux à faible densité.
- Les communes rurales à habitat très dispersé sont celles dont la majorité de la population habite dans des clusters ruraux à très faible densité (Ibid).

Par ailleurs, les dichotomies simplistes entre "rural" et "urbain" sont de plus en plus contestées (Flipo 2019). Ces deux nouvelles manières de penser les espaces géographiques ont remplacé l'opposition traditionnelle entre ville et campagne après la Seconde Guerre mondiale (Toublanc et Moquay 2021). Elles désignent des configurations différentes et très diversifiées, d'où l'utilité d'utiliser des outils plus précis et complexes comme la grille de densité à 7 niveaux. Cependant, même ces groupes de densités ne sont pas homogènes, et ne couvrent pas tous les espaces intermédiaires existants. Ils restent des outils pertinents et utiles pour la réalisation de mon

travail, mais j'ai donc choisi de les utiliser tout en gardant en tête que ce ne sont pas des catégories absolues ni homogènes, ce qui a impacté ma méthode et la manière dont j'ai effectué mes entretiens.

### Etudier les mobilités spatiales et sociales

Le dernier concept que je mobilise dans mon travail de mémoire est celui de « mobilité ». A l'instar de « rural » et de « urbain », la mobilité est un objet des sciences sociales dont le contenu n'est pas stable, et qui ne fait pas consensus parmi les chercheur.euses (Belton-Chevallier, Oppenchaim, et Vincent-Geslin 2019). Dans mon travail, je m'intéresse tout d'abord à la mobilité spatiale : il s'agit de l'ensemble des mouvements des individus dans l'espace géographique. Elle peut prendre plusieurs formes : des mobilités quotidiennes, des voyages, des mobilités résidentielles ou encore des migrations.

Mon analyse porte tout d'abord sur les mobilités résidentielles (déménagements), qui sont de temporalité longue et sont considérées comme irréversibles, en opposition par exemple aux mobilités circulaires et de temporalité courte comme les déplacements pendulaires (Belton-Chevallier, Oppenchaim, et Vincent-Geslin 2019). Je choisis de penser la mobilité géographique comme un mouvement chargé de significations sociales et culturelles.

Ensuite, je m'intéresse également aux mobilités sociales dans le cadre de mon travail de mémoire. Ce concept devient un objet de la sociologie au début du 20<sup>ème</sup> siècle avec l'ouvrage *Social Mobility* de Pitirim Sorokin (1927). Selon lui, la mobilité sociale est un phénomène de déplacement d'un individu dans l'espace social. Il existe différentes manières de l'étudier, selon que l'on considère les mobilités professionnelles et la carrière d'un individu, ou bien que l'on compare son statut social à celui de ses parents, en prenant en compte l'origine sociale dans l'analyse. Dans mon mémoire, je me concentre plus sur la mobilité intergénérationnelle, en comparant la catégorie socioprofessionnelle des enquêté.es selon l'Insee (PCS 2020) et leur statut social à ceux de leurs parents (Merllié et Prévot 1997). Les mobilités géographiques et sociales souvent très liées, et il est pertinent de les penser ensemble (Ibid.).

### Questions de recherche et problématique

La lecture de différents travaux en sociologie du genre et de la sexualité, ainsi qu'en géographie des sexualités, m'a permis d'enrichir mes questionnements initiaux par des concepts et des outils théoriques et de formuler les questions de recherche suivantes :

Comment comprendre et analyser les expériences de vie lesbiennes en milieu rural, à l'intersection entre contraintes et ressources perçues et vécues ? Dans quelle mesure les trajectoires des personnes lesbiennes ayant vécu en milieu rural permettent-elles de déconstruire la dichotomie rural/urbain en révélant des formes d'émancipation et de résistance

propres aux espaces ruraux ? Comment ces vécus invitent-ils à repenser les cadres théoriques qui ont structuré l'analyse des rapports entre spatialité et identité queer, et à penser les spécificités des parcours lesbiens ?

Ces questions de recherche m'ont ensuite conduite à formuler une problématique :

Comment les personnes lesbiennes ayant vécu en milieu rural construisent-elles leur trajectoire de vie, en articulant ancrage local, parcours de mobilité spatiale et sociabilités dans des contextes marqués par des ressources et des contraintes géographiques ?

### **Méthodologie**

Pour opérationnaliser mes questions de recherche, j'ai choisi d'effectuer des entretiens biographiques semi-directifs. En effet, afin de répondre à ma problématique, j'avais besoin d'obtenir des informations sur les trajectoires des enquêté.es, sur des moments de leurs parcours, des fragments de leur existence et de leurs expériences en tant que minorités sexuelles qui ont vécu en milieu rural. Il m'a donc semblé pertinent d'effectuer des entretiens biographiques avec les enquêté.es, en ayant préparé un guide d'entretien mais tout en conservant de la liberté dans la manière dont la discussion se déroule (Demazière 2008).

Durant les mois d'août 2024 à janvier 2025, j'ai donc réalisé 36 entretiens avec des personnes qui ont considéré correspondre à mon sujet sur les expériences de vie lesbiennes en milieu rural. J'ai passé le mois d'août 2024 et le mois de janvier 2025 en Alsace, en étant hébergée chez mes parents. Cela m'a permis de me concentrer sur un groupe d'enquêté.es vivant dans la région, avec qui j'ai pu m'entretenir en personne (chez elleux, dans des cafés, ou encore sur leur lieu de travail) et qui m'ont permis d'analyser plus précisément les contraintes et les ressources géographiques de parties de cette région, que je connaissais déjà bien.

J'ai employé plusieurs méthodes pour recruter des enquêté.es : tout d'abord, j'ai rejoint des groupes de rencontres pour personnes lesbiennes sur Facebook. Cela m'a permis de prendre contact avec trois personnes, deux d'entre elles avec qui j'ai pu réaliser deux entretiens chacune. Tous ces entretiens ont été réalisés via Zoom. Ensuite, j'ai fait une annonce sur mon compte Instagram personnel, qui m'a permis de recruter trois enquêté.es avec qui j'ai également effectué deux entretiens. J'ai pu les rencontrer en personne, étant donné qu'elles habitaient toutes en Alsace au moment de l'enquête. Je me suis aussi inscrite sur des sites de rencontre (Meetic et Tinder) en précisant dans la description de mon profil : *« Je suis actuellement sociologue en formation, et je réalise mon mémoire sur les expériences lesbiennes en milieu rural. Ce sujet m'intéresse particulièrement étant moi-même lesbienne et venant de la campagne. Je ne me suis donc pas inscrite sur Tinder (Meetic) pour faire des rencontres amicales, amoureuses ou*

*sexuelles mais pour trouver des personnes qui accepteraient de me rencontrer pour discuter de leur parcours de vie.* ». J'ai choisi ces applications en particulier, car ce sont celles qui sont les plus apparues dans les discours des enquêté.es avec qui j'avais déjà effectué des entretiens. Je les ai utilisées à Paris et en Alsace, en « likant » tous les profils qui m'étaient proposés. En ce qui concerne les paramètres, j'ai demandé à voir des personnes de 18 à 100+ ans, à une distance maximale de 120 km, et j'ai choisi de voir les profils de « femmes », et « beyond binary ». J'ai ensuite attendu que les personnes viennent vers moi en m'envoyant un message s'ils étaient intéressé.es pour effectuer un entretien. J'ai pu échanger avec quatre enquêté.es qui m'avaient contactée sur Tinder, et seulement un.e qui m'a contactée sur Meetic. Durant l'été 2024, j'ai bénéficié de l'aide d'une amie qui possède un compte avec environ 2 500 abonné.es sur twitter, et qui a relayé mon enquête. Cela m'a permis de réaliser des entretiens avec neuf personnes. En ce qui concerne le reste de mes enquêté.es, il s'agit de connaissances plus ou moins éloignées (ami.es d'ami.es, collègues de membres de ma famille et membres d'équipes de football alsaciennes). Les entretiens ont été réalisés soit en personne en Alsace, soit à distance via Zoom, lorsque j'étais à Paris ou que les personnes résidaient en dehors de l'Alsace ou de l'Île-de-France.

En conclusion, j'ai donc pu réaliser une dizaine d'entretiens en présentiel et environ 25 entretiens en zoom. Les entretiens en distanciel présentent quelques contraintes par rapport à ceux réalisés en présentiel (les périodes pré- et post-entretien sont considérablement réduites, ainsi que les matériaux visuels), mais aussi de nombreux avantages : ils permettent de parler sans être vu.e si on le souhaite, ce qui peut diminuer la crainte de « perdre la face » (Goffman 1973), ils peuvent encourager l'introspection et diminuer la crainte du jugement (Lévy-Guillain, Sponton, et Wicky 2022). Par ailleurs, en tant que lesbienne réalisant des entretiens avec d'autres personnes surtout lesbiennes, le recours à la distance permet d'alléger le travail de mise à distance du script sexuel en éloignant la situation d'entretien de celle d'un rendez-vous amoureux. Les entretiens ont duré entre 30 minutes et 2 heures et demie. Le plus souvent, il s'agissait de discussions d'une heure environ. Ensuite, j'ai choisi, durant mes entretiens, de penser le partage de certaines expériences intimes comme outil méthodologique, à l'instar de Laurine Thizy, Mélodie Gauglin et Justine Vincent dans « « Se raconter » sur le terrain : le récit de soi comme ressource méthodologique » (Thizy, Gauglin, et Vincent 2021). En effet, le récit de soi permet d'obtenir des données, et est aussi un moyen d'être attentif.ve aux rapports de pouvoir qu'il peut exister dans la relation d'enquête. M'identifiant moi-même comme lesbienne et ayant un parcours de construction de mon identité comparable à celui de beaucoup de mes enquêté.es, partager mes expériences m'a permis d'essayer de transformer les entretiens en un échange qui ressemble plus à une conversation.

Sur les 27 enquêté.es, la plupart se disaient lesbiennes. Six ont préféré se définir comme « gay », « homo » ou sans étiquette, deux personnes se sont décrites comme pansexuelles et une personne en tant que bisexuelle. Comme expliqué précédemment, j'ai expliqué réaliser une enquête sur les « expériences de vie lesbiennes en milieu rural » lors de mon recrutement. Cela inclut donc toutes les personnes qui ont été en relation lesbienne en habitant en milieu rural, qu'elles se pensent et se disent lesbiennes ou non. Par ailleurs, parmi les personnes qui utilisent un autre label que « lesbienne » pour s'identifier, certaines se sont définies comme tel dans le passé. Il est donc intéressant de comprendre leur lien avec la catégorie « lesbienne », et la manière dont elles se sont identifiées différemment au cours du temps et des contextes.

La majorité des enquêté.es sont des femmes cis<sup>7</sup>. Leur moyenne d'âge est de 27 ans, et la médiane de 23 ans. Les plus jeunes personnes avec qui j'ai réalisé un entretien avaient 18 ans au moment de l'enquête. Les plus âgées en avaient 54. Il s'agit donc d'enquêté.es plutôt jeunes. Je suppose que c'est en grande partie lié à un biais de recrutement : les personnes qui ont eu accès aux annonces directement sur Twitter ou qui m'ont contactée sur Tinder sont toutes âgées de moins de 30 ans. Les personnes les plus âgées que j'ai pu rencontrer sont celles avec qui j'ai pris contact via Facebook : elles ont entre 43 et 54 ans. La majorité des enquêté.es n'ont pas d'enfants. Quelques exceptions existent : un couple a eu un bébé grâce à une PMA ; une enquêtée célibataire était enceinte, également à la suite d'une PMA, au moment de l'enquête ; une femme trans avait déjà six enfants issus d'une précédente union. Enfin, un autre couple était engagé dans un parcours de PMA qui a abouti pendant l'enquête : l'une des deux était enceinte de trois mois lors du deuxième entretien.

Enfin, après avoir récolté des informations sur les lieux où les enquêté.es ont vécu et habitaient au moment des entretiens, j'ai pu les classer dans trois grands groupes en fonction de leurs mobilités spatiales : ceux qui ont grandi en milieu rural avant de déménager dans un grand centre urbain ; ceux qui ont (quasiment) exclusivement vécu dans des communes rurales ; et enfin ceux qui ont vécu une partie de leur vie dans un grand centre urbain avant de (re)venir

---

<sup>7</sup> Les personnes « cis » sont celles qui se reconnaissent dans le genre qui leur a été assigné à la naissance. Elles diffèrent des personnes « trans », qui ne se reconnaissent pas dans le genre qui leur a été assigné à la naissance. A l'instar d'Emmanuel Beaubatie dans son enquête sur les significations genrées des orientations sexuelles, je choisis d'utiliser uniquement les préfixes « cis » et « trans » plutôt que « transexuel.le » ou « transgenre », afin de me situer or d'une terminologie médicale ou militante (Beaubatie 2019).

habiter dans un espace rural. Comme mentionné dans le cadre conceptuel, les catégories administratives qui différencient les différents types de communes rurales et de villes sont des outils utiles pour ma recherche, mais elles sont également hétérogènes, et les expériences plurielles de mes enquêté.es au sein de ces catégories m'ont poussée à adopter une approche attentive aux configurations locales. J'ai donc visé un niveau de détail assez fin par rapport à la taille, au type de ruralité, ou encore à l'offre d'emploi des espaces afin de produire des analyses pertinentes quant à l'impact de l'environnement sur les modes de vie de mes enquêté.es. Après avoir recruté des personnes qui disent avoir vécu « à la campagne » ou « en milieu rural », je leur ai alors demandé de me parler assez précisément de ces lieux : le nom de la commune, son nombre d'habitants estimé, la présence de commerces et de services, la présence ou non de transports en communs, d'écoles, les lieux où les enquêté.es avaient des pratiques de sociabilité, comment ils se rendaient en cours ou au travail, etc. J'ai complété ces informations par des recherches à posteriori pour cerner au mieux les caractéristiques des espaces décrits par les enquêté.es. Toutes les personnes que j'ai interrogées vivent en France métropolitaine. En effet, étudier les expériences de vie lesbiennes en milieu rural dans les territoires d'Outre-mer implique des enjeux complexes et différents que ceux traités dans mon mémoire, et mériterait de faire l'objet d'une enquête à part entière.

### **Annonce du plan**

Les trois premiers chapitres sont chacun consacrés à un groupe d'enquêté.es, selon leur parcours de mobilité géographique : le premier porte sur ceux ayant déménagé d'un milieu rural vers un milieu urbain ; le deuxième sur ceux restés en milieu rural ; et sur ceux ayant quitté un milieu urbain pour s'installer en milieu rural.

Dans les chapitres 1 et 2, je montre comment la classe et les mobilités sociales jouent un rôle central dans les mobilités géographiques des minorités sexuelles qui ont grandi en milieu rural. Ensuite, ces deux chapitres illustrent les différents rapports des enquêté.es aux territoires, et leurs manières diverses de mobiliser des ressources pour faire face aux contraintes perçues et vécues en ville comme à la campagne.

Dans le chapitre 3, je montre que les parcours de migration vers le rural sont surtout liés au cycle de vie, ce qui va de pair avec des perceptions du rural et de l'urbain différentes.

Le chapitre 4 me permet de faire le lien entre les trois premiers chapitres, et propose un schéma analytique qui vise à articuler les dimensions transversales mises en évidence tout au long du mémoire.

## Chapitre 1. PARTIR : se découvrir en milieu rural, s'affirmer en milieu urbain

Le premier chapitre est consacré aux enquêté.es qui ont grandi dans un milieu rural, avant de déménager dans un grand centre urbain. Le tableau ci-dessous résume les informations importantes à leur sujet.

Prénom	Âge	Autoidentification sexuelle	Identité de genre	Niveau de diplôme	Catégorie socio-professionnelle	Type de commune d'origine	Type de commune habitée actuellement
Rose	32 ans	Lesbienne	Femme cis	Ecole d'Avocat.e (bac + 6 minimum)	Cadres et professions intellectuelles supérieures	Bourg rural	Grand centre urbain, unité urbaine de Strasbourg (banlieue)
Chloé	24 ans	Lesbienne	Lesbienne	Bac + 5 (Sciences Po, puis EHESS)	Professions intermédiaires	Commune rurale <sup>8</sup>	Paris

---

<sup>8</sup> J'ai utilisé le terme « commune rurale » pour les enquêté.es à qui je n'ai pas eu l'occasion d'effectuer un deuxième entretien et de demander des détails sur les lieux précis où iels ont grandi.

Prénom	Âge	Autoidentification sexuelle	Identité de genre	Niveau de diplôme	Catégorie socio-professionnelle	Type de commune d'origine	Type de commune habitée actuellement
Amandine	24 ans	Lesbienne	Femme cis	Bac + 3	Professions intermédiaires	Commune rurale	Paris
Ameline	22 ans	Lesbienne	Agenre	Bac + 2	Employé.es	Commune rurale	Montpellier
Mélanie	20 ans	Lesbienne	Femme cis	Baccalauréat	Employé.es	Commune rurale à habitat dispersé	Strasbourg
Lisa	26 ans	Pansexuel	Bi-genre <sup>9</sup>	Bac + 2	Inactif.ves	Bourg rural	Grand centre urbain, unité urbaine de Strasbourg (banlieue)
Cécilia	25 ans	Lesbienne	Non-binaire	Bac + 5	Professions intermédiaires	Grand centre urbain	Centre urbain intermédiaire, aire d'attraction de Nancy
Cécile	20 ans	Lesbienne	Lesbienne	En études	Non applicable	Commune rurale à habitat dispersé	Galway
Manon	23 ans	Pas d'étiquette	En questionnaire	En études (a déjà un bac + 3)	Non applicable	Grand centre urbain (petite ville, environ 10 000 habitant.es)	Grand centre urbain (grande ville, environ 200 000 habitant.es)

<sup>9</sup> Personne dont l'identité de genre correspond à deux genres concomitants ou alternants, de manière fluide.

Prénom	Âge	Autoidentification sexuelle	Identité de genre	Niveau de diplôme	Catégorie socio-professionnelle	Type de commune d'origine	Type de commune habitée actuellement
Malo	18 ans	Pas d'étiquette	Pas d'étiquette (ou genderqueer <sup>10</sup> )	En études	Non applicable	Ceinture urbaine	Grand centre urbain, unité urbaine de Paris (banlieue)
Mélie	20 ans	Lesbienne	En questionnement	En études	Non applicable	Commune rurale à habitat très dispersé et bourg rural	Grand centre urbain, unité urbaine de Paris (banlieue)
Clémentine	20 ans	Lesbienne	Femme cis	En études	Non applicable	Commune rurale	Lyon
Lou	22 ans	Lesbienne	Non-binaire	En études (a déjà un bac + 3)	Non applicable	Commune rurale à habitat dispersé	Bruxelles

---

<sup>10</sup> Personne dont l'identité de genre ne correspond pas aux normes de genre binaires.

Cette première catégorie d'enquêtés correspond à ceux qui ont grandi en milieu rural, et ont déménagé en milieu urbain, la plupart du temps afin de s'engager dans des études supérieures. Ce groupe est composé de 13 personnes sur les 27 que j'ai interrogées. Elles sont plutôt jeunes : la plupart ont entre 18 et 25 ans. Leur moyenne d'âge est de 22,8 ans. Parmi ces enquêtés, six sont encore en train d'effectuer des études (en licence ou en master) et les autres occupent presque tous un emploi stable. Ensuite, il s'agit d'une catégorie d'enquêtés dont une grande majorité se disent lesbiennes : 10 sur les 13. Une se dit pansexuelle<sup>11</sup>, et deux autres préfèrent ne pas se définir. En ce qui concerne l'identité de genre, il s'agit également d'un groupe avec beaucoup de personnes qui ne s'identifient pas comme des personnes cis, qui sont en questionnement ou ont un rapport particulier à leur genre. Par exemple, trois enquêtés définissent leur genre comme quelque chose d'intimement lié au lesbianisme. Comme le dit Cécile lors de notre premier entretien : « *mon genre, c'est lesbienne* ». Chloé se dit lesbienne « *avant tout* », et Lou explique : « *être lesbienne, c'est un genre à part entière* ».

Parmi les personnes de cette première catégorie dont j'ai pu identifier les trajectoires et mobilités et qui disent avoir grandi en milieu rural, deux ont en fait vécu dans des grands centres urbains durant toute leur enfance et adolescence (Cécilia et Manon). Un.e enquêté.e a aussi grandi dans une ceinture urbaine (Malo). Cependant, j'ai choisi de les inclure dans ce groupe, car ces catégories comprennent de nombreux types de villes différents. Les communes où ont grandi Cécilia et Manon sont des grands centres urbains car elles sont densément peuplées, mais ce sont des petites villes en termes de population agglomérée (Santamaria 1999) : il y a environ 6000 habitant.es dans la ville où a grandi Cécilia, et 10 000 dans celle où a grandi Manon. En outre, ce sont des espaces qu'on pourrait qualifier de périurbains : Cecilia et Manon habitent tous les deux dans l'unité urbaine de villes moyennes (en banlieue). En ce qui concerne Malo, il a aussi grandi dans une petite ville de moins de 5000 habitant.es, de densité intermédiaire puisque c'est une ceinture urbaine (Beck et al. 2022) et qui entoure une autre petite ville d'environ 10 000 habitantes. C'est pour ces raisons que j'ai choisis d'inclure ces enquêtés dans le premier groupe, et car ils ont identifié et présenté ces lieux comme étant « à la campagne ». En sachant que les catégories « rural » et « urbain » sont diverses, je souhaite appréhender ces concepts à

---

<sup>11</sup> « La pansexualité désigne une attirance physique, sexuelle et/ou émotionnelle envers des personnes indépendamment de leur identification de genre et sexualité, et de leur sexe. Elle se distingue de la bisexualité en ce qu'elle dépasse la notion de genre. » (Bergström 2025)

travers les discours des enquêté.es : le fait que Cécilia, Manon ou encore Malo se soient senti.es concerné.es par une enquête sur les expériences lesbiennes en milieu rural et aient choisi d'accepter de faire un entretien n'est pas anodin. En m'inspirant de l'ouvrage *Les filles du coin. Vivre et grandir en milieu rural* par la sociologue Yaëlle Amsellem-Mainguy (Amsellem-Mainguy 2021), je ne cherche donc pas ici à savoir qui a vraiment grandi en espace rural ou non, mais plutôt à comprendre pourquoi les différentes personnes avec qui j'ai pu échanger se sentent appartenir à la population rurale, et ce que cela dit sur les lieux où iels ont évolué.

Dans un premier temps, les enquêté.es du premier groupe perçoivent les espaces ruraux comme contraignants, car il est difficile de s'y déplacer et d'y occuper son temps libre, mais aussi car il est compliqué de s'y construire en tant que minorité sexuelle et de genre. Les réseaux sociaux numériques sont alors utilisés stratégiquement pour faire balance avec certaines contraintes des milieux ruraux.

Pour autant, il ne semble pas que leurs parcours correspondent à une « fuite » : la classe, l'origine sociale et la poursuite d'études supérieures occupent un rôle central dans la décision d'un départ vers la ville. En outre, les milieux urbains ne sont pas perçus comme dépourvus de contraintes pour les jeunes lesbiennes qui s'y installent.

### **1. Passer son enfance et son adolescence dans un milieu (perçu comme) rural : des espaces vécus comme contraignants pour les jeunes lesbiennes**

Dans les discours des enquêté.es du premier groupe, les espaces ruraux sont largement présentés comme contraignants. Ce sont des milieux où les moyens de se déplacer et les possibilités de loisirs sont limité.es, et où il est difficile de se construire en tant que minorité sexuelle et de genre. Dans un tel contexte, les enquêté.es font stratégiquement usage des réseaux sociaux numérique pour acquérir des représentations et faire des rencontres.

#### **a. Hétérogénéité de « la campagne » : plus ou moins de possibilités pour occuper son temps libre**

La plupart des enquêté.es qui disent avoir grandi en milieu rural m'ont parlé de contraintes qui ne sont pas explicitement liées à leur orientation sexuelle ou leur identité de genre, mais plutôt d'ordre matériel : les difficultés pour se déplacer sans avoir le permis et donc la dépendance aux parents ou proches disposant d'un véhicule, l'absence de lieux festifs où retrouver des ami.es et/ou partenaires, l'accès plus difficile à des activités, des loisirs, des lieux culturels, etc. C'est un discours qui est partagé par la quasi-exclusivité des personnes avec qui j'ai échangé et qui ont grandi dans une commune rurale à habitat dispersé :

*« En fait, la campagne, j'ai jamais eu de problèmes style homophobie ou quoi. Mais le fait de pas pouvoir se déplacer, c'était insupportable. Et c'était vraiment compliqué de connecter avec les gens. Alors qu'à Strasbourg, je peux me déplacer facilement. Même si les gens ne sont pas dans la même ville que moi, je peux prendre des trains. [...] Et puis, il y a beaucoup de gens aussi. »* Mélanie, qui a déménagé à Strasbourg afin de commencer ses études supérieures

*« Alors ça, c'est aussi hérité du fait que j'ai grandi à la campagne, mais j'ai pas de passe-temps en soi, en mode instrument, théâtre, peinture, je ne sais pas quoi. »* Cécile

*« En ville, [...] il y a absolument tout. Tout ce qu'il faut. Et à la campagne, ça manque de choses. Je me faisais vite chier. »* Lou

Mélanie distingue bien les contraintes matérielles liées aux déplacements des éventuels problèmes liés à de l'homophobie, qu'elle dit ne pas avoir rencontrés. Elle insiste sur l'entrave à la mobilité dans sa commune rurale, contrairement à la possibilité de se mouvoir facilement à Strasbourg. Quant à Lou et Cécile, leurs discours évoquent une infrastructure rurale qui empêche la pratique de certaines activités de loisir, et mène à une sorte d'ennui structurel.

Par ailleurs, ce n'est pas un discours partagé par les personnes qui ont grandi dans des bourgs ruraux : en effet, il s'agit d'un type d'espaces qui structure les ruralités françaises, notamment de par les services qu'on peut y trouver (Beck et al. 2022). Les contraintes matérielles n'y sont alors pas perçues de la même manière par les enquêtés qui y ont grandi que par ceux qui ont grandi dans des milieux ruraux à habitat (très) dispersé.

*« Par contre, en termes de commerce, on avait une banque, deux boulangeries, un coiffeur, même deux coiffeurs. On avait des terrains de foot, plusieurs. Selon les quartiers dans lesquels on pouvait évoluer, il y avait des différents... Enfin, des parcs, des... Et au niveau des commerces, autre... Une pizzeria. Plus tard, fleuriste. Voilà, à peu près. »* Rose, qui a grandi dans un bourg rural à quelques kilomètres d'une petite ville.

Malo et Manon, qui ont grandi respectivement dans une ceinture urbaine et dans un grand centre urbain, ne se plaignent pas non plus de contraintes matérielles. En effet, même s'ils ont identifié les lieux où ils ont habité comme se situant « à la campagne », ce sont en réalité des espaces plutôt périurbains, avec une plus grande concentration de pôles d'emplois et de services, et un accès relativement facile à des grandes villes. C'est par exemple le cas de Malo, qui m'explique s'être souvent rendu à Paris avec des ami.es durant les weekends. Le cas de Cécilia est particulier : le grand centre urbain où elle a grandi est une ville frontalière, ce qui influence alors le type de population qui y vit, et la quantité des services et des emplois qui y sont disponibles.

*« Quand j'étais petite, c'était assez vivant. Il y a trois écoles primaires, 3 écoles maternelles je crois, je ne sais pas s'il y en a encore 3 ou pas, vu que ça a beaucoup changé entre temps. Il n'y a pas grand chose à faire, l'endroit où on fait les courses c'est le petit Super U du coin. Il n'y a plus beaucoup de magasins. A [grand centre urbain à proximité] pareil, avant il y avait des cinémas, plein de magasins et tout, il y a tout qui a fermé au fil des années. C'est un endroit où c'est beaucoup de villes dortoirs en fait, parce qu'on est à la*

*frontière [pays à proximité]. Du coup, la majorité des gens qui vivent là, bah c'est des frontaliers, donc ils travaillent [pays à proximité]. Du coup, ils sont là que pour dormir et manger, etc. » Cecilia*

Le cas de Cécilia rappelle l'importance d'un niveau de détail fin sur les lieux de vie lorsque l'on étudie les espaces ruraux et urbains. Il souligne aussi l'enjeu de l'obtention du permis pour les jeunes qui ont grandi en milieu rural : être véhiculé.e permet de gagner en indépendance et d'accéder à des espaces urbains plus facilement (Laporte 2023; Amsellem-Mainguy 2021). Cécilia l'a passé aussi tôt que possible pour ces raisons. Pourtant, ce n'est pas le cas de tous.es les enquêté.es de ce groupe. En effet, l'obtention du permis exige un investissement important en temps et en argent, ce qui n'a pas permis à tous.tes de le passer avant leur déménagement en ville. Mélanie, par exemple, avait commencé ses heures de conduite lorsqu'elle habitait encore en milieu rural, puis s'est interrompue en déménageant à Strasbourg car elle ne pensait donc plus avoir besoin d'être véhiculée. En outre, plusieurs enquêté.es ne voyaient pas l'utilité d'obtenir leur permis, car iels étaient déjà convaincu.es de leur volonté de vivre en milieu urbain après l'obtention de leur baccalauréat. C'est par exemple le cas de Cécilia et de Lou.

Donc, les personnes qui appartiennent à cette première catégorie d'enquêté.es ont tout d'abord perçu l'espace rural comme contraignant pour des raisons matérielles, qui ne semblent pas liées à leur identité lesbienne. C'est surtout le cas pour ceux qui ont grandi dans des communes rurales à habitat (très) dispersé, qui sont les espaces les moins densément peuplés et les plus éloignés des pôles d'emplois et de services (Insee 2021). Maintenant, nous allons voir ce qu'il en est des contraintes perçues et vécues par les jeunes lesbiennes en milieu rural, vis-à-vis de leur genre et de leur sexualité.

#### b. Être lesbienne en milieu rural : une atmosphère « hostile, voire haineuse » ?

Dans la littérature sociologique sur les minorités sexuelles, le rural, l'urbain et les mobilités, le modèle de la « fuite de la ville » (Eribon 1999) reste le modèle archétypique (Blidon et Guérin-Pace 2013). Dans *Réflexions sur la question gay* (Eribon 1999), Didier Eribon parle des « contraintes étouffantes des réseaux d'interconnaissance qui caractérisent la vie dans les petites villes ou les villages » (Ibid.), et explique que les gays et lesbiennes sont poussé.es à fuir l'atmosphère « hostile, voire haineuse » du rural pour trouver « refuge » dans la grande ville (Ibid.). Même si le modèle de la « fuite de la ville » est de plus en plus réfuté et qu'il est clair que les mobilités des gays et lesbiennes sont bien plus complexes et diversifiées qu'une simple « fuite » d'un espace rural vers un espace urbain, un certain nombre de mes enquêté.es qui ont connu ce type de mobilité ont perçu et vécu des contraintes liées au milieu rural et à leur sexualité qui sont proches de celles décrites par Didier Eribon.

Premièrement, les réseaux d'interconnaissances caractéristiques des espaces ruraux avec une population peu dense peuvent en effet être vécus comme une contrainte pour certain.es, qui craignent alors d'être reconnu.es en tant que minorité sexuelle et d'être victimes d'homophobie : *« la campagne où là, tout le monde te connaît, t'es dans un petit village, tu vas à tel endroit, tout le monde le sait. [...] C'est vrai que à la campagne... Tu es plus facilement pointé du doigt. Nous, on ne l'a pas vécu parce qu'on s'est caché jusqu'à cette période-là. Mais par contre, c'est vrai que je ne pense pas que ça aurait été accepté à l'époque. Ça, c'est sûr. »*

*« On a décidé de garder ça pour nous, ce qui n'était pas forcément évident, ni au lycée... ni en extérieur parce qu'il fallait qu'on trouve toujours des prétextes pour se voir à l'extérieur. Donc là, on avait établi un QG à la piscine pour qu'on puisse se voir régulièrement. »* Rose

Ici, Rose explique que vivre dans un milieu rural où beaucoup de personnes se connaissent entre elles l'a poussée à cacher la relation qu'elle avait avec sa compagne actuelle, avec qui elle est en couple depuis le collège. Elles ont alors relationné en secret pendant plusieurs années, jusqu'à leur départ à toutes les deux du domicile familial. C'est aussi le cas de Melie, qui, sans vivre sa relation en secret comme Rose, était contrainte d'être discrète dans l'espace public avec son ex-copine, afin d'essayer d'empêcher des potentielles remarques lesbophobes. Quand je lui demande si elle avait identifié des lieux de drague là où elle habitait, où s'il y avait des lieux particuliers où elle se rendait avec sa partenaire de l'époque, elle m'explique :

*« Melie : on allait souvent au jardin [inaudible]. C'était fun parce que y avait juste... C'est un petit bois, mais un peu caché. Et c'est vrai qu'à la campagne se faisait pas mal juger, donc on évitait.*

*Elisa : Ok. Quand tu dis que vous vous faisiez pas mal juger, est-ce que t'as eu des expériences en public ?*

*Melie : Pas hardcore, mais juste des regards de mecs qui nous faisaient le signe des ciseaux, comme d'hab quoi. Classique. »*

Rose et Melie expliquent toutes les deux qu'elles ont investi des lieux publics qui leur permettent une certaine discrétion et où elles pouvaient retrouver leur partenaire sans la pression des réseaux d'interconnaissance ou la peur d'être victime d'homophobie (la piscine, le petit bois). Ces discours sont très présents parmi les jeunes gays et lesbiennes qui vivent en milieu rural, où les normes hétérosexuées sont perçues comme plus pesantes, ce qui les pousse à privatiser leur homosexualité. C'est le constat que fait le sociologue Colin Giraud après les premières semaines de son enquête sur les homosexualités masculines dans la Drôme (Giraud 2016). Ses enquêtés se retrouvent dans des lieux de drague extérieurs (parkings, aires de repos, plages) ou dans des lieux « gay-friendly » (certains bars et restaurants, non-explicitement gays mais identifiés comme ouverts et particulièrement fréquentés par des hommes homosexuels) (Ibid.). Cependant, ce n'est pas le cas de mes enquêté.es : comme la quasi-exclusivité d'entre elleux, Rose et Melie m'ont dit ne connaître aucun lieu où elles savaient qu'elles pourraient trouver des personnes lesbiennes ou queers, et qui représenteraient une sorte d'espace sécurisant pour vivre leurs

relations lesbiennes, pour rencontrer des ami.es ou des potentiel.les partenaires. On peut supposer que cette inexistence ou invisibilité d'espaces de sociabilité lesbiens locaux, en comparaison aux « traces d'homosexualité locales » (Giraud 2016) plus identifiables en milieu rural, est liée à plusieurs types d'inégalités qui s'imbriquent : notamment, les inégalités d'accès et d'usage de l'espace public en fonction du genre (Poisson 2024), mais aussi les inégalités sociales qui persistent entre gays et lesbiennes. En effet, la visibilité croissante des minorités sexuelles depuis quelques décennies dans les pays occidentaux a surtout concerné les hommes gays, blancs et favorisés venant des métropoles, d'autres groupes restant nettement invisibilisés (les lesbiennes, personnes trans, personnes queers racisé.es, etc.) (Giraud 2023).

Les expériences de Melie et de Rose, qui ont été dans des relations lesbiennes alors qu'elles habitaient encore en milieu rural, sont des exemples de la manière dont les réseaux d'interconnaissance et la faible visibilité des espaces lesbiens à la campagne peuvent être vécu comme des contraintes pour des jeunes lesbiennes en couple. Ensuite, nous allons voir comment ce contexte est souvent aussi perçu comme un frein à la construction d'une identité lesbienne, trans ou non-binaire pour les enquêté.es qui appartiennent à la première catégorie.

### c. Se dire lesbienne, trans ou non-binaire à la campagne : un processus particulièrement long et laborieux ?

Dans un contexte de faible visibilité lesbienne et de réseaux d'interconnaissances souvent perçus comme contraignants, nombreux.ses sont les personnes que j'ai interrogées qui m'ont expliqué qu'il est difficile de se construire une identité lesbienne en milieu rural.

*« Enfin, je sais pas, en fait, j'ai plein de points sur, genre, à quel point c'est difficile de se construire en tant que lesbienne à la campagne. » Cécile*

En effet, la littérature existante en sociologie du genre et des sexualités, en particulier les travaux de la sociologue Natacha Chetcuti-Osorovitz, identifient que la fréquentation d'espaces de sociabilité lesbiens et/ou d'associations militantes féministes et queers joue un grand rôle dans le processus de l'autoidentification lesbienne (Chetcuti-Osorovitz 2013; Nicaise 2016). Dans son ouvrage de 2013 *Se dire lesbienne : vie en couple, sexualité et représentation de soi* (Chetcuti-Osorovitz 2013), Natacha Chetcuti montre que le fait de se dire lesbienne est un processus long et laborieux, et explique quelles sont les trajectoires typiques et les outils de construction d'une identité lesbienne. L'auto-nomination lesbienne passe par un « processus de deshétérosexualisation » (Ibid.), dont l'étape inaugurale est souvent une relation avec une personne qui se dit lesbienne, et désigne sa.on partenaire comme tel.le. N. Chetcuti montre alors que se dire lesbienne n'est pas le résultat d'une réalisation intime et personnelle, mais qu'il s'agit plutôt d'un processus relationnel, au cours duquel une relation lesbienne participe à défaire l'identité hétéronormée. Pour les lesbiennes qui évoluent dans des espaces ruraux, dans lesquels

rencontrer des partenaires est plus difficile, et où il n'existe quasiment pas d'espaces de sociabilité lesbienne identifiables, ce processus d'auto-identification peut alors souvent être vécu comme particulièrement complexe et long, comme le partage notamment Cécile.

Ensuite, au-delà de l'identification lesbienne, le rural est aussi vécu comme un lieu qui rend difficile l'auto-identification trans ou non-binaire :

*« Moi, je suis lesbienne non-binaire, mais je me genre au féminin et au neutre. Du coup, généralement, je me genre au féminin en français parce que c'est plus simple. Mais du coup, c'est très compliqué. Déjà, moi, j'ai eu du temps parce que vu que je viens d'un milieu rural où ce genre de questions ne sont pas discutées, soit t'es fille, soit t'es garçon et t'as pas d'entre-deux. Ça a été très compliqué de déconstruire tout ce schéma de pensée. » Cécilia.*

En effet, dans la littérature existante en sociologie du genre et des sexualités, la fréquentation de groupes militants féministes et LGBTQIA+, surtout présents dans les grands centres urbains, est présentée comme un tremplin qui permet d'obtenir des outils pour redéfinir sa sexualité, mais aussi son genre et son rapport au corps (Nicaise 2016). Le ressenti de Cécilia, qui explique avoir eu du mal à déconstruire un schéma de pensée binaire par rapport au genre en grandissant dans un milieu qu'il identifie comme rural, et qui a alors rendu son processus d'auto-identification en tant que lesbienne non-binaire particulièrement long, est partagé par Lisa, qui se dit bi-genre et utilise les pronoms elle et il. Elle m'explique qu'elle a commencé à ne plus s'identifier comme une femme seulement à son arrivée à l'université à Strasbourg, où il s'est d'abord dit genderfluid<sup>12</sup>, terme dont il a découvert l'existence via ses ami.es de la faculté. Avec le temps, elle a commencé à se dire « bi-genre », terme qu'elle a créé<sup>13</sup> pour se nommer, dans lequel il se retrouve plus :

*« Et je trouvais que le bi-genre était effectivement plus sympathique parce que, encore une fois, c'est un truc plus poétique. Et parce que je trouvais vraiment que ça incluait vraiment plus les deux dans mon cas »*

Lisa

Les milieux ruraux sont donc largement perçus comme ne favorisant pas la construction d'un soi queer pour les enquêté.es de la première catégorie. Même pour celles qui ne le disent pas explicitement, à l'instar de Cécile, plusieurs me disent que quitter le domicile familial et déménager dans un grand centre urbain les a aidé.es à se dire lesbienne : c'est le cas de Cecilia

---

<sup>12</sup> Personne dont l'identité de genre n'est pas fixe et peut changer dans le temps (au genre fluide).

<sup>13</sup> L'utilisation de ce terme a cependant été enregistrée dès les années 1980, provenant de l'association Human Outreach and Achievement Institute qui le définissait alors comme une identité correspondant aux individus qui expriment des rôles de genre alternatifs dans différents environnements socialement acceptables.

ou d'Amandine. Cependant, malgré le fait que plusieurs aient expliqué qu'il a été difficile de se construire et s'affirmer dans une identité minoritaire à la campagne, iels n'ont pas tous attendu de quitter le domicile familial pour s'identifier en tant que lesbien.nes et ont mobilisé d'autres ressources que celles identifiées par Chetcuti et Nicaise (Chetcuti-Osorovitz 2013; Nicaise 2016) présentées dans cette partie pour s'affirmer.

#### d. Réseaux sociaux numériques, ruralité et auto-identification lesbienne

En effet, beaucoup de personnes avec qui j'ai échangé ont mobilisé les réseaux sociaux numériques et les sites de rencontres pour faire des rencontres amoureuses et amicales, mais certain.es ont même identifié ces outils comme des ressources qui ont en partie mené à leur auto-nomination lesbienne (ou pansexuelle dans le cas de Lisa). En effet, Lisa m'explique avoir découvert le terme « pansexuel.le » sur Instagram pour la première fois. Elle se disait alors bisexuelle, mais a trouvé que le terme « pansexuel.le » lui convenait mieux. Ensuite, Ameline s'est rendu compte de son lesbianisme en faisant des tests sur Internet, et elle me parle aussi du clip de la chanson « Girls Like Girls » de la chanteuse Hayley Kiyoko, qui met en scène une histoire d'amour naissante entre deux jeunes filles, dans le dos d'un de leur petit ami. Lou, quant à iel, m'explique avoir compris son lesbianisme en lisant le « Lesbian Masterdoc »<sup>14</sup> qu'iel avait vu passer sur le réseau X (nommé Twitter jusqu'en 2023). En effet, Natacha Chetcuti, après la publication de son ouvrage *Se dire lesbienne : vie en couple, sexualité et représentation de soi* (Chetcuti-Osorovitz 2013), écrit un article qui explore une dimension qui n'a pas été abordée dans son livre : l'usage des réseaux numériques (Chetcuti 2014). Comme en témoignent les expériences de Lisa, de Lou ou d'Ameline, N. Chetcuti explique alors qu'Internet permet aux lesbien.nes d'acquérir des représentations d'une culture commune, et modifie les parcours qu'elle définit dans son ouvrage de 2013 (Chetcuti 2013) : avec Internet, il est possible de se dire lesbienne plus tôt, avant l'étape inaugurale de la première relation lesbienne. Elle montre aussi que les réseaux sociaux peuvent également permettre de créer des réseaux de sociabilité lesbienne, même quand on n'a pas accès aux espaces physiques. L'expérience de Clémentine en est un bon exemple : lors de notre entretien, elle m'explique qu'elle a rencontré quasiment

---

<sup>14</sup> Le « Lesbian Masterdoc » est un document d'une trentaine de pages écrit par une utilisatrice de la plateforme de microblogage Tumblr en 2018. Elle le présente comme un outil de réflexion sur soi qu'elle a créé pour elle-même et pour les autres. Elle y partage des pensées et expériences et explique que si la personne lisant le document s'y reconnaît, c'est qu'elle est probablement lesbienne.

exclusivement des ami.es lesbiennes sur le réseau social X, ce qui l'a aidée à s'identifier en tant que telle. Elle a d'ailleurs rencontré sa partenaire actuelle sur le réseau X / Twitter :

*« Ça s'est fait un peu au hasard. Elle était française, j'étais française aussi. Et en fait, on était sur le side de Twitter où c'était majoritairement anglophone. On avait des mutus<sup>15</sup> en commun. Des connaissances Twitter en commun. Donc, on avait commencé à parler. Et après, on s'est appelé plusieurs fois. On s'est rendu compte qu'on avait des... enfin pas forcément des sentiments, mais qu'on s'entendait très bien. Et après, on s'est un peu mis ensemble. Et puis après, j'ai pris un peu peur. On s'est vues, et là, j'ai vraiment su que j'avais pas tout inventé dans ma tête, de toute pièce sur les sentiments. Et après, on est restées ensemble. »* Clémentine, en parlant de la rencontre avec sa partenaire au moment de l'entretien.

Par ailleurs, X semble être un réseau social qui occupe un rôle particulier au sein de mes enquêté.es : il est souvent mentionné comme un outil qui a permis de faire des rencontres amicales et / ou amoureuses (Lou m'explique par exemple : *« je passe beaucoup de mutual à copains de vraie vie »*), mais aussi comme un premier contact avec du contenu politique féministe et lesbien :

*« Enfin, sur les réseaux sociaux, notamment Twitter, pour le coup, j'ai accédé à un discours féministe, peut-être lesbien aussi, mais je l'identifiais pas comme tel à l'époque, mais qui remettait en question l'hétérosexualité. Et du coup, j'ai adhéré en sachant que je sais pas à la base si j'étais vraiment intéressée par les mecs ou si c'était un truc un peu hétéronormatif. »* Chloé, quand elle m'explique les raisons qui l'ont amenée à se dire lesbienne après s'être dit bisexuelle pendant plusieurs années.

Effectivement, Twitter / X était souvent choisi comme terrain d'enquête pour analyser les opinions et comportements politiques des citoyen.es (Boyadjian 2016). Au-delà de la facilité avec laquelle on pouvait avoir accès à ses données il y a quelques années encore, il s'agissait également d'une plateforme utilisée pour la sensibilisation et le partage d'informations sur des mouvements de justice sociale ou des mouvements militants, ainsi que pour le dialogue entre les utilisateur.ices sur différents sujets politiques (Konnolly 2015).

En définitive, les espaces ruraux sont décrits comme contraignants par les enquêté.es du premier groupe. Certaines contraintes leur pèsent simplement en tant que jeunes qui ont grandi à la campagne, et d'autres sont spécifiques à leur appartenance à une minorité de genre et sexuelle. Les réseaux sociaux numériques sont alors un moyen pour elleux de mobiliser des ressources pour rencontrer d'autres personnes queers, et faire communauté. Néanmoins, leur départ du

---

<sup>15</sup> Vient du mot anglais « mutuals », qui désigne deux comptes qui se suivent entre eux sur Twitter / X.

rural ne semble pas correspondre à une « fuite » vers un « refuge » en ville (Eribon 1999), ce que nous allons explorer dans la partie suivante.

## 2. « Fuir » vers l'urbain ?

Le départ du rural des enquêté.es du premier groupe semble correspondre à une expérience classique des classes moyennes et supérieures rurales, ou des personnes qui connaissent une mobilité sociale ascendante, et qui partent vers la ville pour faire des études. Les enquêté.es décrivent les grands centres urbains comme libérateurs et pourvoyeurs de ressources pour les personnes lesbiennes, mais également comme contraignants, ce qui impacte la manière dont leurs territorialités s'organisent.

### a. Des parcours de mobilité géographique et sociale : études supérieures, classe et origine sociale

Cette première catégorie d'enquêté.es, qui connaît des parcours de mobilité du rural vers l'urbain, est particulièrement jeune et diplômée. Parmi les 13 personnes qui la composent, 6 font encore des études, 4 ont au moins un bac+5 et seulement 2 n'ont pas de diplôme de l'enseignement supérieur.

Grâce aux informations récoltées durant les entretiens sur le niveau de diplôme et le métier des parents, ainsi que celui des adelphe.s, et en me basant sur la sociologie de Pierre Bourdieu, en particulier son ouvrage *La Distinction* (1979), j'ai pu estimer l'origine sociale des enquêté.es de cette catégorie. En effet, j'ai utilisé sa théorie de l'espace social, qui permet de placer les agents dans un espace structuré par deux axes, l'axe vertical représentant le capital total détenu, et l'axe horizontal le capital culturel et le capital économique. De plus, j'ai mobilisé la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles de l'Insee. Six enquêté.es ont des parents cadres, professeurs ou avec des professions intermédiaires, diplômés et/ou des adelphe.s effectuant ou ayant effectué des études longues, ce qui implique un niveau de capital culturel, économique et scolaire élevé. Six autres ont des parents employés, occupant des professions intermédiaires ou ouvriers, peu ou pas diplômés avec des niveaux de capital scolaire, culturel et économique assez bas. Une dernière a des parents exerçant un métier technique et spécialisé mais avec un capital scolaire moins élevé.

Parmi celleux issu.es de classe moyenne ou populaire (avec des parents employés, ouvriers ou occupant des professions intermédiaires, peu ou pas diplômés), quatre enquêté.es sur les six semblent s'inscrire dans des parcours de mobilité sociale ascendante : c'est le cas d'Amandine, bac+5, et maintenant professeure d'anglais à Paris, ou encore de Cécilia, qui commençait son métier de professeure d'anglais après son master lors de nos entretiens. En ce qui concerne

Manon et Lou, on peut supposer qu'ils s'inscrivent aussi, via leurs études, dans des parcours ascendants : les deux sont diplômé.es d'une licence, et prévoient de commencer un master.

De nombreux.ses personnes de ce groupe ont alors une origine sociale qui favorise la poursuite d'études supérieures « légitimes » (Bourdieu et Passeron 1964). En effet, l'héritage familial influence grandement les résultats scolaires et, par la suite, les choix de potentielles poursuites d'études supérieures. Les classes favorisées, qui possèdent un capital économique et culturel élevé (et dans un certaine mesure les classes moyennes, qui font preuve d'une « bonne volonté culturelle » (Ibid.)), transmettent un ethos en cohérence avec la culture valorisée dans le système scolaire, et qui pousse donc à la poursuite d'études supérieures longues et prestigieuses. Ces formations sont concentrées dans les grandes villes (Insee 2019). Partir vers des grands centres urbains pour faire des études supérieures est donc une expérience commune aux classes moyennes et supérieures rurales, mais également aux personnes qui s'inscrivent dans des parcours de mobilité sociale ascendante.

En outre, les personnes qui se déclarent en couple de même sexe sont caractérisées par un investissement fort dans les études et une mobilité sociale ascendante, qui vont de pair avec une mobilité géographique (Rault 2016). Selon Wilfried Rault, plusieurs hypothèses peuvent expliquer ces caractéristiques. Tout d'abord, un niveau de diplôme élevé peut être une ressource qui favorise la vie en couple homosexuel et le fait de le déclarer dans une enquête. Ensuite, le fort investissement dans les études peut être l'expression de trajectoires individuelles marquées par une autonomisation par les diplômes (en particulier matérielle) et étroitement liée à l'homosexualité. Comme le résume W. Rault : « si la mobilité vers les grandes villes – en particulier vers la région parisienne – comme condition d'un mode de vie gay et lesbien n'apparaît pas comme une nécessité, il s'agit d'une configuration nettement dominante » (Rault 2016).

En somme, ces enquêté.es illustrent l'articulation entre mobilité sociale, géographique et orientation sexuelle dans des parcours marqués par un fort investissement scolaire. Iels sont souvent issu.es de classes moyennes ou supérieures, ou dans des parcours d'ascendance sociale, et mobilisent alors les ressources acquises ou conquises pour accéder à des études supérieures souvent situées en milieu urbain. Cette mobilité vers les grandes villes, où sont concentrées la plupart des institutions de formation « légitime », est caractéristique des parcours observés parmi les minorités sexuelles, qui se distinguent par un investissement fort dans les études supérieures et des mobilités sociales ascendantes. Ce déménagement dans un grand centre urbain est souvent présenté comme libérateur par les enquêté.es.

- b. Le déménagement en ville pour les études, et la découverte de nombreuses ressources qui aident à l'affirmation de son identité

Tout d'abord, le déménagement en milieu urbain pour les études est perçue positivement par les enquêté.es grâce aux aménités urbaines, notamment culturelles. Le terme « aménité » a une signification légèrement différente dans la littérature anglo-saxonne et dans la littérature française. Il désigne, en fonction du contexte, les qualités non-marchandes d'un lieu où il est agréable de vivre et de travailler, ou encore les aspects liés au plaisir associés aux caractéristiques naturelles et culturelles des espaces ruraux et urbains (Mollard et al. 2014). Les aménités sont donc spécifiques à des lieux donnés, et perçues ou vécues différemment en fonction des personnes (touristes, résident.es principaux.ales et secondaires, etc.) (Ibid.).

*« J'étais hyper contente d'aller dans une ville. Je me rappelle au début, j'étais en mode wow prendre le tram, etc. En vrai, c'est bête, mais c'est des habitudes que j'ai jamais eues. Et du coup, j'ai beaucoup profité de ça au début, du fait d'être pas loin de mes potes en termes de distance, pouvoir aller au musée, pouvoir aller dans des magasins, prendre le tram, tout ça. » Cécile*

Cécile fait référence aux activités culturelles comme la visite de musées, rendues possible par le déménagement en ville : on parle d'« aménités culturelles » pour désigner la densité d'acteurs culturels susceptibles d'entrer en interaction en contexte urbain (Mouate 2019).

Ensuite, de la même manière que les discours des enquêté-es du premier groupe faisaient écho aux contraintes évoquées par Didier Eribon dans *Réflexions sur la question gay* (Eribon 1999) à propos de la vie en milieu rural, plusieurs de ceux ayant quitté leur domicile familial reprennent, à leur tour, des éléments de sa description des espaces urbains : ceux-ci sont perçus comme des lieux d'anonymat, de liberté, et de sociabilités homosexuelles plus visibles, permettant aux modes de vie gay de se développer pleinement.

*« Enfin, la vie à la ville, elle est libérée, quoi. T'es beaucoup plus libérée, tu passes totalement incognito à la ville, à la différence de la campagne où là, tout le monde te connaît, t'es dans un petit village, tu vas à tel endroit, tout le monde le sait. Bon, ça peut arriver de temps en temps à la ville, mais je veux dire, globalement, franchement, effectivement, moi, la grande différence que j'ai... Enfin, ce qui m'a frappée en arrivant à Strasbourg, c'est vraiment d'être... De pouvoir... Ouais, de pouvoir être libre, de faire ce que tu veux, d'avoir accès beaucoup plus facilement à la culture... de rencontrer des nouvelles personnes, mais aussi des nouveaux milieux, effectivement, les milieux gays, je les ai rencontrés, enfin, j'ai fait la connaissance de personnes gays revendiquées à la ville, pas à la campagne, clairement. Sans que ça pose des difficultés aux gens, ou sans même qu'en fait, les gens se posent la question de... se posent cette question-là de l'orientation sexuelle. » Rose, qui a grandi dans un bourg rural avant de déménager à Strasbourg pour ses études.*

Dans cet extrait d'entretien, Rose fait référence aux trois points évoqués par Didier Eribon dans *Réflexions sur la question gay* (Eribon 1999) : la liberté, l'anonymat au contraire de la pression des réseaux d'interconnaissance caractéristiques des milieux ruraux, et la rencontre avec des personnes queers. Selon le modèle de la « fuite vers la ville », ce sont principalement ces raisons

qui poussent les gays et lesbiennes à trouver « refuge » dans les grands centres urbains, qui seraient plus accueillants que les milieux ruraux (Ibid.). Rose explique d'ailleurs que ce sont aussi les amitiés construites à l'université qui l'ont aidé, entre autres, à dévoiler sa relation à sa famille. En effet, après avoir fait son coming out à ses ami.es renoutré.es à Strasbourg, leurs réactions positives lui ont donné envie de s'affirmer en tant que femme en couple avec une femme :

*« et moi, je pense que la fac a été l'occasion pour moi de me dire maintenant, en fait, entre guillemets, fuck, on a envie de vivre notre vie ensemble, il va bien falloir qu'on l'assume un jour, donc maintenant c'est le moment ».*

Cependant, il est important de noter ici que ce n'est pas simplement le déménagement en ville et les différentes ressources acquises à l'université qui ont permis à Rose de s'affirmer dans son identité. C'est aussi la rencontre avec une amie lesbienne de ses parents, à qui elle a révélé sa relation secrète avant de l'annoncer à son père et sa mère :

*« je me suis dit, c'est le moment ou jamais de trouver quelqu'un qui va de toute façon être dans ton plan. Et qui va forcément te rassurer sur un truc. Et je l'ai chopée un jour. J'en ai profité pour faire une après-midi ski avec elle. Et je lui ai tout balancé. Voilà. Et donc, ça, ça m'a libérée d'un gros poids. Vraiment. Et c'est grâce à elle que j'ai trouvé la force de le dire à mes parents. »*

Ensuite, au-delà des avantages de la ville présentés par Rose (anonymat, liberté, sociabilité queer), les personnes que j'ai interrogées parlent aussi d'autres ressources qu'iels ont acquis en ville, notamment la possibilité de faire communauté avec des personnes qui se disent lesbiennes :

*« Et surtout mes potes, où il y en a plusieurs qui sont lesbiennes et qui l'ont assumé bien avant moi. Et du coup, ça m'a aidée de ouf... Dans la manière de vivre le truc, dans la manière de s'habiller, dans la manière d'en faire une partie de son identité, tout ça, quoi. » Cécile*

Ici, quand elle parle de ses ami.es, elle fait référence à des personnes qu'elle a rencontrées lors des études supérieures. Dans notre premier entretien, elle m'avait expliqué qu'elle n'avait pas conservé d'amitiés datant de ses années au collège ou au lycée. Dans cet extrait, Cécile montre comment rencontrer des personnes lesbiennes qui le revendiquent et en font une part de leur identité l'a encouragée à faire de même.

Enfin, plusieurs enquêté.es m'ont également présenté leur arrivée dans un grand centre urbain comme quelque chose qui leur a permis de se politiser, de devenir plus militant.es et / ou de politiser leur identité :

*« Et en fait, c'est con, mais il y a aussi un truc où quand je suis arrivée à Strasbourg, moi, j'ai jamais vécu dans une ville. J'habite vraiment au milieu de nulle part. Et j'ai découvert le harcèlement de rue, en fait, tout simplement. Et du coup... Enfin, il y a eu le truc de la misandrie, de... Ouais, tout ça, où j'étais en mode, bah non, en fait, je veux archi pas relationner avec les hommes, enfin, découverte du lesbianisme politique et tout. » Cécile*

Cette citation montre que la manière dont Cécile vit son lesbianisme correspond à l'idéal-type du « genre comme anti-destin », créé par Anne Revillard et défini dans l'introduction (Revillard 2002). En effet, comme plusieurs autres enquêté.es du premier groupe, elle pense son genre en lien avec son identité lesbienne (« *mon genre, c'est lesbienne* »), et considère que son homosexualité est une sorte de mise en pratique du féminisme. Le lien entre féminisme et lesbianisme a été théorisé par les militant.es appartenant au courant du lesbianisme radical, aussi appelé lesbianisme politique, que Cécile mentionne dans l'extrait d'entretien. Monique Wittig en est une des figures emblématiques. Dans son recueil d'essais *La Pensée Straight* (Wittig 2001), elle analyse comment l'hétérosexualité, pensée comme un régime politique et économique, agit comme le rouage essentiel de l'oppression des femmes (Ibid.). Plusieurs enquêté.es du premier groupe mentionnent Monique Wittig durant nos entretiens :

« *Elisa : Et qu'est-ce qui a changé ? Qu'est-ce qui a fait que tu t'es dit bi pendant 6 ans et t'as commencé à te dire lesbienne à 20 ans ?*

*Chloé : Je pense que c'est la politisation féministe, surtout. Je me rappelle, en fait, j'ai lu... J'ai fini par lire La pensée straight de Monique Wittig et je me suis dit, bon, ben... Voilà. »* Chloé, qui se dit « lesbienne avant tout ».

L'appartenance à cet idéal-type du « genre comme anti-destin » (Revillard 2002) dépend effectivement beaucoup de la politisation féministe, et de la fréquentation d'un certain type de groupes féministes et/ou lesbiens (Ibid.). Pour les enquêté.es du premier groupe, ces espaces leur ont notamment été accessibles grâce aux ressources acquises durant leur études supérieures, dans des grandes villes.

Donc, plusieurs personnes ont raconté lors des entretiens que le déménagement dans un grand centre urbain avait été vécu comme quelque chose d'effectivement libérateur, qui leur a permis un accès à des nouvelles ressources pour affirmer leur identité en tant que lesbiennes. Cependant, nous allons voir que mes enquêté.es ont également partagé des expériences qui nuancent l'idée selon laquelle les grands centres urbains seraient totalement émancipateur pour toutes les minorités sexuelles et de genre.

c. Pour autant, des ressources trouvées en ville pas accessibles à toutes de la même manière

En effet, même si un certain nombre des enquêté.es de la première catégorie partagent une vision de la ville sensiblement similaire à celle de Didier Eribon dans *Réflexions sur la question gay* (Eribon 1999), nombreux.ses sont aussi ceux qui partagent des expériences des lieux de

sociabilité queer dans des grands centres urbains qui viennent nuancer le modèle de la « fuite vers la ville » (Ibid.).

Tout d'abord, déménager dans un grand centre urbain n'est pas toujours vécu comme un départ d'un lieu à l'atmosphère « hostile, voire haineuse » envers les lesbiennes, vers un « refuge » (Eribon 1999). Par exemple, quand je demande à Manon si elle connaît des espaces queer dans le grand centre urbain où elle a récemment déménagé avec sa partenaire, elle m'explique :

*« Bah [nom du grand centre urbain où elle a déménagé], c'est assez... Franchement, c'est très peu ouvert d'esprit, si je peux dire. Du coup, je pense que s'il y en a, ça doit être très caché. J'ai jamais vu, en tout cas, par exemple, un couple de femmes se tenir la main. Je pense que c'est assez... c'est horrible, mais je pense que ça doit être dangereux à [idem] de montrer que t'es pas hétéro »* Manon, qui a grandi dans un grand centre urbain en Alsace et a déménagé dans un grand centre urbain en Auvergne-Rhône-Alpes avec sa partenaire.

L'expérience de Manon prouve alors que le modèle de la « fuite vers la ville » (Eribon 1999) présente des défauts importants : notamment, il sous-estime les contraintes qui peuvent peser sur les personnes homosexuelles dans les grandes villes, particulièrement pour les autres minorités sexuelles et de genre que les hommes gays. Manon explique ici avoir le sentiment que le grand centre urbain dans lequel elle a déménagé est un endroit « dangereux » pour les lesbiennes, dans lequel elle n'a pas pu identifier de lieux de sociabilités lesbiens visibles et dans lequel elle ne se sent sûrement pas libre d'affirmer et afficher publiquement son identité. Ces contraintes sont en fait très similaires à celles rattachées aux espaces ruraux dans l'ouvrage de Didier Eribon : le besoin de privatiser son homosexualité, ou encore l'accès difficile à des lieux de sociabilité homosexuels (Eribon 1999).

Ensuite, pour ceux qui ne partagent pas la même expérience que Manon depuis leur déménagement dans un grand centre urbain, nombreux.ses sont tout de même les enquêté.es qui, en entretien, me racontent leurs expériences décevantes dans des lieux festifs et commerciaux dédiés à la communauté LGBTQIA+ :

*« Et puis sinon, il y a un bar LGBT, mais bon, c'est plus un truc avec des vieux mecs de 40 ans. Du coup, c'est pas trop... L'endroit où aller. »* Cécile

*« Je ne les fréquente plus des masses parce que, mine de rien, je trouve qu'à Strasbourg c'est quand même très centré de manière générale gay, plus que queer, ce qui n'est pas non plus toujours très confortable. D'ailleurs, par le passé, j'avais eu des soucis parce que quand j'avais les cheveux courts et que j'allais dans des lieux comme ça, on me prenait à chaque fois pour un mec, et franchement, les gays entre eux aussi, ils vont pas par quatre chemins, donc comment te dire que j'étais pas très à l'aise. »* Lisa

*« Mais, ouais, en fait, on y est allés au début. Mais en fait, il y a que des vieux gays, là-bas. C'est chiant. Il y a pas de filles. Comme tous les endroits queer, il y a que des vieux gays. Sauf que c'est chiant. »* Mélanie

Ici, trois de mes enquêté.es qui ont grandi en milieu rural avant de déménager à Strasbourg font la même critique des espaces queers qui s’y trouvent : ce sont des espaces dédiés aux homosexualités masculines. Cécile, Lisa et Mélanie ont alors complètement arrêté de s’y rendre. Comme l’explique le sociologue Colin Giraud en parlant des quartiers gays (par exemple le quartier du Marais à Paris) (Giraud 2019), ces lieux ne représentent en effet plus des « refuges » comme le soutenait Didier Eribon dans son ouvrage de 1999 (Eribon 1999). Les espaces queers urbains sont surtout investis par des homosexualités masculines aisées financièrement, occupant des positions sociales plutôt élevées, majoritairement blanches, qui ne cherchent plus vraiment un « refuge » dans les quartiers gays mais plutôt une « conquête de modes de vie » (Giraud 2019). Les espaces LGBTQIA+ urbains sont alors des lieux d’homonormativité<sup>16</sup>, de reproduction des inégalités sociales qui existent au sein des populations queers, et « laissent dans l’ombre les minoritaires parmi les minorités : les lesbiennes, les personnes transgenres, les catégories populaires et les minorités ethniques » (Ibid.).

Toutes ces expériences participent alors à déconstruire la mythologie de la ville comme symbole de liberté dans l’imaginaire gay : les grands centres urbains ne sont pas véritablement des refuges, et les espaces LGBTQIA + qui y existent et sont le plus visibles semblent être surtout des espaces festifs et commerciaux investis par des hommes gays, blancs et aisés. Par ailleurs, à part Malo, qui habite près de Paris et mentionne La Mutinerie<sup>17</sup> lors de notre entretien, aucun.e de mes enquêté.es ne semble avoir identifié d’espaces festifs ou commerciaux lesbiens. Nous allons voir comment certain.es lesbiennes font alors face à l’invisibilité et au petit nombre d’espaces dédiés aux lesbiennes dans les grands centres urbains.

- d. Lou : un exemple de stratégie pour contourner la faiblesse de l’offre de lieux festifs et commerciaux dédiés aux lesbiennes

---

<sup>16</sup> L’homonormativité est une politique qui ne conteste pas les hypothèses et les institutions dominantes de l’hétéronormativité, mais les soutient tout en promettant la possibilité d’une culture gay démobolisée ancrée plutôt dans la domesticité et la consommation. (Duggan 2003)

<sup>17</sup> La Mutinerie est un bar parisien « queerféministe par et pour les meufs, gouines, bies et/ou personnes trans » (extrait du profil Facebook du bar). C’est un lieu souvent identifié comme un bar lesbien.

En effet, Nadine Cattan et Anne Clerval ont réalisé un recensement des espaces festifs lesbiens à Paris lors des années 2010 : elles constatent que ces lieux se caractérisent notamment par leur faible nombre comparé aux offres du même type qui existent pour les hommes gays (Cattan et Clerval 2017). Selon les autrices, la moindre visibilité des lesbiennes dans la ville est liée à leur position doublement dominée dans le système patriarcal (Delphy 2013). Il s'agit d'un groupe victime d'injustice spatiale : les territorialités lesbiennes sont limitées dans le temps et l'espace, en comparaison aux quartiers gays comme le Marais (Ibid.). Cependant, Cattan et Clerval montrent aussi comment se forment alors des territorialités alternatives, à travers des stratégies mises en place par les personnes concernées afin de pouvoir se retrouver et faire communauté (Ibid).

Lou en est un très bon exemple : iel a créé deux associations festives et culturelles par et pour les personnes queers, qui lui permettent d'organiser des soirées et événements divers dans plusieurs villes en France et en Belgique. Une de ces associations est un collectif créé par et pour les lesbiennes, et qui a permis à Lou d'organiser plusieurs soirées lesbiennes à différents endroits. Cet espace correspond alors à la définition d'un « lieu lesbien » selon Cattan et Clerval : « Dans cette étude, nous considérons qu'un lieu est lesbien lorsqu'il est tenu par une ou des lesbiennes (avec souvent un personnel uniquement féminin) et fréquenté exclusivement ou majoritairement par des lesbiennes. Ce sont également des lieux identifiés comme lesbiens à l'intérieur du milieu lesbien (comme à l'extérieur) » (Cattan et Clerval 2017).

*« Elisa : Et du coup tu peux me parler un peu de justement, genre ton travail dans l'événementiel et de ce que ça représente pour toi et de l'aspect politique aussi.*

*Lou : Ouais, bah j'ai créé le [nom du collectif queer] d'abord, c'est du coup un festival queer qu'il y a eu à [grand centre urbain où Lou a habité]. Et le but c'était vraiment de mettre en avant les artistes queers et de se réapproprier l'espace de la fête en tant que personnes queers et de se réunir et de faire la fête entre nous et juste d'être heureux, de se réapproprier son corps, se réapproprier l'endroit de la fête et juste d'être heureux comme ça, ensemble, et voilà. Et après, j'ai fait [nom du collectif lesbien]. Et du coup, c'était pareil, mais pour les lesbiennes. Et c'est super important pour moi de les mettre en avant parce qu'on n'est pas assez mis en avant surtout dans l'événementiel, dans le monde de la nuit, etc. Et dans l'art, quoi. [Nom du collectif lesbien], c'est quelque chose qui... qui met en avant l'art par les lesbiennes en général, donc ça peut être visuel comme sonore. Par exemple, on a une revue, on fait des expos. »*

Ici, Lou m'explique les raisons qui l'ont poussé.e à créer ces espaces festifs et culturels pour les personnes queers et plus particulièrement les lesbiennes. Quand je lui demande comment iel s'y est pris pour tout organiser, il m'explique :

*« La première fois que j'ai fait un [nom du collectif queer], c'était en 2022, en juin 2022. Et j'ai organisé tout tout seul à l'école, juste un peu d'aide au niveau ingé son et tout. Et du coup, j'ai trouvé des personnes pour performer bénévolement et tout, parce qu'on ne pouvait pas faire d'entrée payante parce que c'était à*

*l'école. Et du coup... Voilà, c'était un peu la débrouille. Et [nom du collectif lesbien] c'est pareil, la première soirée, on a vraiment pris la première cave de merde qu'il y avait à Paris. Et on a foutu des lesbiennes dedans, quoi. Et on a été payées 20 euros chacun, et voilà. Donc au début, c'était vraiment la débrouille. »*

Les soirées par et pour lesbiennes organisées par Lou correspondent à la définition des soirées itinérantes de Cattan et Clerval : ce sont des événements qui investissent différents lieux commerciaux à différents moments, et qui reposent en partie sur la diffusion par les réseaux sociaux numériques. En effet, Lou fait la promotion de ces soirées sur différentes plateformes (Instagram, TikTok) à travers des comptes dédiés au collectif. A travers ces soirées, des territorialités lesbiennes alternatives sont définies, qui poussent à rendre compte de la complexité des lieux d'expression de l'identité queer dans l'espace urbain. Les soirées itinérantes comme celles organisées par Lou invitent à dépasser les dichotomies classiques qui structurent l'étude des espaces : éphémère vs durable, privé vs public, visible vs invisible (Cattan et Clerval 2017).

Après avoir établi les ressources et contraintes disponibles et visibles en milieu rural et urbain selon mes enquêtés.es, et vu comment iels y faisaient face, on peut alors voir que le modèle de la « fuite vers la ville » (Eribon 1999) comprend de nombreuses failles dans la description des trajectoires et mobilités des lesbiennes.

Pour conclure, ce premier chapitre dresse le portrait de ma première catégorie d'enquêtés.es : ceux qui ont grandi en milieu rural, et ont déménagé dans un milieu urbain, dans la majeure partie des cas afin d'effectuer des études. Ces personnes montrent, à travers leurs discours, que les espaces ruraux sont contraignants à plusieurs niveaux, que ce soit matériel, mais aussi au niveau des représentations lesbiennes disponibles et des possibilités de s'affirmer et de faire communauté. Cependant, leurs expériences viennent aussi nuancer le modèle de la « fuite vers la ville » : premièrement, leurs mobilités géographiques semblent étroitement liées à leurs origines sociales et à des parcours de mobilité sociale ascendants : les personnes de ce premier groupe sont très diplômées, et sont issues pour beaucoup de classes moyennes ou supérieures. Ensuite, même s'ils ont trouvé de nombreuses ressources dans les espaces urbains, les espaces lesbiens y restent minoritaires et moins visibles que les espaces dédiés aux homosexualités masculines. Leur parcours est alors révélateur des différentes stratégies qui existent pour rencontrer des autres lesbiennes et faire communauté : via les réseaux sociaux numériques par exemple, ou la création de territorialités alternatives en ville.

Le prochain chapitre est consacré aux expériences et aux parcours de mobilité géographique et sociale des enquêtés.es du deuxième groupe, qui ont grandi et habitent toujours en milieu rural.

## Chapitre 2. RESTER : de plus petites mobilités géographiques et sociales

Le deuxième chapitre est consacré aux enquêtés.es qui ont grandi et habitent toujours en milieu rural. Le tableau ci-dessous résume les informations importantes à leur sujet.

Prénom	Âge	Autoidentification sexuelle	Identité de genre	Niveau de diplôme	Catégorie socio-professionnelle	Type de commune d'origine	Type de commune habitée actuellement
Rayane	28 ans	Lesbienne	Non-binaire	Bac + 3	Inactif.ves	Grand centre urbain	Grand centre urbain (même ville)
Roxane	20 ans	Lesbienne	Femme cis	En études	Non applicable	Grand centre urbain	Grand centre urbain (même ville)
Naomie	22 ans	N'aime « que les femmes »	Femme cis	Baccalauréat professionnel	Inactif.ves	Commune rurale à habitat dispersé	Commune rurale à habitat dispersé (même commune)
Camille	22 ans	Pas d'étiquette	Femme cis	Bac + 2	Professions intermédiaires	Commune rurale à habitat dispersé	Commune rurale à habitat dispersé (même commune)
Justine	21 ans	Lesbienne	Femme cis	En études, a déjà un bac + 3	Non applicable	Bourg rural	Bourg rural (même commune)
Alice	37 ans	Bisexuelle	Femme cis	Bac + 3	Professions intermédiaires	Bourg rural	Bourg rural (commune différente)
Agathe	25 ans	N'aime « que les femmes »	Femme cis	Bac + 2	Employé.es	Grand centre urbain	Grand centre urbain (même ville)
Maëva	23 ans	Homo	Femme cis	Baccalauréat	Inactif.ve	Bourg rural et centre urbain intermédiaire	Centre urbain intermédiaire (même commune)

La deuxième catégorie d'enquêté.es correspond à ceux qui ont grandi en milieu rural, et qui ont connu des parcours de mobilité mais sans partir très loin, ou seulement pendant peu de temps. Ce groupe est composé de huit personnes. Comme indiqué dans le tableau, trois enquêté.es de cette deuxième catégorie ont grandi dans des grands centres urbains : Agathe, Roxane et Rayane.

Comme dans le premier chapitre, j'ai choisi d'inclure ces personnes dans l'analyse pour deux raisons. Premièrement, les trois grands centres urbains où iels ont grandi et vécu sont trois villes qui présentent des caractéristiques semi-rurales, et qui sont enclavées dans des territoires ruraux. Selon l'ADEUS<sup>18</sup> et l'Insee, le centre urbain où a grandi et où habite Agathe est caractérisé par un déclin industriel marqué, par un taux de pauvreté élevé et par une forte désurbanisation depuis près de 10 ans (baisse du nombre d'habitant.es et valence immobilière élevée). Cette ville est également très proche de zones rurales et permet un accès rapide à la nature, ce qui peut renforcer un sentiment d'attache rurale pour les personnes qui y vivent. Ensuite, Rayane vient d'une ville moyenne qui fait partie d'une agglomération multipolaire de plus de 70 communes. Selon l'Insee, près de 100 000 personnes habitent cette agglomération, qui est caractérisée par un centre urbain de faible densité et un espace maillé de petites communes. Rayane habite dans une région historiquement industrielle, et sa ville est entourée de villages-usines<sup>19</sup>. Cet espace connaît alors une forte imbrication entre ruralité, industrialisation et classes populaires. Enfin, Roxane habite dans un quartier prioritaire au titre de la politique de la ville dans un grand centre urbain de taille moyenne. Celui-ci se situe au cœur d'un territoire rural, à proximité immédiate de communes agricoles et viticoles, et donc une plus grande porosité entre urbain et rural. Je suppose que cela impacte les modes de vie des habitant.es, ainsi que la manière dont iels pensent appartenir à la population rurale ou urbaine. En somme, les spécificités de ces trois villes permettent de nuancer leur caractère urbain et de montrer la grande diversité de configurations qui existent au sein de la catégorie des "grands centres urbains".

Dans un second temps, à l'instar de ma démarche dans le premier chapitre, je choisis de me fier surtout au discours des enquêté.es et aux descriptions de leurs lieux de vie plutôt qu'à des classifications administratives du rural et de l'urbain : ceux qui vivent dans ces centres urbains se sont senti.es assez concerné.es par mon sujet pour accepter d'effectuer un ou des

---

<sup>18</sup> Agence d'urbanisme de Strasbourg Rhin supérieur

<sup>19</sup> Il s'agit d'une ville entièrement née de l'activité industrielle, construite et organisée en fonction de cette dernière, et où l'essentiel du bâti est lié, directement ou indirectement, au système productif industriel.

entretien(s), ce qui signifie bien qu'ils n'ont pas le sentiment d'appartenir à la population urbaine. Même dans des villes classées comme telles, certains vécus de ruralité peuvent perdurer ou s'articuler à des formes d'hybridation entre rural et urbain.

### **1. Des parcours géographiques et des perceptions du rural qui dépendent de la classe et de l'implantation locale**

Les enquêté.es du deuxième groupe s'inscrivent dans des parcours de mobilité géographique différents de ceux des enquêté.es du premier groupe : ils partent moins loin et restent en milieu rural. La classe et les origines sociales jouent un rôle central dans ces trajectoires spatiales. Ensuite, tous.les les enquêté.es de ce groupe n'ont pas le même rapport aux territoires : le rural peut être vécu comme plus ou moins contraignant en fonction des relations avec la famille et les proches, et de l'ancrage local.

#### **a. Des plus petites mobilités sociales pour de plus petites mobilités géographiques**

Le deuxième groupe d'enquêté.es est caractérisé par un âge moyen plus élevé, ainsi que des diplômes moins longs et prestigieux que les enquêté.es de la première catégorie. Parmi les huit personnes qui le composent, deux sont en train d'effectuer des études : Roxane, qui a 20 ans et commence un BTS après une licence 1 en sociologie, et Justine, qui a 21 ans et est en école de commerce en niveau master, après avoir obtenu une licence gestion parcours finance. Parmi ceux qui sont déjà diplômé.es, une personne a obtenu un bac pro cuisine, deux personnes ont obtenu un diplôme de niveau bac + 2, trois personnes des licences (niveau bac + 3) et une personne a un baccalauréat général. Aucune personne de cette catégorie ne possède de diplôme de niveau bac+5 ou plus, alors que c'était le cas d'environ 30% des personnes de premier groupe (quatre sur les treize).

Ensuite, en suivant la même méthode que dans le premier chapitre, j'ai pu estimer leurs origines sociales : une personne a des parents tous les deux cadres, avec des hauts niveaux de diplôme (bac + 5 et bac + 8), ce qui implique des hauts niveaux de capital culturel, scolaire et économique. Une personne a une mère employée de bureau et un père cadre, mais elle n'entretient pas de lien avec ce dernier : je suppose donc une plus grande distance au capital culturel et économique qui aurait pu être hérité via la profession de son père. Ensuite, trois enquêté.es ont des parents ouvriers et employés avec peu de diplômes, ce qui suppose un capital culturel et économique assez bas. Enfin, trois personnes ont des parents ouvriers, inactifs, artisans ou décédés, et peu ou pas diplômés : ces personnes ont alors les niveaux de capital culturel, économique et scolaire les plus bas de ce groupe.

Si l'on compare les origines sociales des enquêté.es de ce deuxième groupe à celles des enquêté.es du premier, on remarque qu'il contient beaucoup moins d'enfants de cadres ou de professeurs, avec de hauts niveaux de diplôme et éventuellement des frères et sœurs qui ont effectué des études longues : c'était le cas de près de la moitié des personnes appartenant à la première catégorie (six sur treize), et ce n'est le cas que d'une personne de ce groupe sur huit au total (ce qui revient à environ 12% du groupe, contre environ 46% pour la première catégorie).

Maintenant, si l'on se concentre sur les parcours de mobilité sociale des enquêté.es du deuxième groupe, on peut supposer que deux s'inscrivent dans des parcours de potentielle ascension sociale : c'est le cas de Justine et Roxane, qui sont en train d'effectuer des études (Justine en niveau master, dont le père est cadre mais elle dit ne pas en profiter, et Roxane dont les parents n'ont aucun diplôme et sont artisan et ouvrière). Trois autres semblent avoir des parcours de relative immobilité sociale, ou de légère ascension : c'est le cas d'Alice, Rayane et Maëva. Alice a une licence et un emploi de la même catégorie socioprofessionnelle que sa mère. Rayane a une licence mais est actuellement inactif.ve. Son profil semble indiquer une immobilité sociale, mais le profil de son frère indique une potentielle ascension par rapport aux parents : il a un bac +5 et il est employé en Suisse, ce qui indique un haut niveau de capital scolaire, culturel et économique. Ensuite, le parcours de Maëva semble aussi s'inscrire dans une trajectoire d'immobilité sociale : elle est inactive et n'a pas de diplôme pour le moment, avec un père ouvrier et une mère inactive avant son décès il y a quelques années. Enfin, quelques enquêté.es de ce deuxième groupe paraissent s'inscrire dans des parcours de mobilité sociale descendants, ce que je n'avais pas observé dans le premier groupe. C'est le cas de Naomie, qui est inactive pour le moment et a un bac pro cuisine, avec un père diplômé d'un master et une mère employée diplômée d'un CAP. C'est aussi le cas d'Agathe, dont les parents ont fait des études longues (bac+5 et bac+8) et sont cadres. Quant à elle, elle a un diplôme de niveau bac + 2 et est employée.

Si l'on compare à nouveau les trajectoires de mobilité sociale des premier et deuxième groupes, on remarque que les enquêté.es de la deuxième catégorie s'inscrivent moins clairement dans des parcours de mobilité sociale ascendante que ceux du premier groupe. En outre, on observe des trajectoires de potentielle mobilité sociale descendante, ce qui n'est le cas d'aucune personne appartenant au premier groupe. La littérature existante en sociologie des mobilités sociales montre le lien indissoluble entre les trajectoires sociales et géographiques. L'article d'Alain Blum, Gille De La Gorce et Claude Thélot, qui exploite les données de l'enquête *Formation et Qualification Professionnelles*, montre que les hommes français bougent d'autant moins dans l'espace géographique qu'ils ont la même position sociale que leur père, et vice versa (Blum, La Gorce, et Thélot 1985). Même si cet article présente d'importantes limites (publié en 1985, il est

le plus récent traitant spécifiquement du lien entre trajectoires sociales et géographiques sur la base de statistiques nationales, et seuls les hommes y sont pris en compte), ses conclusions sont cohérentes avec les parcours de mes enquêté.es : ceux issues du deuxième groupe, se retrouvant beaucoup plus dans des situations de relative immobilité sociale vis-à-vis de leurs parents par rapport à ceux du premier groupe, ont également des parcours de mobilité géographique plus petits que ces dernier.es. Les enquêté.es de la deuxième catégorie prennent moins de distance (au moins géographique) par rapport au domicile parental que les enquêté.es de la première catégorie, pour qui les parcours d'ascension sociale et les études longues dans des grands villes loin du domicile familial sont plus fréquentes.

Donc, les plus petites mobilités sociales et l'origine sociale plus moyenne voire populaire caractéristique des enquêté.es du deuxième groupe vont de pair avec des plus petits parcours de mobilité géographique. Ensuite, ces personnes n'ont pas le même rapport au territoire. Premièrement, certaines rejettent le rural et expriment une volonté de partir.

b. Pour certain.es, une volonté de partir : « j'ai l'impression que j'aime rien en fait dans mon village »

Pour beaucoup d'enquêté.es issues de cette deuxième catégorie, l'expérience du rural est assez similaire à celle décrite par les enquêté.es du premier groupe. En effet, c'est tout d'abord un espace qui est décrit comme contraignant au niveau des possibilités de loisir, où il n'y a « rien », et où les personnes avec qui j'ai pu échanger se plaignent du manque de transports en commun.

*« Ah non, à [nom de la commune], y a rien. [...] Y a rien du tout. C'est juste un village avec des vieux entre guillemets. Y a pas de commerces, y a pas de... Y a même pas de jeunes, pour dire... Les jeunes, maintenant, ils sont tous grands, donc y a rien ».* Naomie

*« Mais je n'ai pas fait de loisirs depuis longtemps dans mon village. Moi quand j'ai besoin de sortir ou de m'amuser, je viens à Paris en fait. »* Justine

Ici, Naomie et Justine tiennent les mêmes discours que ceux des enquêté.es du premier groupe. Justine effectue actuellement des études à Paris, en master. Pour des raisons diverses, elle n'a quasiment pas conservé d'amitiés avec des personnes qui habitent près de là où elle a grandi, et où elle habite toujours. Pour cette raison, ainsi que le manque de transports en commun dans son village, sa vie sociale et ses loisirs se passent tous à Paris :

*« j'ai l'impression que j'aime rien en fait dans mon village. Parce qu'en fait, mon village, j'y vais mais juste pour être dans ma chambre, chez moi. Je ne sors pas de chez moi. Surtout, je n'ai plus d'amis dans mon village. La plupart de mes ami.es, c'est soit dans un village à côté, mais on ne se*

*voit pas beaucoup parce qu'elle est en alternance, elle n'a pas de temps. Et les ami.es que je peux voir le plus, c'est à Paris. Donc, j'ai aucune raison de sortir au village quoi. »*

Le rural est aussi perçu comme un endroit où il est plus dur de trouver un travail et de trouver des partenaires. C'est ce que m'explique Rayane, qui voudrait déménager à Paris afin de trouver un emploi et de potentielles relations amoureuses.

Au-delà de ces contraintes matérielles, qui rendent difficile de se déplacer, effectuer des loisirs, trouver un emploi ou un.e partenaire, les enquêté.es de ce deuxième groupe tiennent encore une fois un discours similaire à ceux du premier groupe par rapport à la possibilité ou non de s'affirmer en tant que lesbienne en milieu rural. Maëva, qui a grandi dans un bourg rural, puis a vécu à Reims pendant deux ans avant de retourner vivre à nouveau dans le même centre urbain intermédiaire, compare l'expérience d'avoir vécu dans ces différents endroits :

*« C'est des lieux totalement différents. C'est des lieux où, pour moi, du moins dans [le département de sa commune], c'est des endroits où tu peux être deux personnes différentes. À Reims, j'étais beaucoup plus moi-même. Même sans le dire à mes ami.es, je me sentais quand même beaucoup plus moi-même parce que je voyais beaucoup de monde... qui était de la communauté, même dans la rue ou des choses comme ça. Alors qu'à [sa commune], sachant que c'est quand même une ville assez grande dans [le département], je me suis fait agresser trois fois pour homophobie. »* Maëva

Maëva explique avoir vécu des agressions homophobes dans la commune où elle habite, et ne pas s'y sentir à l'aise en tant que minorité sexuelle. Elle me dit que là-bas « *on n'est pas très bien vu* », au contraire de Reims, où la visibilité accrue de la « *communauté* » lui donnait la sensation qu'elle pouvait être plus elle-même. Ce sentiment semble partagé par Naomie, qui a grandi dans une commune rurale à habitat dispersé, avant de vivre quelque temps avec son ancienne partenaire à Strasbourg. Elle vit maintenant dans la commune où elle a grandi. Quand je lui demande si elle connaît des lieux de drague, où s'il y a des endroits où elle emmène ses partenaires là où elle habite, elle m'explique :

*« Naomie : Bah moi, j'ai connu ma première copine, j'avais 14 ans, je suis restée 7 ans avec, donc... On est allées à la salle polyvalente, sur la piste cyclable. Enfin, c'était pas super romantique, mais c'était les seuls endroits qu'il y avait, quoi.*

*Elisa: Ok. Et pourquoi vous alliez là-bas?*

*Naomie : Bah c'était un peu caché, y avait personne. »*

Ce choix de lieu où emmener sa partenaire, c'est-à-dire un lieu caché où il n'y a pas beaucoup de monde, rappelle les stratégies employées par Rose et Melie dans le chapitre 1, afin de faire face à la pression des réseaux d'interconnaissance caractéristiques des milieux ruraux (Eribon 1999).

Les contraintes exprimées par certain.es des enquêté.es de cette catégorie sont alors identiques à celles exprimées par les enquêté.es qui ont quitté les milieux ruraux afin de déménager dans des grandes villes. Par ailleurs, les personnes citées dans cette sous-partie m'ont toutes exprimé une volonté de déménager, et d'habiter dans un grand centre urbain : Justine et Rayane aimeraient habiter à Paris, Maëva aimerait retourner vivre à Reims, et Naomie m'a listé un certain nombre de centres urbains ou de ceintures urbaines dans lesquelles elle se verrait habiter. Cependant, nous allons voir dans la prochaine partie que ce n'est pas le cas de toutes les personnes appartenant au deuxième groupe. Contrairement aux enquêté.es de la première catégorie, un certain nombre de personnes du deuxième groupe sont attachées aux lieux où elles ont grandi, n'expriment pas les mêmes contraintes, ni la même volonté de mobilité.

#### c. Pour d'autres, un ancrage important : partir, mais pas loin

Parmi les personnes qui ont décrit le rural comme un espace contraignant et ont exprimé leur volonté de déménager, d'autres ont au contraire partagé les raisons pour lesquelles elles préfèrent vivre en milieu rural qu'en milieu urbain. Par exemple, Alice a toujours vécu dans différents bourgs ruraux en Alsace. Elle en reconnaît certaines contraintes, comme par exemple le fait de ne pas connaître d'espaces de sociabilité queers locaux, ce qu'elle regrette car elle aimerait se faire des ami.es LGBTQIA+, ou encore la pression des réseaux d'interconnaissances. Par ailleurs, c'est une pression qu'elle a ressentie après la rupture avec son ex-mari. Elle ne m'a pas dit en souffrir dans sa relation avec sa compagne actuelle :

*« [Nom de la commune où elle habitait avec son ex-mari], c'est au début d'une vallée. Donc, il y a la mentalité de la vallée aussi. Les gens qui parlent beaucoup. Dès qu'il se passe quelque chose, c'est un petit peu le scoop de la vallée. Donc... À l'époque, je prenais vraiment... C'était difficile pour moi ce que les gens pouvaient penser. Comme en plus c'est moi qui étais partie, avant le mariage. C'était plutôt difficile. »* Alice, en parlant du bourg rural où elle habitait avec son ex-mari.

La difficulté qu'elle a ressentie face aux réseaux d'interconnaissance après sa séparation n'a pas exactement les mêmes enjeux que celle qui peut être vécue dans le cas de relations lesbiennes : il ne s'agit pas dans ce cas de craindre d'être victime de lesbophobie par exemple. Cependant, son expérience montre bien que les contraintes identifiées comme propres aux milieux ruraux (Eribon 1999), comme les réseaux d'interconnaissance, ne sont pas spécifiques aux minorités sexuelles, même si elles ne pèsent pas de la même manière sur les couples hétérosexuels que

sur les couples lesbiens. Dans tous les cas, malgré ces contraintes, Alice ne souhaite pas pour autant déménager dans une grande ville :

*« J'aime bien les espaces verts. J'aime bien la nature. Et la ville, ça me va à petite dose. [...] je trouve que c'est super cool, mais je me verrais pas y vivre »* Alice, a grandi dans des bourgs ruraux et vit toujours dans un bourg rural avec sa compagne.

Son expérience de la vie en milieu rural est sûrement impactée par de nombreux facteurs, premièrement son âge et sa position dans le cycle de vie. Elle a 37 ans et vit avec sa compagne depuis 5 ans dans un appartement. Elles ont choisi de vivre dans cette commune pour des raisons pratiques : c'est un lieu qui est proche de leur lieu de travail, à proximité d'un centre commercial, et qui permet à sa compagne Clarence de se déplacer en transports en communs, car elle n'avait à l'époque par encore obtenu son permis de conduire. Au-delà de cet aspect pratique, ce lieu permet à Alice de rester proche de sa famille, ainsi que de la nature, qu'elle explique apprécier. Ce sont donc en partie les aménités environnementales qui la poussent à rester (Halfacree 2016). Enfin, un dernier facteur important est la présence d'hôpitaux dans lesquels elles ont pu effectuer un parcours de PMA dans un grand centre urbain proche et facilement accessible (à 20 minutes en voiture, et un peu moins de 40 minutes en transports en commun). Par ailleurs, Clarence et Alice pensent à déménager bientôt : elles veulent rester près de là où elles habitent actuellement (voire dans la même commune), mais acheter une maison, afin d'avoir plus d'espace pour élever leur enfant, ce qui leur coûterait bien plus cher si elles cherchaient un logement dans un grand centre urbain.

Camille exprime également un attachement important à sa région quand je lui demande si elle prévoit de déménager. Elle m'explique qu'elle aimerait bien vivre dans le Sud de la France, car elle y a déjà travaillé et certains membres de sa famille y habitent, et car elle aimerait quitter l'Alsace, où elle a toujours vécu. Mais elle ajoute ensuite qu'elle se sent partagée car elle est tout de même très attachée à cette région : elle aime les paysages, la culture, le patois, ainsi que la proximité à la Suisse et à l'Allemagne. Encore une fois, ce sont des aspects pratiques, comme la proximité avec d'autres pays, ainsi que des aménités (appréciation des paysages et de la culture de la région) (Halfacree 2016) qui expliquent que Camille a un attachement important au local, et aux espaces où elle a grandi et vit encore. En outre, elle me dit préférer le rural à l'urbain :

*« c'est bien la ville, mais pas pour y vivre, je trouve [...] pas non plus [...] au fin fond de la campagne, mais pas la ville »* Alice, a grandi et vit dans une commune rurale à habitat dispersé, hors unité urbaine et hors attraction des villes.

D'ailleurs, le parcours de Camille n'est pas un parcours de non-migration : comme Alice, elle avait emménagé avec son ex-partenaire dans une petite ville à une vingtaine de km du domicile familial où elle a grandi et où elle habite de nouveau depuis sa séparation. Comme Alice, quitter le domicile familial n'a pas signifié partir loin : elles sont toutes les deux restées dans le même département que celui où elles ont grandi.

Les expériences d'Alice et de Camille montrent bien que la « fuite de la ville » est loin d'être obligatoire pour les minorités sexuelles qui ont grandi en milieu rural. Il n'est pas vécu par tous. mes enquêté.es comme un espace entièrement dénué de ressources, duquel il faut absolument s'éloigner pour pouvoir vivre librement et s'affirmer. D'ailleurs, parmi les enquêté.es du deuxième groupe qui souhaitent effectivement déménager en ville, certain.es ont quand même un attachement à leur région, et une volonté de rester proche de leur famille et ami.es. C'est le cas de Naomie, qui comme nous l'avons vu dans la sous-partie précédente, se plaint des contraintes de la commune où elle habite et exprime vouloir déménager. Mais quand je lui demande où en particulier, elle me liste des grands centres urbains ou des ceintures urbaines proches de là où elle habite actuellement et des endroits où habite sa famille :

*« Elisa : Ok, tu aimerais déménager où, dans combien de temps ?*

*Naomie : Dans combien de temps ? Quelques mois, je pense, et déménager où ? Vers [grand centre urbain dans le même département que sa commune], [ceinture urbaine qui l'entoure], [ceinture urbaine dans la même aire d'attraction], [grand centre urbain où habite son grand-père], vraiment vers la ville. Parce que bon, les villages, c'est bien, mais bon, la ville, il y a quand même plus de choses à faire. Et c'est un peu plus vivant, quoi » Naomie*

Ici, il est alors clair que ce sont les configurations spatiales locales, les relations avec la famille et les trajectoires individuelles qui jouent un rôle central dans les mobilités géographiques : Alice est proche de sa famille, dans une situation sécurisante car elle est en couple (elle n'a donc pas à s'inquiéter des difficultés pour rencontre un.e partenaire en milieu rural), dans une commune qui lui permet un accès facile à des commerces et des possibilités de loisirs. Elle habite près d'un centre commercial, et possède un véhicule qui lui permet d'effectuer des loisirs dans le grand centre urbain le plus proche. Tous ces éléments viennent contrebalancer les contraintes qu'elle a identifiées en milieu rural, et contredire l'idée qu'en tant que minorité sexuelle, elle se sentirait contrainte à « fuir » vers des grandes villes (Eribon 1999). Les parcours d'Alice, Camille ou encore Naomie montrent la diversité des trajectoires et des vécus du rural, et le besoin d'aborder alors la question des contraintes et ressources qui y existent pour les minorités de genre et sexuelles avec un niveau de détails fin. Nous allons d'ailleurs maintenant voir que certaines enquêtées du

deuxième groupe ont connu des mobilités vers l'urbain, mais n'y ont pas trouvé « refuge » (Ibid.), et sont retournées en milieu rural pour différentes raisons.

#### d. Des courtes mobilités vers l'urbain avant un retour au rural

Parmi les enquêtés de ce deuxième groupe, certains ont habité durant de courtes périodes dans des grands centres urbains avant un retour au rural. C'est le cas de Naomie et Camille, qui ont habité à Strasbourg pendant 3 ans environ. Naomie y a déménagé car elle suivait son ex-partenaire qui allait y faire des études de médecine, et Camille y a habité pour ses études. C'est aussi le cas de Maëva, qui a vécu un peu plus d'un an à Reims pour effectuer une licence de mathématiques, qu'elle a dû interrompre pour des raisons de santé mentale. Leurs expériences de la vie en milieu urbain ont été différentes, et elles ne sont pas revenues pour les mêmes raisons, et en y étant plus ou moins contraintes.

Tout d'abord, Camille raconte n'avoir pas du tout apprécié l'année où elle a vécu à Strasbourg :

*« C'était la pire année de ma vie, c'était horrible. Le déménagement ça a été, j'étais en colocation avec mon frère en fait à la base, parce que lui il était en STAPS, sauf que ça lui a pas plu. Donc il a abandonné, donc j'étais seule dans un 70m2, donc comment te dire que je le vivais pas très bien. Ensuite c'était une année super dure, où j'ai fait une dépression, donc j'étais pas très bien. Et du coup cette année à Stras c'était vraiment horrible. »*

Camille y avait déménagé d'abord au lycée (elle était en internat pour la section sport-études) puis au moment de commencer ses études supérieures, elle a emménagé avec son frère dans un appartement. Elle y a fait un DEUST (Diplôme d'Etudes Universitaires Scientifiques et Techniques) pour être éducatrice sportive, après une première année de licence de droit puis une certification de spécialisation en animation et gestion de projets dans le secteur sportif (diplôme d'un an). Lors de la deuxième année de son DEUST, elle n'avait cours que trois jours par semaine. Elle faisait alors les allers-retours entre son lieu d'études et l'appartement dans lequel elle avait emménagé avec son ex-partenaire dans une petite ville limitrophe de la ville de son lieu de travail, et à environ 20 km de la commune où elle a grandi et habite à nouveau actuellement. C'est après la rupture avec son ex-partenaire qu'elle est retournée vivre dans la commune où se trouve le domicile de ses parents, et où elle a grandi. Quand je lui demande si elle prévoit de déménager, elle me répond :

*« Moi, j'aimerais bien déménager en dehors de l'Alsace. J'aimerais bien partir dans le Sud. Pour partir quoi, avoir des nouveaux horizons. Parce que l'Alsace je l'ai vue et revue. Mais d'un autre côté j'aime trop l'Alsace aussi pour partir, c'est pour ça que pour l'instant je reste chez papa et maman tant que je ne me suis pas décidée. »*

Le profil de Camille appartient à ce que Catherine Bonvalet appelle la « famille-entourage » : elle a construit une typologie qui répartit la population française selon leurs configurations de parenté. La « famille entourage » regroupe les personnes qui vivent à proximité relative de leur parents, avec qui elles entretiennent des contacts fréquents, et qu'elles considèrent comme faisant partie de leur proches (Déchaux 2001). La « famille entourage locale » (il s'agit d'habiter dans la même commune ou une commune limitrophe de celle de ses parents) est plus fréquente en milieu populaire, et va de pair avec une faible mobilité géographique. Cette configuration de parenté favorise un hébergement temporaire chez les parents, comme dans le cas de Camille (même si elle n'appartient pas à la configuration « famille-entourage locale », mais simplement à la configuration « famille-entourage »). Le fait d'habiter à proximité du domicile parental, et de considérer ses parents comme des proches, devient alors une ressource qui permet de négocier des moments délicats et des périodes de transition, comme celle que traverse Camille au moment de l'entretien. Cela implique par ailleurs de ne pas se trouver dans une situation de rupture familiale, notamment après un coming out qui s'est mal déroulé, comme ça a été le cas pour quelques enquêtés du premier groupe.

Ensuite, Naomie a vécu près de 3 ans à Strasbourg. Elle y a déménagé afin d'habiter avec sa partenaire de l'époque, qui s'installait à Strasbourg pour commencer ses études de médecine. Elle y a alors trouvé un travail, mais, comme Camille, elle n'a d'abord pas apprécié la vie dans cette grande ville :

*« Bah en gros moi ma vie à Strasbourg, quand j'étais avec elle, elle était un peu... enfermée, genre je faisais plus rien de ma vie, j'allais juste au travail, je rentrais, je dormais, j'allais au travail, je rentrais, je dormais, genre y avait plus aucun sens, c'était plus vraiment moi. Et je pense que... Au bout d'un moment, je me suis un peu lassée de la relation et je suis restée avec elle. [...] Et je pense qu'au moment des fêtes, c'est là où ça m'a fait réaliser qu'on était plus faites pour être ensemble. C'est pour ça que j'ai mis un terme à la relation. »*

Naomie explique que c'est rentrer chez sa famille et revoir ses proches durant la période des fêtes de fin d'année qui lui a permis de réaliser qu'elle n'était pas satisfaite de sa vie à Strasbourg. Pourtant, elle a continué d'y habiter pendant quelques mois après la rupture avec son ex-partenaire. En effet, durant notre entretien, elle m'explique qu'elle aimait bien la ville, les ami.es qu'elle s'y était fait, et son travail. C'est la perte de son emploi, ainsi que la rencontre d'une nouvelle partenaire qui habite près du domicile de son grand-père, où elle habite maintenant en partie, qui l'ont poussée à quitter Strasbourg. Sans salaire, elle ne pouvait plus payer son loyer. En outre, retourner vivre chez son grand-père et ses parents lui permettait de se rapprocher de sa

famille ainsi que de sa nouvelle partenaire. Ici, les raisons qui ont poussé Naomie à retourner vivre chez son grand-père et ses parents sont un mélange de choix et de contraintes : elle a dû partir car son loyer était trop cher, mais c'est aussi la rencontre avec une nouvelle partenaire qui l'a amenée à retourner vivre dans sa commune d'origine. En outre, la proximité avec ses proches et sa famille représente une ressource pour elle en milieu rural, et témoigne d'un certain ancrage.

Marianne Blidon et France Guérin-Pace, dans *Un rêve urbain ? La diversité des parcours migratoires des gays*, parlent des répondants à leur enquête qui n'ont jamais quitté le domicile familial (Blidon et Guérin-Pace 2013). Elles relèvent qu'au-delà d'être un groupe de personnes plus faiblement dotées en capital scolaire, il s'agit de personnes qui restent pour des raisons très diverses : « on peut faire l'hypothèse que certains demeurent captifs du fait de leur précarité tandis que d'autres trouvent au sein de leur structure familiale un soutien » (Ibid.). Ici, même si Camille et Naomie sont dans une situation bien différente des répondant.es de Blidon et Guérin-Pace car elles ont déjà connu plusieurs types de mobilité, je suppose que leurs profils sont en certains points similaires à ceux des personnes qui n'ont jamais quitté le domicile familial. En effet, les personnes qui connaissent des périodes d'hébergement chez leurs parents le font pour des raisons très diverses (raisons de santé, affectives, économiques, etc.), et semblent également jongler entre des ressources acquises par leur structure familiale, et des contraintes socio-économiques (par exemple, l'incapacité pour Naomie de continuer à vivre à Strasbourg à cause du prix de l'immobilier).

Enfin, Maëva est la dernière enquêtée du deuxième groupe qui a vécu quelque temps dans une grande ville. En effet, elle a habité à Reims durant près de deux ans, où elle avait déménagé pour commencer une licence de mathématiques. Elle a d'abord habité seule dans un appartement se situant près de la faculté, puis a déménagé pour sa deuxième année. Elle s'est installée en dans le centre-ville, en colocation avec une amie pour des raisons financières et « affectives » :

*« Parce que son ancienne coloc, ça s'est mal passé et moi j'avais... aucune ressource à part les bourses et les APL. Et ça nous arrangeait toutes les deux financièrement et on va dire affectivement parce que du coup, on était seules dans nos coins »*

Le déménagement dans le centre de Reims lui a permis d'avoir accès à des lieux festifs dédiés à la communauté queer, qu'elle aimait fréquenter. Finalement, elle a dû interrompre ses études pour des raisons de santé mentale, et quitter l'appartement dans le centre de Reims après que sa relation avec sa colocataire s'est détériorée de manière importante. Contrairement à Naomie ou Camille, Maëva n'a pas eu la possibilité de retourner vivre avec des parents. Sa mère étant décédée quelques années plus tôt, et n'ayant plus de contacts avec son père, elle a décidé de

s'installer dans un appartement dans le centre urbain intermédiaire où elle a passé une partie de son enfance et de son adolescence. Elle a choisi d'habiter à nouveau dans cette commune car c'était un endroit qu'elle connaissait bien, et qui lui permettait d'être proche de certains membres de sa famille, comme sa sœur jumelle. Elle m'explique qu'elle aimerait bien bientôt retourner vivre à Reims et reprendre des études.

Les parcours de Naomie, Camille et Maëva sont emblématiques des situations « d'entre-deux » (Laporte 2023) : elles se situent entre ceux qui n'ont pas le choix de rester et ceux qui ont pu partir, sans appartenir pour autant à ceux pour qui le départ est aisé, notamment vers les grandes villes ou vers Paris, grâce à leur origine sociale et leur détention de capital culturel et économique (Ibid.). Une combinaison de raisons (économiques, affectives ou de santé) les ont poussées à retourner dans leur commune d'origine, parfois dans le logement familial. Les contraintes liées au milieu rural (moindre densité institutionnelle sur le territoire, peu de transports en commun, de possibilités de loisirs et d'emploi, etc.) sont alors contrebalancées par certaines ressources économiques et symboliques qui y sont rattachées (possibilité d'habiter chez de la famille ou d'accéder à de l'immobilier à moindre coût, proximité avec des membres de la famille ou des proches qui représentent une ressource) (Laporte 2023).

Ces résultats montrent alors que même si les mobilités sociales ascendantes et la distanciation géographique et relationnelle par rapport à la parentèle sont caractéristiques des modes de vie gays et lesbiens (Rault 2016), il ne s'agit en aucun cas d'un modèle de parcours obligatoire. Les trajectoires des enquêtés de ce deuxième groupe sont des exemples des formes très diversifiées que peuvent prendre les mobilités des jeunes lesbiennes après la décohabitation : certain.es choisissent de rester proches du domicile familial, d'autres préfèrent prendre de la distance (Blidon et Guérin-Pace 2013), d'autres encore partent plus loin et choisissent (ou sont contraint.es) de revenir. Ces choix sont le fruit d'arbitrages complexes et difficiles à définir, qui dépendent beaucoup des parcours individuels : « la gestion de la distance varie fortement selon les contextes géographiques, selon les parcours notamment professionnels et selon les histoires personnelles (*coming out*, vie affective...) » (Ibid.). D'autre part, tous.les les enquêtés n'ont pas le même rapport aux milieux ruraux : ils sont vécus comme plus ou moins contraignants en fonction du lien aux aménités locales, de la proximité des proches, du lien avec la famille ou de configurations pratiques spécifiques. Ensuite, nous allons voir comment les parcours migratoires impactent la manière dont ces personnes se construisent en tant que minorités sexuelles et de genre, et les stratégies qu'elles mettent en place pour faire communauté.

## 2. Quand il n'y a pas de « fuite vers la ville » : construire son identité et faire communauté

Premièrement, les enquêté.es du deuxième groupe accordent souvent moins d'importance à l'identité lesbienne, ce qui est lié notamment à leurs parcours migratoires et à leur classe et leur origine sociale. Ensuite, iels mobilisent différents outils pour rencontrer des partenaires et faire communauté : certain.es investissent des espaces physiques, comme les clubs de football. d'autres des espaces numériques, comme Twitter. Ces différentes manières de se construire des espaces lesbiens ont également un impact sur la manière de penser son identité, et ne jouent pas le même rôle pour toust.es les enquêté.es.

### a. Un attachement souvent moindre à l'identité lesbienne

La plupart des enquêté.es qui appartiennent au deuxième groupe se disent assez peu sensibles à des causes sociales et politiques, et assez peu engagé.es. Naomie et Agathe ne se disent pas du tout engagées, car elles considèrent ne pas avoir le temps de s'intéresser à la politique. Naomie m'explique qu'elle ne vote pas, car elle n'en voit pas l'utilité. Quand je leur demande comment elles voient et définissent le féminisme, elles m'expliquent en être trop éloignées pour en donner une définition. Elles ne se verraient pas non plus participer à une marche des fiertés LGBTQIA+. Ensuite, Alice, Maëva et Camille ne se disent pas non plus très engagé.es mais se disent tout de même féministes, et ont déjà participé, ou bien souhaitent participer à des marches des fiertés.

Parallèlement, aucune de ces personnes ne se dit « lesbienne » quand je leur demande comment elles définissent leur orientation sexuelle. A part Alice, qui se dit bisexuelle, les autres préfèrent ne pas se mettre de label, ou utilisent des autres termes pour se qualifier :

*« moi j'aime que les femmes » Naomie*

*« j'aime que les femmes » Agathe*

*« Elisa : Et du coup, comment tu la définis, ton orientation sexuelle, maintenant ? Est-ce que tu... T'as un mot que tu utilises, une étiquette, ou pas du tout ?*

*Maëva : Non, bah, en soi, j'en parle pas. Si on me demande si... Un ami qui me demande quelque chose comme ça, je vais dire oui, j'aime les filles, voilà mais...*

*Elisa : Ok. Mais est-ce qu'il y a un terme qui te convient, par exemple ? Est-ce que dire « je suis lesbienne », c'est un terme qui te convient ou c'est un truc que tu utilises pas trop ?*

*Maëva : Non, je dis plutôt que je suis homo... Le terme « lesbienne », je suis pas... J'aime pas trop... le... Bah le mot « lesbienne ». Donc je préfère dire... Je suis homo ».*

En ce sens, les enquêté.es de ce groupe se différencient beaucoup de celles du premier groupe. En effet, une écrasante majorité des personnes de la première catégorie se définissait comme « lesbiennes » (dix sur les treize), contre trois seulement qui utilisent ce terme quand elles parlent d'elles-mêmes dans la deuxième catégorie. Par ailleurs, les enquêté.es du premier groupe sont également bien plus proches de questions politiques et sociales (surtout situées à gauche de l'échiquier politique) : dix d'entre elles se disent engagé.es et sont plus ou moins militant.es (participation à des manifestations, création d'associations, engagement dans des partis politiques, etc.), dont quatre qui politisent leur identité et accordent un sens politique à leur lesbianisme.

Ce constat a du sens, étant donné que l'identité lesbienne est construite à partir de représentations ancrées dans des contextes sociaux et historiques précis (Revillard 2002). Pour rappel, les enquêté.es du premier groupe étaient nombreux.ses à correspondre à l'idéal-type du "genre comme anti-destin" : c'est-à-dire que le lesbianisme est perçu comme la suite logique d'une transgression consciente de la norme de genre, il s'agit donc d'une décision plus ou moins volontaire. L'appartenance à cet idéal-type repose en grande partie sur un processus de politisation féministe, favorisé par la fréquentation de certains milieux féministes et/ou lesbiens. Pour les enquêté.es du premier groupe, l'accès à ces espaces a notamment été rendu possible par les ressources sociales et culturelles acquises au cours de leurs études supérieures, menées dans de grandes villes. Les enquêté.es du deuxième groupe, comme mentionné précédemment, ont des parcours scolaires et de mobilité différents, et se disent beaucoup moins engagé.es, militant.es, et moins féministes. Cela impacte alors la construction de leur identité sur le plan individuel. Ici, il semblerait qu'ils correspondent plutôt à l'idéal-type de « la sexualité comme nature », à l'exception d'une enquêtée. L'homosexualité y est considérée comme une caractéristique fixe de la personne, il s'agit d'une condition naturelle qui ne change pas la manière dont on se perçoit en tant que femme (Ibid.).

Parmi les enquêté.es du deuxième groupe, il y en a trois qui se disent lesbiennes lors de l'entretien : Rayane, Justine et Roxane. Ce sont aussi les trois personnes de ce groupe qui se disent les plus engagées :

*« Je suis assez engagé.e quand même contre le racisme, je suis assez féministe, luttés LGBT... bon je défends mais je suis pas trop impliqué.e profondément. Et... je sais pas oui les classes tout ça aussi » Rayane*

*« Je suis vraiment la députée de mon entourage » Justine*

*« Oui, je suis sensible à la cause de gauche. Je me suis toujours considérée socialiste. Après, je n'ai jamais été extrêmement engagée, mais s'il y a des manifestations, j'y vais. Si je peux m'informer, je le fais. Je suis anticapitaliste » Roxane*

Même si Roxane et Rayane ne se disent pas très militant.es, iels expriment tout de même une proximité à des sujets sociaux et politiques plus importante que le reste des enquêté.es du deuxième groupe. Quant à Justine, elle est très engagée : elle m'explique qu'elle est particulièrement proche des idées politiques d'extrême-gauche, et qu'il s'agit pour elle d'un critère de sélection pour son entourage. Elle a déjà tracté pour un parti politique. Lors de notre entretien, elle me parle de sa vision du féminisme, qui doit être intersectionnel, et est critique du féminisme blanc. Son expérience dans un parti, ainsi que l'usage de termes académiques comme « intersectionnel » (Crenshaw 1989), qui a été largement utilisé à des fins politiques, témoignent d'une détention d'un certain niveau de capital militant (il s'agit des « apprentissages conférés par le militantisme, [des] compétences importées de l'extérieur, ainsi [que de] celles qui sont « apprises sur le tas » (Matonti et Poupeau 2004). Roxane, Rayane et Justine ont en commun des usages particuliers de certains réseaux sociaux numériques, comme X.

En somme, les enquêté.es du deuxième groupe se disent généralement moins politisé.es et engagé.es que ceux du premier groupe, à part trois exceptions. Ce n'est pas surprenant, étant donné que les personnes de la première catégorie effectuent des études plus longues et dans des grandes villes, et beaucoup expliquent y avoir trouvé des ressources (associations, groupes militants) qui les ont poussées à se politiser et penser leur identité comme politique. Les enquêté.es du deuxième groupe ont alors un attachement moins important à l'identité lesbienne : iels vont plutôt se nommer autrement, et ne vont pas voir cette partie de leur identité comme une prolongation de convictions politiques féministes. Iels ne vont pas non plus faire communauté de la même manière. Par exemple, certain.es vont investir certains lieux non-explicitement dédiés aux personnes LGBTQIA+, comme les clubs de sport, pour en faire des espaces de sociabilité lesbienne.

#### b. Le club de football : faire communauté par le sport

Comme mentionné dans le chapitre 1, les personnes du premier groupe n'avaient identifié aucun lieu où trouver des personnes lesbiennes dans les espaces ruraux où iels avaient grandi. Pourtant, ce n'est pas le cas de toutes les enquêté.es de ce deuxième groupe. En effet, en réalisant un entretien avec Agathe, qui fait du football dans une équipe d'un grand centre urbain en Alsace, elle m'explique :

*« Elisa : est-ce qu'il y a des lieux que tu connais ou des... Enfin, des groupes où tu sais que tu vas pouvoir trouver des personnes lesbiennes ?*

*Agathe : Au foot ! [rit] Sinon, ouais, non, je ne vais pas du tout dans des lieux pour... Enfin... Des bars gays ou des... Je... Non, je ne vais pas du tout là-dedans. Enfin, là-bas. »*

L'entretien avec Agathe m'a permis de prendre contact avec deux autres personnes qui ont pratiqué le football en Alsace, dont deux dans la même ville. Dans ces trois entretiens, j'ai pu comprendre le rôle important que ce sport a pu avoir dans leur vie : il leur a permis de se rendre compte de leur orientation sexuelle, de rencontrer des ami.es, et des partenaires.

Agathe a 25 ans, et a commencé le football à 16 ans. Naomie a 22 ans et a fait du football en club jusqu'à ses 14 ans, avant de devoir arrêter par manque de temps. Elle a continué à jouer avec des ami.es durant son temps libre. Enfin, Camille fait du football depuis ses 5 ans. Elle a commencé par jouer dans des équipes masculines dans des villages près de chez elle, puis a intégré une équipe féminine du même club qu'Agathe à ses 15 ans. Elle est maintenant coach. Elle m'explique :

*« Le foot, c'est l'amour de ma vie. Je vis foot, je respire foot, je mange foot. Vraiment, j'ai foot le lundi, j'ai foot le mardi, j'ai foot le mercredi, j'ai foot le vendredi, le samedi et le dimanche. »*

Au-delà du hobby, voire de la passion que ce sport représente pour elles, il revêt aussi d'autres significations, en lien avec leur genre et leur sexualité. Tout d'abord, elles l'ont identifié comme une activité pratiquée par beaucoup de lesbiennes. Quand je lui demande si elle saurait m'expliquer cette surreprésentation de lesbiennes dans le milieu du football, Camille m'explique :

*« Je ne sais pas. En vrai, c'est un peu cliché de dire qu'il y en a beaucoup au foot, mais dans un autre sens, c'est un fait aussi. Je pense qu'il y en a dans tous les sports. Je ne sais pas pourquoi on associe le foot aux lesbiennes. Mais je sais pas, j'ai le gaydard aussi un peu, des fois ça fait bip bip et je sais que voilà, mais après je sais pas aussi, c'est peut-être le fait d'être tout le temps ensemble aussi. Donc forcément tu crées des attaches parce que généralement quand t'es dans le foot t'y es à fond, ou le fait que les trois quarts des footballeuses à un certain niveau soient passées à l'internat et que du coup l'internat t'es tout le temps avec des filles. »*

Pratiquer un sport où l'hétérosexualité féminine ne semble pas dominante pousse beaucoup de joueuse à (ré)-examiner et définir leur identité sexuelle (Caudwell 2013) : c'est alors ce qui amène certain.es, comme Agathe, à se rendre compte de leur homosexualité.

*« Elisa : Ok. Et du coup, qu'est-ce qui a fait que t'as compris ?*

*Agathe : C'est une question compliquée, hein.*

*Elisa : Je sais. [rires]*

*Agathe : Je pense le fait d'avoir été dans le monde du foot. Peut-être qu'avec des filles qui... Beaucoup de filles aiment les filles. Dans ce milieu. Euh... On m'a peut-être fait ouvrir les yeux dans ce sens-là. Que oui, en fait, genre, c'est possible. Et après, ouais, le fait que j'ai... Quand j'ai rencontré ma première copine, que j'ai beaucoup parlé avec elle, que tout s'est très bien fait. En fait, j'ai... après, je ne me suis pas posé la question de oui ou non. »*

Ici, elle m'explique que rejoindre une équipe de football, où beaucoup de joueuses sont ouvertement lesbiennes, lui a fait réaliser qu'il s'agissait d'une réalité possible, et l'a donc amenée à repenser sa sexualité. En effet, avant de commencer le football à 16 ans, Agathe pensait être hétérosexuelle, et était inscrite sur des applications de rencontre pour y chercher une relation avec un homme. Elle a ensuite commencé le football, où elle a rencontré sa première partenaire, ce qui lui a permis de réaliser qu'elle ne se voyait pas avoir de relations amoureuses ou sexuelles avec des hommes. Ensuite, le club de football est devenu le lieu où elle a rencontré ses autres partenaires, ainsi que ses amies proches lesbiennes :

*« Agathe : Euh... J'en ai pas énormément, mais les deux, trois personnes les plus proches que j'ai, elles sont lesbiennes.*

*Elisa : Ok. Et tu les as rencontrées comment ?*

*Agathe : Foot. »*

Il semblerait qu'Agathe ait totalement investi le milieu du football afin de se créer des sociabilités lesbiennes, qu'elles soient amicales ou amoureuses. A la fin de l'entretien, lorsqu'elle me pose quelques questions sur mon sujet et mes résultats, je lui explique qu'il me semble que les clubs de sport soient un moyen de faire des rencontres amoureuses pour des lesbiennes en milieu rural, là où il est plus difficile de rencontrer des partenaires. Elle me raconte alors ce que la sœur de son ex-partenaire lui a dit quand elle arrêté le sport pendant quelques temps :

*« et en gros elle m'a dit ouais mais parce que j'avais arrêté le foot pendant 6 mois, 1 an, et elle m'a dit : ouais mais en plus si tu fais plus de foot comment tu vas retrouver quelqu'un ? »*

Cela montre bien l'important rôle que joue le club de football dans sa vie, qui est pour le moment sa principale ressource pour rencontrer des partenaires. Camille a également investi le club de

sport en tant que lieu de sociabilité lesbien. Quand je lui demande si elle a des ami.es lesbien.nes ou LGBTQIA+, elle me répond :

« *Oui. Bah déjà dans le foot, on ne va pas cacher, on est beaucoup* » Camille.

Cependant, à la différence d'Agathe, elle préfère ne pas entretenir de relations amoureuses avec ses camarades du football :

« *Camille : je sais pas mais en tout cas moi sortir avec une footeuse jamais.*

*Elisa : ah ouais pourquoi ?*

*Camille : parce que ça se fait des passes entre elles, elle est sortie avec elle qui est l'ex d'elle qui est le machin d'elle. Et puis non je pourrais pas. J'aime bien détourner les hétéros à la base. C'est un petit défi que je me donne. »*

*Même si elle ne se verrait « jamais » sortir avec une « footeuse », elle a tout de même rencontré son ex-partenaire via la pratique de ce sport.*

« *Elisa : Ouais. Du coup c'est quelqu'un que t'as rencontré comment ?*

*Camille : Au foot en fait. J'ai joué contre son ex. Et en fait voilà, je sais même pas comment ça s'est fait mais grosso modo...*

[...]

*Elisa : Et donc, tu as joué contre son ex et c'est comme ça que tu l'as...*

*Camille : Ouais, en fait, j'ai joué contre son ex. Je l'avais déjà sur Snap. Je ne sais pas, tu sais, à un moment, tu ajoutais tout le monde, tu ajoutais, tu ajoutais. Et elle avait répondu à ma story en mode, ouais, pour savoir le score. Et c'est parti là. On a discuté, discuté, discuté, puis à un moment ça a pris une envergure un peu plus ambiguë. »*

La littérature existante sur la pratique du football, le genre et la sexualité se concentre surtout sur les stéréotypes qui lient ce sport à la figure du lesbianisme, notamment de la lesbienne masculine, butch. Jayne Caudwell, dans son article *Women's football in the UK: Theorizing Gender and Unpacking the Butch Lesbian Image* (Caudwell 2013), montre que la présence (réelle ou simplement perçue) de lesbiennes masculines dans le football impacte la subjectivité des joueuses, leur rapport à leur identité de genre et sexuelle, qu'elles se disent hétérosexuelles ou non. Je n'ai trouvé aucune littérature sur la manière dont des lesbiennes pouvaient utiliser des espaces locaux comme les clubs de sport afin de faire communauté, et se créer des réseaux de sociabilité lesbiens, quand il s'agit particulièrement d'équipes qui ne sont pas pensées pour les personnes LGBTQIA+. En effet, il existe bien de la littérature sur les clubs de sports pour

personnes queers, par exemple l'ouvrage *Who's Coming Out to Play, Disruption and Disorientation in Queer Community Sports* par Claire Carter, qui se concentre sur les corps queers, les relations sociales et le genre dans ces équipes dédiées aux personnes LGBTQIA+ (Carter 2021).

Pourtant, les profils d'Agathe, Camille et Naomie montrent comment un espace qui n'est pas explicitement dédié à la sociabilité lesbienne en devient un lieu privilégié. Le club de football prend plus ou moins de place dans leur vie en tant que femmes attirées par les femmes, que ce soit dans le processus de s'identifier comme une personne non hétérosexuelle, comme Agathe, ou dans la rencontre d'autres personnes queers et de partenaires. Ensuite, d'autres enquêtés.es investissent plutôt des espaces numériques, notamment Twitter. Ils le décrivent comme un élément important de leur politisation, qui a également impacté leur manière de se définir.

### c. Les réseaux sociaux numériques : un rapport différent à la politique et à l'identité lesbienne

Les trois personnes qui se disent lesbiennes dans le deuxième groupe sont aussi celles qui se disent les plus politisées, et qui utilisent le plus le réseau social numérique X / Twitter. Justine m'explique aussi que cette plateforme est un espace important, qui a eu un impact majeur sur la construction de ses idées politiques :

*« C'est là où il y a toute l'information [...] brute [...] c'est un peu les concernés eux-mêmes qui balancent l'information »*

Roxane et Rayane me parlent aussi de leur usage de Twitter / X durant nos entretiens. Je suppose alors que ce réseau social numérique a un impact sur leur proximité à la politique. En effet, il s'agit d'une plateforme utilisée pour parler de politique par plusieurs types de profils différents. En premier lieu, les personnes qui parlent politique sur X sont celles qui ont un profil similaire aux personnes qui usent de méthodes militantes traditionnelles et conventionnelles : il s'agit en majorité d'hommes blancs, d'âge moyen, et ayant des diplômes de l'enseignement supérieur. D'ailleurs, souvent, ces personnes qui parlent politique sur Twitter sont en parallèle engagées en politique « dans la vraie vie » (elles votent, militent, sont engagées dans des partis, etc). Cependant, Twitter est aussi un espace investi par des groupes minoritaires, et est une plateforme qui a le potentiel d'attirer des personnes qui ne sont pas déjà engagées à s'engager en politique (Bekafigo et McBride 2013). Cela semble correspondre aux profils de Roxane, Rayane et Justine. Ensuite, je suppose que l'accès à certains discours et contenus politiques, féministes et/ou lesbiens sur la plateforme X a rendu certaines représentations disponibles à ces trois enquêtés.es, ce qui les a amenés à se dire « lesbiennes », au contraire des autres personnes

appartenant au deuxième groupe. Même s'ils ne font pas aussi explicitement le lien entre leur identité sexuelle et de genre, leur politisation et leur usage de Twitter que les enquêté.es de la première catégorie, je suppose que ce n'est pas un hasard si ce sont les seul.es enquêté.es du deuxième groupe à se dire plus engagé.es, à utiliser le réseau social X et à se dire « lesbiennes ».

Donc, certain.es des personnes de la deuxième catégorie ont eu accès à du contenu politique, féministe et lesbien et à certaines représentations qui ont impacté leur manière de dire et penser leur identité. Twitter est une plateforme qui revient beaucoup dans les discours de mes enquêté.es, que ce soit dans le premier ou deuxième groupe. Iels le présentent notamment comme un espace qui permet de faire communauté, de rencontrer des ami.es ou des partenaires. Dans la prochaine partie, nous allons voir que ces ressources ne sont pas accessibles à tous.tes de la même manière, et que les rapports sociaux, notamment de race, jouent un rôle dans la manière d'utiliser X et dans ce que les enquêté.es en retirent.

#### d. Être une lesbienne racisée dans des communautés blanches

L'écrasante majorité des enquêté.es avec qui j'ai eu l'occasion d'échanger sont blanc.hes. Les quelques enquêté.es appartenant à des minorités ethniques avec qui j'ai effectué un entretien m'ont cependant rapporté des expériences dans les espaces communautaires lesbiens, notamment en ligne, qui apportent de la nuance aux expériences vécues par les lesbiennes du premier groupe qui ont utilisé les réseaux sociaux numériques, notamment Twitter / X afin de faire communauté.

C'est le cas de Roxane, dont les parents sont tous les deux nés en Turquie et ont immigré en France lorsqu'ils étaient de jeunes adultes. Roxane a beaucoup utilisé le réseau social X afin de faire des rencontres amicales ou amoureuses. Elle me raconte alors qu'elle a fait partie d'un groupe sur le réseau social Instagram, créée par des lesbiennes qui se connaissaient à l'origine via Twitter. Il s'agissait de trois grands groupes pour lesbiennes, en fonction de leur lieu d'habitation : Roxane m'explique qu'il y avait un groupe pour les personnes du Sud, un groupe pour celles de Paris et un autre pour celles de Strasbourg. Habitante en Alsace, elle se trouvait alors dans le dernier groupe. Elle m'explique :

*« Mais j'ai essayé de participer, mais en fait, c'est l'expérience de blanches lesbiennes et personnes de couleur lesbiennes est vraiment très, très différente. Alors que je suis turque, je suis blanche de peau, tout ça. Mais malgré ça, il y avait vraiment un gros, gros décalage. Donc, on n'arrivait pas forcément à créer un lien. Donc, finalement, j'ai laissé tomber. »*

Son expérience n'était pas isolée : parmi les personnes qui composaient le groupe, plusieurs lesbiennes racisé.es ont ressenti que la parole était monopolisée par les personnes blanches et ont ressenti le même décalage que Roxane :

« *Oui, et c'était un sentiment partagé entre toutes les filles noires et racisées, qu'elles n'arrivaient juste pas à s'exprimer parce qu'elles ne se sentaient pas à leur place* ».

La créatrice des trois groupes, une personne lesbienne noire, a alors créé un nouveau groupe séparé pour les lesbiennes racisées, dans lequel Roxane a été ajoutée.

Son expérience témoigne de l'importance de penser l'imbrication des rapports sociaux, notamment ici du genre, de la sexualité et de la race, lorsque l'on étudie les différentes manières de faire communauté pour les minorités sexuelles. Ici, l'accès à des espaces de sociabilité lesbiens en ligne, via Twitter notamment, n'est pas le même pour toutes les lesbiennes : comme les espaces physiques, par exemple les lieux festifs et militants, dont nous avons déjà montré les limites dans le chapitre précédant, les espaces communautaires en ligne sont également traversés par des inégalités internes à la communauté LGBTQIA+ et doivent être pensés de manière intersectionnelle (Crenshaw 1989).

La littérature sur l'imbrication de différents rapports sociaux dans les espaces communautaires, notamment les espaces festifs ou militants féministes et/ou lesbiens, témoigne de l'impensé de la race dans la constitution de ces espaces. L'écrivaine Juliana Pegues parle de son expérience en tant que lesbienne américaine d'origine asiatique : « En tant que féministe et lesbienne ayant participé à des organisations basées sur l'identité et au mouvement de gauche dominé par les personnes blanches, je suis frustrée par la difficulté de s'organiser avec les deux [...] Beaucoup d'entre nous, à la marge, ont fait l'expérience du racisme, de l'élitisme de classe, du sexisme et de l'homophobie des organisations de gauche dominées par les hommes blancs. D'un autre côté, nous avons également été confrontés à un manque d'analyse politique parmi ceux avec qui nous partageons des identités ethniques, sexuelles et de genre » (Shah et Aguilar-San Juan 1999). Valerie Mason-John, dans l'ouvrage *Making black waves : lesbians talk* (Mason-John et Khambatta 1993), montre les différentes formes que le racisme peut prendre dans les espaces communautaires dédiés aux gays et lesbiennes en Grande-Bretagne. Ces espaces ne sont alors pas des lieux de ressources, des « refuges » pour reprendre l'expression de Didier Eribon (Eribon 1999), mais des lieux de violence qui participent à maintenir les inégalités présentes au sein des communautés queers.

Mon apport à la question de la race dans ce mémoire est limité, puisque l'écrasante majorité des personnes que j'ai pu interroger sont des personnes blanches. Cependant, il s'agit d'une question

indispensable à penser dans la recherche en genre et en sexualité, qui reste encore trop minoritaire dans ces champs de la sociologie.

Dans ce chapitre, nous avons alors vu que le deuxième groupe d'enquêté.es est caractérisé par de plus petites mobilités géographiques, en lien avec leurs parcours de mobilité sociale moins importants que ceux du premier groupe. La classe et l'origine sociale ont également un impact sur la manière dont ces personnes pensent leur identité sexuelle et de genre, et le verbalisent. Leurs trajectoires viennent contredire l'idée d'une « fuite vers la ville » obligatoire : leurs parcours résidentiels restent en milieu rural, et résultent d'un arbitrage complexe qui engage différentes dimensions de leur existence et de leur vie sociale. Les enquêté.es ont identifié des ressources en milieu rural qui font balance avec les contraintes perçues (réseaux d'interconnaissance, difficultés pour faire communauté, faible visibilité lesbienne) : leurs proches et leur famille agissent comme des ressources, ainsi que les aménités liées à la vie en milieu rural (nature, espace, etc.), et que certains lieux qu'ils ont investi pour créer des espaces de sociabilité lesbiens, comme le club de football. Leur usage des réseaux sociaux numériques représente également une ressource et un moyen de faire communauté, mais pas pour tous.tes de la même manière. Ces espaces numériques restent traversés par différents rapports sociaux et reflètent les inégalités qui existent au sein de la communauté lesbienne.

Ensuite, le prochain chapitre permettra d'étudier le profil des personnes qui choisissent de s'installer en milieu rural, et la manière dont ils se représentent et font communauté en tant que minorités sexuelles.

### Chapitre 3. (RE)VENIR : la fuite vers la campagne ?

Le troisième chapitre est consacré aux enquêté.es qui ont vécu en milieu urbain avant de déménager en milieu rural. Le tableau ci-dessous résume les informations importantes à leur sujet.

Prénom	Âge	Autoidentification sexuelle	Identité de genre	Niveau de diplôme	Catégorie socio-professionnelle	Type de commune d'origine	Type de commune habitée actuellement
Anaëlle	51 ans	Lesbienne	Femme trans	Equivalent baccalauréat professionnel / CAP	Profession intermédiaire	?	Commune rurale
Alixé	54 ans	Lesbienne	Femme cis	Baccalauréat professionnel	Profession intermédiaire	Grand centre urbain	Bourg rural
Clarence	54 ans	Homo / gay	Femme cis	Bac + 5	Cadres et professions intellectuelles supérieures	Grand centre urbain	Bourg rural
Erin	43 ans	Lesbienne	Femme cis	Bac + 5	Cadres et professions intellectuelles supérieures	Commune rurale à habitat dispersé	Commune rurale à habitat très dispersé
Amélie	30 ans	Lesbienne / gouine	Femme cis	Bac + 3	Ouvrière qualifiée	Commune rurale à habitat dispersé	Commune rurale à habitat dispersé

Mon dernier groupe d'enquêtées est composé de moins de personnes que les deux autres. Cela est probablement lié à un biais de recrutement : il s'agit de personnes plus âgées, qui ont 30 à 54 ans, avec une moyenne d'âge de 46 ans environ. Mon recrutement s'est surtout fait via des applications de rencontres : selon Statista, les plus grandes utilisatrices de sites et applications de rencontre sont les personnes ayant entre 25 et 34 ans. J'ai également beaucoup mobilisé le réseau social Instagram pour faire la promotion de mon enquête et trouver des personnes qui accepteraient d'effectuer un entretien. Ici encore, il s'agit d'une plateforme utilisée par une population plutôt jeune : selon Statista, plus d'un quart de ses utilisatrices ont entre 25 et 34 ans, et près de 25% ont entre 18 et 24 ans. Parmi les cinq personnes qui constituent ce groupe, j'ai pris contact avec trois d'entre elles via Facebook, une via Twitter et une autre via une connaissance qui avait vu mon annonce sur Instagram. Elles occupaient toutes un emploi stable au moment des entretiens. Sur les cinq enquêtées du troisième groupe, trois ont grandi dans un milieu urbain, et habitent maintenant en milieu rural. Ensuite, les deux autres ont grandi dans un milieu rural, et y habitent de nouveau (Amélie dans la même commune que celle où elle a grandi). Je n'ai pas pu obtenir les informations précises pour Anaëlle. En somme, ces enquêtées sont toutes des « néo-rurales » : il s'agit des personnes citadines qui sont venues s'installer en milieu rural.

### **1. Qui sont celles qui (re)viennent vivre en milieu rural ?**

Dans la première partie, je vais revenir en détail sur les parcours résidentiels de ces enquêtées, qui varient entre eux et diffèrent des parcours classiques définis en géographie des sexualités. Nous allons aussi voir qu'il s'agit en fait de parcours assez classiques de départ vers le rural, qui ne semblent pas avoir de lien explicite avec l'appartenance à une minorité sexuelle et de genre.

#### **a. Des parcours divers dans leur nombre d'étapes et leurs localisations**

Selon l'enquête Mobgay, le nombre d'étapes moyen des parcours des gays et lesbiennes est d'environ trois (Blidon et Guérin-Pace 2013). Ces parcours peuvent être ascendants (les étapes qui s'y succèdent se produisent dans des localités de taille supérieure), descendants (les étapes qui s'y succèdent se produisent dans des localités de plus en plus petites), ou mixtes (les étapes ascendantes et descendantes s'alternent au cours de la trajectoire). Selon le modèle de la fuite vers la ville, les parcours migratoires des gays et lesbiennes seraient alors surtout des parcours ascendants (Eribon 1999). Pourtant, l'enquête Mobgay (Blidon et Guérin-Pace 2013), ainsi que les expériences de mes enquêtées, montrent que ce n'est pas le cas. Selon Blidon et Guérin-Pace, les mobilités des lesbiennes seraient plus caractérisées par des parcours mixtes ou qui restent dans la même commune, à l'instar des enquêtées du deuxième groupe, que nous avons étudiés

dans le chapitre précédent (Ibid.). En revanche, les parcours descendants semblent minoritaires, et particuliers quant au nombre d'étapes et à l'éloignement par rapport au département d'origine (Ibid.).

Ce type de parcours correspond tout à fait à la trajectoire d'Alix. Son père ne possède aucun diplôme et était ouvrier. Sa mère, quant à elle, est diplômée d'un CAP et appartenait à la catégorie des professions intermédiaires. Alix a grandi dans deux grands centres urbains en Ile-de-France, avant de déménager à Paris pour ses années de lycée, car elle voulait effectuer un type de baccalauréat spécifique qui n'était pas disponible dans les établissements de son secteur. Ensuite, elle a déménagé en Grande-Bretagne à sa majorité, car elle ne s'entendait pas bien avec sa mère, avec qui elle vivait avant d'être en foyer au lycée. Elle y connaissait des familles anglaises grâce à des séjours linguistiques. Elle a alors vécu en Grande-Bretagne jusqu'à ses 25 ans, en déménageant plusieurs fois au sein de deux cantons, à chaque fois pour des raisons professionnelles, ou pour se rapprocher d'amis. Elle est retournée en France car elle a trouvé un travail à Paris, et avait une amie qui lui a proposé un hébergement dans le Val D'Oise. Elle a ensuite déménagé dans un grand centre urbain du département, à nouveau pour des raisons professionnelles. Dans les années suivantes, elle a beaucoup déménagé : elle a réalisé une année sabbatique et est allé vivre aux Canaries, puis a vécu avec son père en rentrant en France le temps de trouver un travail, avant de déménager de nombreuses fois pour emménager avec des partenaires ou pour des raisons professionnelles. Durant notre entretien, elle m'explique avoir habité à plus de 30 endroits différents. Je ne vais donc pas inclure ici tous les détails de son parcours résidentiel, qui comporte de nombreuses étapes, dont certaines dans des pays étrangers. Depuis quelques années, elle habite dans un bourg rural en Bourgogne-Franche-Comté. Elle prévoit de déménager bientôt afin d'habiter dans une maison plus petite :

*« En fait, je recherche un peu le même style que ce que j'ai ici. Sauf qu'ici, c'est une maison qui fait 148 mètres carrés. Je voudrais quelque chose qui fasse entre 50 et 70 mètres carrés maximum. Mais autrement, qui ait la même luminosité et surtout un environnement presque isolé. Pas forcément totalement isolé, mais relativement à l'écart de mon village. Et avec un magnifique paysage, comme ici, quoi. »*

Elle exprime alors vouloir déménager dans un milieu un peu plus « isolé » que celui où elle habite actuellement. Cela est aussi caractéristique des parcours de mobilité ascendants ou descendants : ils se font sans grande rupture, en déménageant dans des communes des plus en plus denses et peuplées, ou l'inverse dans le cas des parcours descendants (Blidon et Guérin-Pace 2013).

Le deuxième parcours descendant de ce groupe est celui de Clarence. Ses parents n'ont pas de diplômes et étaient tous les deux ouvriers. Quant à elle, elle a été intermittente du spectacle pendant plus de 20 ans, avant de s'engager dans des études supérieures et de devenir

psychologue. Son parcours comporte également un nombre assez important d'étapes, même si, au contraire d'Alix, elle ne s'est pas beaucoup éloignée géographiquement de sa commune d'origine (elle est restée dans le même département). A partir de ses 21 ans, elle a déménagé plusieurs fois au sein du centre urbain où elle a grandi (pour des problèmes d'appartement, ou afin d'emménager avec des partenaires). Elle s'éloignait toujours un peu plus du centre-ville :

*« J'en pouvais plus franchement, j'avais déménagé quelques fois et je m'éloignais de plus en plus du centre quand on est parti, quand on a déménagé ici j'étais à [quartier du grand centre urbain], donc j'étais quand même assez loin du centre. Mais ouais j'en avais vraiment marre du centre-ville. Ouais ça me plaisait plus trop »*

Clarence m'explique ici qu'elle n'avait plus envie de vivre dans ce centre urbain, mais que le fait de ne pas avoir le permis représentait un frein à la mobilité en milieu rural. C'est finalement pour des raisons pratiques, combinées à l'envie de vivre plus loin de la ville, qu'elle a ensuite déménagé dans un bourg rural avec sa compagne actuelle. Cette commune se situe dans l'aire d'attraction de la ville où elle a grandi, est proche de son lieu de travail et desservie par des réseaux de transports en commun. En somme, son parcours résidentiel est donc également descendant, et s'est fait sans grande rupture avec l'espace où elle a grandi.

Ensuite, les autres enquêtés du troisième groupe ont des parcours résidentiels mixtes (les étapes ascendantes et descendantes s'alternent au cours de la trajectoire) (Blidon et Guérin-Pace 2013).

Erin a grandi dans une commune rurale à habitat dispersé en Occitanie. Ses deux parents appartenaient à la catégorie des cadres et professions intellectuelles supérieures. Son père est diplômé d'une licence, et sa mère possède un diplôme d'état de docteur en médecine. Elle a vécu en Occitanie jusqu'au moment où elle a commencé ses études supérieures en maintenance aéronautique : elle a alors déménagé quelques années à Toulouse puis à Bordeaux. Lors d'un stage en Angleterre, elle a rencontré son ex-femme. Après l'obtention de son Master, elle a alors déménagé en Grande-Bretagne afin de la rejoindre. Erin a d'abord habité à Londres, puis à Oxford, et elle et sa compagne ont ensuite déménagé dans une petite ville proche d'Oxford, d'où sa compagne de l'époque était originaire. Elles ont choisi d'y habiter pour vivre près d'une grande ville, sans devoir y habiter. A ce moment, Erin avait trouvé un travail en tant qu'ingénieure aéronautique en France : elle a alors habité entre la France (dans une ceinture urbaine en Occitanie, proche de son lieu de travail, dans l'aire d'attraction de Toulouse) et la Grande-Bretagne pendant environ 8 ans. Après son divorce, elle est d'abord restée dans la ceinture urbaine où elle s'était installée pour le travail. Puis, après la rencontre avec une nouvelle partenaire, elles ont emménagé dans un bourg rural un peu plus éloigné de Toulouse : cela leur permettait d'habiter dans un logement moins cher et plus grand, avec un bon « cadre de vie ».

Elles y sont restées pendant deux ans, jusqu'à ce que le propriétaire leur demande de quitter la maison pour pouvoir la vendre. Elles ont alors acheté une maison dans une commune rurale à habitat très dispersé, toujours dans le même département mais encore plus loin de Toulouse, afin d'avoir accès à plus de terrain. Après la séparation avec son ex-compagne, elle a racheté les parts de la maison afin d'y rester. Au moment des entretiens, elle y effectuait des travaux et ne prévoyait pas de déménager. Le parcours d'Erin correspond à une sorte de parcours mixte, puisqu'elle a grandi dans une commune rurale à habitat dispersé, avant de déménager dans de grands centres urbains, puis de progressivement habiter dans des communes de moins en moins denses et peuplées et de plus en plus éloignées de grands centres urbains.

La dernière enquêtée de ce groupe dont je peux retracer le parcours avec plus ou moins de précision est Amélie. Sa mère possède un diplôme d'un niveau équivalent au baccalauréat et est ouvrière. Son père possède un diplôme de niveau bac + 3 et appartenait à la catégorie des commerçants et chefs d'entreprise. Amélie a grandi dans une commune rurale à habitat dispersé dans l'aire d'attraction de Bordeaux jusqu'à ses 17 ans. Elle a ensuite déménagé à Bordeaux pour ses études en LLCER<sup>20</sup>, et y est restée jusqu'à ses 26 ans. Pendant ces 9 ans, elle a beaucoup déménagé au sein de Bordeaux, et a été quelques fois hébergée dans la commune où elle a grandi pour des raisons professionnelles, pour s'installer avec des partenaires ou après des séparations. Après avoir habité deux ans à Bordeaux avec son ex-partenaire, elles ont emménagé ensemble dans la commune où Amélie a grandi car sa compagne avait été mutée à proximité. Après leur séparation, Amélie y est restée et n'a plus déménagé depuis. Son parcours résidentiel est donc également un parcours mixte, mais qui s'est fait moins progressivement que ceux des autres enquêtés du groupe : elle est passée d'une commune rurale à habitat dispersé, à un grand centre urbain, à la même commune rurale que celle où elle a grandi.

Enfin, je ne peux malheureusement pas retracer le parcours d'Anaëlle avec autant de précision. En effet, il s'agit de la deuxième enquêtée avec qui j'ai effectué un entretien, alors que mes questions de recherche et mon sujet étaient encore assez flous. Quand mon intérêt pour les mobilités résidentielles est devenu plus clair, j'ai dû effectuer un deuxième entretien avec mes premières enquêtées afin d'obtenir des informations précises sur leurs lieux de vie et leurs mobilités. Malheureusement, je n'ai pas eu l'occasion d'effectuer un deuxième entretien avec Anaëlle. J'ai tout de même pu récolter quelques informations sur les lieux où elle a vécu. Elle m'y

---

<sup>20</sup> Licence de langues, littératures et civilisations étrangères et régionales.

avait expliqué qu'elle avait vécu plusieurs années en Suisse avec son ex-femme en milieu rural. Elles ont été en couple pendant 25 ans, et ont eu six enfants ensemble. Elles s'étaient séparées peu de temps avant l'entretien, donc Anaëlle habitait encore dans leur logement en commun. Elle prévoyait de déménager bientôt près de la station de ski où elle travaille en tant que monitrice, qui se trouve dans une commune plus grande mais toujours rurale selon ses mots. Je sais qu'elle a également vécu longtemps en milieu urbain :

*« J'ai plus envie de retourner en ville. J'ai vécu en ville pendant... de l'âge de 7 ans jusqu'à y a 6 ans en arrière. Donc, ça fait... j'ai plus envie, non, j'y retournerais pas. »*

Donc, le parcours d'Anaëlle semble s'apparenter à un parcours mixte, puisqu'elle a grandi en grande partie en milieu urbain, avant de déménager dans des espaces ruraux, et qu'elle prévoyait de déménager dans une commune rurale un peu plus grande que celle où elle habitait avec son ex-femme.

En définitive, la majorité des enquêté.es du troisième groupe ont des parcours résidentiels mixtes, et deux ont des parcours descendants, comportant de nombreuses étapes, dont certaines très éloignées géographiquement. Ces profils de parcours résidentiels descendants sont très atypiques dans la littérature sur les migrations LGBTQIA+ (Blidon et Guérin-Pace 2013), et témoignent de la diversité des trajectoires géographiques des minorités sexuelles, en particulier des lesbiennes. Par ailleurs, pour la quasi-totalité de ces personnes, le déménagement en milieu rural, après une période de vie en milieu urbain, se fait avec une partenaire et s'inscrit dans des projets de couple, notamment pour accéder à la propriété et s'installer dans un meilleur cadre, avec plus d'espace à moindre coût. Cela relève de stratégies migratoires classiques, qui n'ont a priori pas de lien particulier avec l'identité sexuelle et de genre minoritaire de mes enquêté.es (Courgeau 1985; Bonvalet et Lelièvre 1991). La sous-partie suivante est alors dédiée au lien entre départ vers le rural et âges de la vie (Driant 2007).

#### b. Départ vers le rural et cycle de vie

Les études statistiques sur les espaces ruraux et leurs fonctionnalités montrent qu'il s'agit d'espaces largement résidentiels. Notamment, les logements de grande taille (au moins cinq pièces) et les maisons individuelles sont caractéristiques de ces milieux. Par ailleurs, la maison individuelle et la propriété sont très présentes en ville, c'est au contraire plutôt les locataires et les appartements qui sont minoritaires dans les espaces ruraux (Driant 2007).

En outre, les enquêtes statistiques montrent aussi que le taux de propriétaires et de personnes vivant dans des maisons individuelles croît avec l'âge. En effet, d'après la dernière enquête sur le logement de l'Insee (Insee 2024b), moins de 10% des moins de 25 ans sont propriétaires. En revanche, au-delà de 50 ans, ce pourcentage monte à plus de 60% : près de 40% des 50 à 59 ans

sont propriétaires non-accédants<sup>21</sup>, et près de 25% d'entre eux sont propriétaires accédants<sup>22</sup>. Ensuite, les chiffres sont assez similaires si l'on regarde l'âge et l'habitation en appartement ou en maison individuelle. Près de 90% des moins de trente ans habitent en appartement. Environ 80% des Français.es déclarent vouloir habiter en maison individuelle, et plus de 60% y parviennent à partir de 60 ans (Driant 2007).

Il existe donc un lien clair entre l'âge et le type de logement (plus les Français.es sont âgé.es, plus ils sont propriétaires et vivent en maison individuelle), ainsi qu'entre ruralité et type de logement (les locataires et personnes vivant en appartement sont largement minoritaires dans les espaces ruraux). Les parcours résidentiels vers la propriété sont donc souvent des parcours de départ vers le rural. Les profils des enquêté.es sont cohérents avec ces observations : les personnes du troisième groupe, qui sont venues s'installer en milieu rural après avoir vécu une partie de leur vie en milieu urbain, sont les plus âgé.es parmi toutes les personnes avec qui j'ai échangé dans le cadre de mon terrain de mémoire. Le premier groupe était en moyenne âgé de 23 ans, le deuxième de 25 ans, alors que les enquêté.es de ce groupe ont 46 ans en moyenne. Ensuite, elles sont bien plus souvent propriétaires et/ou vivent dans des maisons individuelles. Cependant, ce n'est pas seulement l'âge qui impacte la migration vers un milieu rural, mais également la position dans le cycle de vie. Ce concept, en sociologie, fait référence aux différentes étapes qui structurent le parcours de vie. Ces étapes sont définies par de nombreux rapports sociaux, l'âge étant peut-être le plus évident, mais aussi le genre ou la sexualité (Nicole-Drancourt 2007).

En effet, la quasi-totalité des enquêté.es du troisième groupe ont emménagé pour la première fois en milieu rural après vécu en milieu urbain avec une partenaire. La seule pour qui ce n'est pas le cas est Alixe. Elle est actuellement propriétaire d'une maison individuelle, dans laquelle elle s'est installée seule. Même si ces relations n'ont pas toutes duré plusieurs années, les déménagements vers le rural et au sein du rural des enquêtées sont liés à des projets de vie de couple : « les communes rurales [jouent] un rôle important d'accueil des étapes du cycle de vie qui suivent la constitution des couples » (Driant 2007).

Par exemple, Clarence et sa partenaire Alice sont propriétaires d'un appartement depuis 2020. En 2021, elles ont entamé les démarches nécessaires afin de réaliser une PMA, et ont démarré

---

<sup>21</sup> Les propriétaires non-accédants sont ceux qui ont obtenu leur logement sans avoir eu recours à un prêt immobilier.

<sup>22</sup> Les propriétaires accédants sont ceux ayant un ou plusieurs prêts leur ayant permis d'accéder à la propriété.

les essais d'inséminations puis de FIV<sup>23</sup> les deux années suivantes. Alice était enceinte lors de notre second entretien. Le couple souhaite donc bientôt déménager dans une maison individuelle, soit en restant dans le bourg rural où elles habitent, ou en s'installant dans une commune proche, afin d'avoir plus d'espace pour élever leur enfant à moindre coût.

*« Clarence : Parce que là, avec un enfant, la poussette, les courses, les machins, le troisième étage, enfin... Voilà. Côté pratique, et puis parce qu'on est dans une copro, il y a quand même pas mal de charges... De charges de copro quoi.*

*Elisa : Ok. Et ce serait vers où dans l'idée ?*

*Clarence : L'idéal ce serait le coin quoi. »*

Erin aussi est propriétaire d'une maison individuelle. Elle s'y est installée avec son ancienne compagne, puis a choisi d'y rester et d'y effectuer des travaux. Malgré la séparation et son célibat, elle s'est lancée dans un parcours PMA et a décidé que c'était là qu'elle habiterait pour élever son enfant :

*« Je suis en parcours PMA qui, au bout de la deuxième insémination, a réussi pour le moment. Je croise les doigts. Donc, je suis enceinte de trois mois. Ouais, parce que quand j'ai décidé un truc, je n'attends plus après quelqu'un. Donc, je le fais quand même. » Erin*

Amélie est une exception dans ce groupe d'enquêtées. En effet, elle est bien retournée s'installer en milieu rural avec une ancienne partenaire, mais elle fait partie des 2,9 % des personnes entre 30 et 39 qui sont logées gratuitement (Insee 2024b) :

*« Il y a mes grands-parents qui sont la maison juste collée à la mienne, je suis dans la maison qui était celle de mes arrière-grands-parents. Ils sont plus de ce monde actuellement. J'ai hérité de leur maison où ils étaient avant. Gratos. Je suis dans un hébergement à titre gratuit. » Amélie*

Ici, le fait d'être retourné habiter dans la commune où elle a grandi, près des membres de sa famille, représente alors une ressource importante pour Amélie. Cela lui permet d'avoir accès à un logement dans une maison individuelle gratuitement.

Donc, les parcours résidentiels de mes enquêtés du troisième groupe sont assez classiques dans leur groupe d'âge (Driant 2007), et leur appartenance à une minorité de genre ou sexuelle ne semble pas avoir impacté leur décision de départ vers le rural. Leur mobilité résidentielle est plutôt liée, au moins en partie, aux événements familiaux, ce qui n'est pas surprenant dans l'étude des parcours résidentiels des ménages (Bonvalet et Lelièvre 1991). Dans la prochaine partie,

---

<sup>23</sup> Fécondation In Vitro.

nous allons voir quelles autres raisons sont mises en avant par mes enquêtées quand elles expliquent pourquoi elles ont déménagé en milieu rural.

### c. Une raison de revenir en commun : les aménités du rural

Au-delà de l'accès à la propriété ou de la volonté de vivre dans une maison individuelle, les aménités environnementales (Halfacree 2016) sont une raison mobilisée par toutes les enquêtées du troisième groupe pour expliquer leur mobilité vers le rural. Il s'agit des éléments propres à un espace géographiques, perçus comme naturels ou culturels, et qui représentent un atout pour ses habitant.es.

Parmi les éléments les plus cités par mes enquêtées et qui relèvent d'aménités du rural, il y a la question du silence, en opposition avec le bruit des espaces urbains :

*« Alors moi, la vie en ville, je n'ai rien contre, mais personnellement, je n'y retournerai pas. J'aime trop ma qualité de vie à la campagne. J'aime ma tranquillité, les animaux autour. Là, par exemple, j'ai un voisin, il a des moutons, des ânes, des poules. Voilà, tout ça, ça me convient. Mais tout ce qui est ville, bétonnée, un trafic pas possible, du bruit de klaxons et autres, je supporte plus, ça me stresse. » Alixe*

*« Alors déjà, j'aime avoir du terrain, pouvoir faire plein de trucs chez moi, avoir un grand jardin et tout ça. Et ça, en ville, c'est compliqué. J'aime, si tu veux, moi, quand je me lève le matin, j'ai les chevreuils dans le champ en face, quoi, tu vois ? On préfère ça au doux son du klaxon. Sur les restos, les sorties, etc. Je suis pas sorties, en fait. Moi, je suis plus sorties sportives. Donc, j'aime aller courir, j'aime machin. Et du coup, forcément, ça me correspond plus la campagne. » Erin*

*« Parce qu'on aime bien la campagne. Il y a moins de bruit. Voilà. Il y a la nature tout de suite proche. Il y a les activités. [...] Et puis, il y a une autre, il y a quand même moins... J'ai même l'impression que les gens, ils sont moins en stress, moins à courir partout, quoi. » Anaëlle*

Ces extraits d'entretiens montrent d'autres qualités identifiées comme étant liées au rural par plusieurs enquêtées : la tranquillité, la présence d'animaux, la nature et la possibilité de faire des activités, notamment sportives. Une autre raison qui revient souvent est la question de la « qualité de vie » :

*« Elisa : Et du coup pourquoi vous voulez rester dans le coin ?*

*Clarence : Eh ben parce que pour la qualité de vie, moi j'ai plus du tout envie de retourner en ville. On est bien situé ici par rapport à tout, c'est pas mal. »*

*« Mais en qualité de vie, c'est quand même... Je ne sais pas, moi je trouve qu'à mon grand âge, je me retrouve [...] mais du coup plus jeune, tu te dis c'est cool d'être en ville, maintenant bon c'est cool d'être en ville, ça coûte cher et l'un dans l'autre je pense que c'est pas mal la campagne » Amélie*

Donc, les enquêtées de la troisième catégorie ont identifié de nombreux éléments, qui s'apparentent à des aménités environnementales caractéristiques des milieux ruraux, et qui constituent alors un attachement au local et un ancrage. Par ailleurs, certains aspects de la vie en milieu rural et définis comme des contraintes pour les gays et les lesbiennes par Didier Eribon (Ibid.), comme la

force des réseaux d'interconnaissance, sont parfois vécus comme quelque chose de positif par mes enquêtées :

*« On se connaît tous. Tu connais un peu tout le monde. T'es un peu à l'aise parce que t'as fait le tour de tout. Ça peut être chiant pour d'autres gens. Il y en a qui doivent dire, putain, t'as fait le tour de tout, le seum. Non, moi ça me va. » Amélie*

Donc, leurs parcours de départ vers le rural sont assez classiques, et semblent avoir été motivés par les mêmes raisons, au moins en partie, c'est-à-dire les aménités environnementales : le cadre de vie, la nature, le calme, etc. Dans la prochaine partie, nous allons voir dans quelle mesure l'origine sociale et l'appartenance à une certaine classe impacte ces parcours de mobilité.

#### d. La classe et les origines sociales diversifiées des néo-rurales

Les enquêtés du troisième groupe correspondent à la catégorie des « néo-ruraux.ales », étant donné que certaines d'entre elles ont grandi en milieu urbain, et/ou ont vécu plusieurs années consécutives dans des grands centres urbains ou des grandes métropoles avant de déménager en milieu rural.

La littérature existante sur le néoruralisme montre la diversité des profils de ces personnes, et semble même parfois contradictoire. En effet, il s'agirait d'un groupe caractérisé par leur appartenance à des catégories socioprofessionnelles modestes (employé.es ou ouvrier.es) (Roullier 2011). Les travaux de Jean-Claude Driant, professeur à l'école d'urbanisme de Paris, que j'ai déjà mobilisés dans les sous-parties précédentes, semblent confirmer ce résultat. En effet, il souligne le rôle d'accueil des communes rurales à certains moments du cycle de vie, mais montre aussi que cette fonction ne sert pas tout le monde de la même manière. En effet, les couples ayant des enfants et les revenus les plus élevés restent bien plus souvent en ville : le choix d'habiter en milieu rural à certains moments du cycle de vie, notamment au moment de fonder une famille pour certaines, comprend donc une part de contrainte économique (Driant 2007). En revanche, les résultats de l'enquête de Pauline Rochart sur les personnes qui quittent Paris pour revenir vivre là où elles ont grandi (Rochart 2024) semblent apporter de la nuance à ces propos. En effet, parmi ses enquêtés, tous ne déménagent pas vers un milieu rural. Elle montre que les personnes qui quittent Paris sont surtout des cadres et des personnes appartenant aux professions intermédiaires, dont le revenu est proche de la médiane. Cependant, les plus aisés de ses enquêtés sont ceux qui se dirigent vers le rural. Cela s'explique notamment par leur âge, car les moins de 35 ans ont plus tendance à déménager vers des communes urbaines, et sont statistiquement moins aisés que les personnes ayant plus de 45 ans (Ibid).

Les enquêtées du troisième groupe semblent en effet avoir des profils assez variés. Lors des entretiens, je leur ai demandé de me parler de leur emploi, des études qu'elles avaient éventuellement effectuées, ainsi que du niveau de diplôme et emploi de leurs parents et leurs

frères et sœurs. Toujours en utilisant les mêmes méthodes que dans les deux premiers chapitres, j'ai pu estimer leurs origines sociales et leurs différents niveaux de capital. En outre, j'ai aussi estimé leurs revenus nets par mois (grâce aux informations que j'ai pu avoir sur leur emploi en entretien), et les ai comparés au revenu net moyen et médian des salarié.es du secteur privé en France en 2023 selon l'Insee (Insee 2024a). Alors, parmi les enquêtées du troisième groupe, deux semblent détenir des niveaux de capital économique, mais aussi culturel et scolaire assez faibles ou modérés : il s'agit d'Anaëlle et Alixe, qui occupent toutes les deux une profession intermédiaire et ont fait des études équivalentes au baccalauréat professionnel et au CAP. Les salaires nets par mois que j'ai pu estimer en connaissant leur métier sont inférieurs au salaire net moyen mensuel pour les salarié.es du privé en France, qui est de 2 730 euros par mois, et au salaire médian, qui est de 2 090 euros nets par mois. En revanche, les trois autres enquêtées du troisième groupe ont des niveaux de capital économique, culturel et scolaire plus élevés : une possède une licence, et les deux autres ont un master. Deux d'entre elles appartiennent aux cadres et professions intellectuelles supérieures, et l'autre est ouvrière qualifiée. Il s'agit d'Amélie, qui est dans une situation atypique car son niveau de capital scolaire est plus élevé que le métier qu'elle exerce. Elle possède par ailleurs un niveau de capital économique plutôt élevé, car elle travaille sur un chantier naval, ce qui est souvent mieux rémunéré. Ces trois personnes ont un niveau de revenu estimé égal ou supérieur à la moyenne et à la médiane des salaires nets par mois des salariés du privé en France (Insee 2024a).

Donc, les enquêtées du troisième groupe ont des profils sociaux assez divers. Pour avoir une idée plus précise des caractéristiques des personnes lesbiennes qui déménagent en milieu rural, il aurait fallu effectuer des entretiens avec plus de personnes dans cette situation. Par ailleurs, il aurait été intéressant de voir s'il existe un lien entre la détention d'un certain type de capital et le départ vers un certain type de ruralité : plus ou moins dense, plus ou moins éloigné de centres urbains, dans des régions considérées comme plus ou moins attractives, etc. Cependant, je peux déjà tirer des conclusions de l'analyse des profils de ces quelques enquêtées : comme leur détention de différents types de capitaux et leurs niveaux de revenus sont assez différents, je suppose alors que leur déménagement en milieu rural est plus lié à leur âge et aux cycles de vie. Ensuite, les raisons qui les ont poussées à habiter dans des communes rurales sont les mêmes, peu importe leur origine sociale et leur emploi (moindre coût de l'immobilier, propriété d'une maison et de terrain, nature, espace, qualité de vie, etc.).

Cette partie nous a permis d'inscrire les parcours résidentiels des enquêtées du troisième groupe dans les parcours résidentiels plus larges des Français.es qui migrent entre l'urbain et le rural. On constate que leurs parcours sont alors assez classiques, tant dans le moment de leur départ,

mais également dans les raisons qui les poussent à déménager dans des communes rurales. Leur origine sociale, leur niveau de diplôme et leur emploi ne semblent pas avoir un impact très important sur leurs trajectoires, contrairement aux enquêtés des premier et deuxième groupes. Par ailleurs, le fait d'appartenir à une minorité sexuelle n'est pas présenté comme ayant un impact sur les mobilités : ni comme une cause, ni comme un frein. Pourtant, les vécus du rural et de l'urbain sont tout de même modelés par leur identité en tant que lesbiennes, et leurs parcours ont également un impact sur la manière dont elles s'identifient et pensent leur identité : c'est ce que nous allons étudier plus en détails dans la prochaine partie.

## 2. Fuir la ville ?

Dans cette seconde partie, nous allons revenir plus en détails sur les manières qu'ont les enquêtées de s'identifier, et ce que cela implique dans leur rapport au rural. Nous allons voir qu'il s'agit d'un groupe plutôt hétérogène, avec des rapports à l'urbain et au rural assez différents mais qui dépendent beaucoup de l'âge auquel elles y ont vécu, de la manière dont elles s'identifiaient à ce moment, et de leur situation de couple. Dans tous les cas, leurs expériences contredisent complètement le modèle de la « fuite vers la ville » (Eribon 1999), et montrent comment elles ont pu s'approprier certaines ressources en milieu rural.

### a. De différents parcours de construction de l'identité

En premier lieu, pour bien comprendre comment la construction de l'identité et la perception des lieux de vie s'imbriquent chez les enquêtées de la troisième catégorie, il s'agit de bien comprendre comment elles se définissent, et comment elles en sont venues à s'identifier de la sorte. Dans ce groupe, certaines ont des parcours d'identification lesbienne qui ressemblent en de nombreux points à ceux des enquêtés des deux premiers groupes. Premièrement, Amélie a une manière de vivre son identité assez similaire à celle des personnes de la première catégorie. Elle me raconte avoir découvert de nombreuses nouvelles ressources à son arrivée dans une grande ville. En effet, quand je lui demande ce qui l'a aidée à se dire lesbienne, elle m'explique :

*« Le fait d'être politisée, seulement. Le fait de fréquenter des milieux avec des personnes politisées et de faire l'expérience du fait que, oui, être lesbienne c'est cool. Parce qu'on te le vend comme un truc qui va te gêner la vie, qui va être horrible, et après tu sors dans des milieux, tu fréquentes des gens comme toi et tu te dis bah... pas du tout ! C'est cool ! Et du coup tu t'appropries le fait que ce n'est pas juste un mot valise dégueulasse qui recouvre des choses sombres, et... non c'est juste cool. »*

Je lui demande ensuite quels étaient ces lieux, où ils se trouvaient et à quel âge elle les a fréquentés, elle m'explique que c'est une amie lesbienne qu'elle a rencontré à l'université qui lui a fait découvrir ces espaces :

*Et en fait ouais je suis arrivée à Bordeaux, je l'ai rencontrée, elle était dans ma classe en fait à la fac, et de suite... en fait moi c'était un truc hyper tabou, j'avais une meuf quand j'avais été au lycée, un petit peu, c'était... il fallait pas le dire. [...] Là j'arrive en ville et en fait il y a des gens qui sont vraiment en couple en étant deux meufs, deux mecs, enfin bref, ça existe. Et ma pote [...] est venue me voir juste en me demandant : t'as une meuf ? [...] Et j'étais en mode... c'est une question qui peut se poser genre ? Ici les gens sont pas répugnés de ça et c'est juste un sujet normal, ok. Et elle, elle avait une meuf à l'époque, et elle en parlait comme n'importe qui. Et cette meuf avait la cote, c'est-à-dire c'était pas quelqu'un de pointé du doigt, elle était populaire. Et moi je me disais c'est trop cool, elle est gouine, elle est populaire, elle s'en cache pas, donc de suite ça revêt un autre aspect directement. Donc à partir de là ouais c'était cool et c'est elle qui m'a fait sortir dans des lieux un peu... un peu LGBT. C'était principalement un bar craignos à Bordeaux, qui est un peu le bar de référence quand t'es gay. On t'amène à ce qui s'appelle le [nom du bar]. [...] Et après il y avait à l'époque, il y a plus de dix ans, on avait un bar qui s'appelait le [nom du deuxième bar]. Et le [nom du deuxième bar] c'était le bar des gouines. [...] Bref, elle m'a traîné dans ces endroits là et j'étais en mode, ah ouais, tout ça existe ! Donc c'était cool. »*

Donc, Amélie, qui se définit en utilisant notamment le terme « gouine », a fait la découverte d'espaces de sociabilités lesbiens en ville, ainsi que d'une amie lesbienne. Ces endroits lui ont permis de se politiser et de retourner le stigmaté du terme « gouine » afin de l'utiliser pour se définir (Goffman 1986; Nicaise 2016). Elle pense d'ailleurs que son identité de lesbienne est liée à sa politisation :

*« Tu vois, la meuf que je vois, elle est bi. Enfin, elle est bi. Elle n'aime pas avoir d'étiquette, mais si elle a une étiquette qu'elle doit... Enfin, l'étiquette qui lui sied le mieux, c'est être bi parce qu'elle est attirée par les mecs et par les meufs. Mais elle me fait rire parfois parce que moi, j'ai tendance à dire que les bi, c'est les meufs potentiellement qui ont le moins le potentiel à être politisées. Et je me fais avoir parce que pour le coup, elle, parfois, elle dit des trucs, je suis en mode... est-ce que tout va bien ? Même moi, gouine, je pense être quand même pas mal politisée, je me dis mais... c'était radical de dire ça quand même. Et bien sûr, enfin oui, je me surprends dans mes biais à la con et ouais parfois, elle dit des trucs où je suis en mode ok, la meuf est plus radicale que moi, d'acc. »*

Ici, Amélie explique qu'être lesbienne la rendrait automatiquement plus politisée qu'une femme bisexuelle, même si elle reconnaît qu'il s'agit d'un biais de sa part. Son profil et son travail de formation de son identité ressemblent donc en de nombreux points aux parcours des enquêtés du premier groupe : en allant faire des études, elle a acquis des ressources (notamment militantes) qui lui ont permis de s'affirmer en tant que « gouine » et de politiser cette identité.

Ensuite, les autres ont construit leur identité d'une manière assez particulière par rapport à Amélie et aux enquêtés des premiers groupes. C'est le cas de Clarence, dont le parcours diffère déjà parce qu'elle a grandi dans un grand centre urbain, et fréquenté des bars et des boîtes LGBTQIA+ dans sa ville lorsqu'elle était plus jeune. Elle préfère se dire « gay » ou « homo », et ne se dit pas très engagée en politique, ce qui n'est pas sans rappeler les profils des personnes du

deuxième groupe. En revanche, contrairement à elleux, elle a connu une ascension sociale assez importante : ses deux parents n'avaient pas le bac et étaient ouvrier.es, et elle est diplômé.e d'un master et appartient à la catégorie socio-professionnelle des cadres et professions intellectuelles supérieures. Ce qui la différencie d'Amélie ou des enquêté.es du premier groupe est notamment le fait d'avoir commencé ses études sur le tard, de ses 40 à 46 ans. Elle a alors fait 5 ans d'études sans déménager, en habitant dans le grand centre urbain où elle a grandi en Alsace et en faisant les allers-retours avec son université d'abord dans la Marne, puis dans le Doubs. Je suppose alors que son expérience de l'université a été radicalement différente de celle des jeunes adultes qui quittent le domicile familial pour déménager dans une grande ville, et que les ressources qu'elle y a acquises sont également différentes et ont eu un impact moindre sur la manière dont elle pense son identité, notamment dans sa dimension politique. Ensuite, son profil se distingue aussi par son rapport à son identité de genre : elle s'identifie en tant que femme, mais me parle d'une « période transgenre » où elle s'est identifiée comme un homme de ses 15 ans à ses 24 ans.

*« Clarence : alors là-dessus à l'époque en tout cas à cette période-là je disais que j'étais un garçon donc je disais que j'étais un garçon et que j'aimais les femmes ce qui était normal mais c'est que après quand je suis sortie de ça, de cette problématique-là d'identité que je me suis dit que j'étais homo.*

*Elisa : Donc en fait c'était pas vraiment un sujet dans ta tête l'orientation sexuelle à cette époque-là ?*

*Clarence : Non mais je pense aussi que le fait que mes parents l'aient pas accepté a aussi joué dans ça.*

*Elisa : C'est-à-dire ?*

*Clarence : Et bien je pense que s'ils avaient accepté que j'étais avec une fille, je n'aurais peut-être pas été dans ce délire aussi d'être un garçon. Parce que ça relevait de quelque chose de médical, donc c'était peut-être plus facile à accepter et du coup... ouais »*

Le fait que Clarence interprète sa « période transgenre » comme un moyen pour elle de légitimer son homosexualité montre la force avec laquelle l'hétéronormativité<sup>24</sup> pèse sur les femmes : elle a donc pensé qu'il serait moins difficile pour elle de se faire accepter socialement en changeant d'identité de genre plutôt qu'en se présentant comme une femme qui aime les femmes. En effet, les femmes sont définies (au moins en partie) par le désir masculin qu'elles suscitent (Beaubatie

---

<sup>24</sup> L'hétéronormativité désigne « l'ensemble de relations, actions, institutions, discours et savoirs qui constituent et reproduisent l'hétérosexualité comme « normale », souhaitable, voire naturelle et obligatoire » (Fidolini 2018)

2019), et elles sont davantage soumises à l'obligation à l'hétérosexualité que les hommes (Rich 1980).

Alixé et Erin ont en commun d'avoir commencé à se dire lesbiennes assez tard comparé aux autres personnes avec qui j'ai échangé. Alixé avait 31 ans, et Erin en avait 25. Pour Erin, contrairement à beaucoup d'autres enquêtées, ce n'est pas le départ vers la ville et l'université qui ont été un tremplin à l'auto-identification lesbienne, mais la rencontre avec un couple de femmes dans son club de sport, ce qui rappelle l'expérience d'Agathe dans le chapitre précédent :

*« Et en fait, quand j'ai commencé... Parce que moi, je faisais pas mal de sport, donc quand j'ai commencé à faire... Moi, je faisais beaucoup d'escrime. Et quand j'ai commencé à en faire à Bordeaux, je suis partie de Toulouse pour aller faire mes études à Bordeaux, l'escrime, là-bas, il y avait un couple de lesbiennes qui étaient dessus, donc je commençais à me poser plein de questions, tu vois. Je les observais tout le temps, on est devenus potes, et ainsi de suite. Bon, il y a eu des attirances d'un côté de l'autre, donc à un moment donné, ça a foutu le bordel. Mais... Et puis là, c'est devenu une évidence pour moi, en fait. »*

Avant cette rencontre, elle est sortie pendant 4 ans avec un homme, ce qui n'est pas atypique dans les parcours lesbiens (Chetcuti-Osorovitz 2013). C'est seulement après cette rencontre qu'elle a commencé à penser son identité lesbienne, et peu de temps après, elle a déménagé en Angleterre et rencontré sa première partenaire. Ensuite, Alixé, qui elle n'a pas fait d'études supérieures, a commencé à se dire lesbienne après la rencontre avec un ami homosexuel :

*« Elisa : Est-ce que tu as toujours su que tu étais totalement lesbienne ?*

*Alixé : Disons que je l'ai pressenti très jeune, mais sans... sans vraiment mettre une étiquette dessus, et je dirais même que j'ai fait du déni sur ce que je ressentais jusqu'à l'âge de 31 ans en fait.*

*Elisa : D'accord. Et qu'est-ce qui a fait que ce déni s'est arrêté et que tu as commencé à l'accepter ?*

*Alixé : [rit] tout simplement parce que là où je bossais, j'étais très proche d'un collègue qui est homosexuel, et un jour il m'a dit « de toutes façons toi t'es de la partie ». »*

*« Je pense que si j'avais pas fait cette rencontre avec ce collègue qui m'avait aidée à... à me reconnaître, à m'assumer euh je pense que... je... je serais certainement restée célibataire toute ma vie. » Alixé*

Alixé a aussi eu une relation de couple avec un homme à 19 ans, puis sa première relation lesbienne à 31 ans, après la rencontre avec ce collègue qui l'a menée à repenser son identité sexuelle. Les parcours d'Alixé et d'Erin montrent que le processus de déshétérosexualisation (Chetcuti-Osorovitz 2013) ne passe pas toujours par une première relation avec une personne qui se dit lesbienne, et que la fréquentation d'espaces festifs et militants féministes et/ou lesbiens n'est pas obligatoire (Ibid.).

Enfin, Anaëlle a un parcours unique parmi mes enquêtées puisqu'elle a commencé à se dire lesbienne au moment de son coming out en tant que femme trans. Elle avait alors 48 ans, et avait déjà eu six enfants avec son ex-femme. Elle est restée trois ans avec sa partenaire de l'époque

après son coming out, et elles se sont séparées peu de temps avant notre entretien. D'après une enquête de l'Inserm de 2010, son parcours est assez typique parmi les personnes MtF<sup>25</sup> : près de la moitié d'entre elles effectuent leur transition sur le tard (vers 45 ans), après avoir fondé une vie de famille en tant qu'hommes hétérosexuels (Beaubatie 2019). Parmi les femmes trans ayant été mariées ou pacsées avant leur transition, plus de 95 % l'ont été avec une femme (Ibid.). Selon le sociologue Emmanuel Beaubatie, ces transitions tardives des MtFs sont liées à la stigmatisation particulière dont elles sont victimes : contrairement aux personnes assignées au genre féminin à la naissance et qui se masculinisent, ce qui peut être valorisé dans certains contextes, la féminité est perçue comme un déclassement (Beaubatie 2019). C'est donc une des raisons qui expliquent que beaucoup de femmes trans retardent leur transition, et essaient de vivre leur vie en tant qu'hommes.

En revanche, le parcours de construction d'identité d'Anaëlle est atypique dans le sens où elle s'est identifiée comme lesbienne dès son coming out trans :

*« Elisa : Et donc... Ça s'est passé... Encore une fois, tu me dis si t'as pas envie d'en parler, mais ça s'est passé comment, ce coming out à ta partenaire ?*

*Anaëlle : Ben, c'est moi qui me suis effondrée. On était allées manger en ville et puis avant de rentrer à la maison, ben, on avait fait le tour du marché de Noël et puis, comme tous les soirs, on s'endormait, on s'enlaçait dans les bras et puis on se faisait des câlins avant de s'endormir. Et puis là, j'ai craqué. Je me suis effondrée en larmes et puis voilà. Donc, je lui ai expliqué que ben Anaëlle elle voulait vivre. Et puis, une fois que j'ai fini de pleurer, elle m'a dit, t'es en train de me dire que tu vas me quitter pour un mec ? Et puis, c'est là que je me suis dit, hein quoi ? Ah, non, non, surtout pas. »*

En effet, « au cours de la transition, toutes les femmes trans' en viennent, plus ou moins durablement, à l'hétérosexualité féminine et à ce qu'elle suppose en termes de séduction » (Beaubatie 2019). Les orientations sexuelles sont un « foyer de la fabrique du genre » (Clair 2013) et l'hétérosexualité, qui agit comme fabrique de la féminité, peut alors être un moyen pour les femmes trans de satisfaire une recherche de validation par le désir masculin (Beaubatie 2019). Ici, le parcours d'Anaëlle nuance les résultats de l'enquête d'Emmanuel Beaubatie : elle a tout de suite rejeté l'hétérosexualité au moment de son coming out en tant que femme trans auprès de sa partenaire de l'époque, et s'est dit lesbienne directement.

---

<sup>25</sup> MtF (Male to Female) fait référence aux personnes dont le genre assigné à la naissance est masculin, et qui ont effectué une transition vers le genre féminin.

Donc, les différentes manières dont les enquêté.es vivent leur identité de genre et sexuelle sont liées à leurs parcours divers, que ce soit en termes de mobilités sociales, mobilités géographiques et résidentielles, leur niveau de diplôme, etc. Ces différents profils témoignent de la pluralité des expériences lesbiennes des personnes avec qui j'ai pu effectuer un entretien, et nous allons voir maintenant comment ces différents parcours et expériences impactent leur vécu de la vie en milieu rural.

#### b. Vivre en milieu rural au-delà de la jeunesse lesbienne : d'autres contraintes et ressources

Pour beaucoup des enquêtées du troisième groupe, les contraintes liées au milieu rural qui avaient été identifiées par des personnes du premier et deuxième groupe persistent. Premièrement, il y a la question de l'occupation du temps libre, et de l'accès difficile à des loisirs : *« Alors je dirais que depuis que je vis à la campagne, non j'ai plus beaucoup de hobbies [rit], à part me promener dans la nature avec mes chiennes. Euh avant je pratiquais le badminton, je faisais du ski, euh j'étais bénévole à la SPA. Je suis toujours bénévole pour des associations de protection d'animaux mais je suis plus à la SPA même, et je fais plus partie d'aucun club sportif ou autre en fait. »* Alixe

*« Il n'y a pas de commerces. Il n'y a pas de vie, il n'y a rien. Il y a juste un village qui s'appelle un village et il ne s'y passe rien ».* Amélie

Amélie est la seule qui a grandi en milieu rural et avait déjà identifié qu'elle était lesbienne à ce moment-là. Son discours est alors très similaire à celui des enquêté.es du premier groupe, qui expliquent qu'il est difficile de se construire en tant que minorité sexuelle dans une commune rurale :

*« Je savais avec certitude que je n'allais jamais trouver de personnes queer, c'est surtout ça. [...] Complètement seule au monde et isolée. Jusque 17 ans où je suis arrivée à Bordeaux, je me suis dit : Quoi ? c'est quoi ça ? Genre, des gens queer et des gens où je me disais, ils sont queer et c'est cool. C'était pas genre, le seum. C'était pas des parias. »*

En n'ayant aucune représentation de personnes lesbiennes visibles dans son environnement, elle pensait être seule et avoir un « problème » : *« Personne n'a ton problème. Tu es seule à avoir ces soucis. »*. Au moment de sa première relation lesbienne, au lycée, elle a adopté la même stratégie de discrétion que certaines enquêtées du premier groupe :

*« Et à partir de là, on a été un peu en relation. On pensait qu'on était discrète. C'est-à-dire qu'on se voyait au lycée. On se trouvait un coin. On s'absentait. On se disait, c'est bon, personne ne va voir. Et en fait, un ou deux ans plus tard, quand ça s'est un peu su et que moi, j'étais un peu plus out officiellement. Officiellement... Tout le monde le savait, mais officiellement. J'en ai parlé à des potes et je leur ai dit, mais vous saviez ? Ils étaient là, mais bien sûr qu'on savait. Tu crois quoi ? Tout le monde savait. Vous pensiez être discrètes, mais pas du tout. Donc oui, tout le monde savait. »*

Par ailleurs, cet extrait de notre premier entretien montre également la force des réseaux d'interconnaissance en milieu rural : même en essayant de cacher sa relation et son identité sexuelle, « *tout le monde savait* ». Les contraintes perçues et vécues par Amélie au moment de sa jeunesse rappellent donc celles décrites par Didier Eribon dans *Réflexions sur la question gay* (Eribon 1999), et par nombreux.es enquêté.es du premier groupe. Pourtant, le parcours d'Amélie démontre bien que les espaces ruraux ne sont pas juste des espaces à fuir, dépourvus de ressources : sans nier les contraintes qui ont pesé sur elle en tant que jeune lesbienne, Amélie m'a aussi expliqué les différentes raisons et ressources liées au rural qui l'ont menée à s'y installer à nouveau, et que nous avons déjà évoquées dans la première partie de ce chapitre (nature, prix des logements, cycles de vie, etc.). Certaines contraintes semblent même être perçues maintenant comme des ressources, comme les réseaux d'interconnaissance, qu'Amélie dit apprécier.

Enfin, les expériences de Clarence et Erin sont encore différentes et viennent également nuancer l'idée selon laquelle le rural serait un espace totalement contraignant pour les minorités sexuelles, au contraire de la ville (Eribon 1999). Tout d'abord, Clarence, qui a grandi dans un centre urbain, m'explique qu'elle ne se sent pas plus invisibilisée ou moins la bienvenue en tant que femme en couple lesbien dans sa commune rurale par rapport au grand centre urbain où elle vivait avant :

*« Clarence : Après, par exemple, on connaît bien Madame le Maire. Enfin, on connaît bien... Elle sait qui on est. Elle nous a bien identifiées. Elle sait qu'on est ensemble. Voilà. Nous, on le cache pas, quoi. Je veux dire, même par rapport ici, tout le monde dans l'immeuble, on se connaît très bien. Voilà, on assume.*

*Elisa : Mais vous avez déjà eu des... Un peu des réactions hostiles de certaines personnes ?*

*Clarence : Pas ici, non.*

*[...]*

*Clarence : Je trouve que... Enfin pour moi en tout cas, y a pas forcément de différence entre le vécu que j'avais de ça à [grand centre urbain] et ici. Pour l'instant, quoi. Ouais.*

*Elisa : Donc, y avait pas... Ce truc de la visibilité, de la représentation à [grand centre urbain], c'était pareil ? Tu ne sentais pas...*

*Clarence : Moi je trouve c'était pareil hein. Tu ne te sentais pas plus représenté ou visible à [grand centre urbain]. Pas du tout. Non. Non, non. »*

Pour Clarence, la vie en ville n'a pas été synonyme de représentation et de visibilité queer, au contraire que ce qu'avance Didier Eribon dans *Réflexions sur la question gay* (Eribon 1999), et elle ne semble donc pas trouver la vie en milieu rural plus hostile ou contraignante.

Enfin, Erin, qui habite dans une commune rurale à habitat dispersé de moins de 150 habitant.es, montre que la vie en milieu rural ne rime pas toujours avec invisibilité et isolement :

*« Mais c'est cool, je crois qu'on est... Alors... Moi, je suis lesbienne, je crois qu'il y a au moins un, voire deux autres couples de lesbiennes et un couple de gays dans ce village. »*

Même si les contraintes identifiées comme propres aux milieux ruraux par les autres enquêtés.es sont également présentes, dans une certaine mesure, dans les discours des enquêtées du troisième groupe, leurs différentes expériences et vécus du rural montrent qu'il ne s'agit pas toujours d'un espace où l'invisibilité ou l'hostilité envers les minorités sexuelles et de genre sont la règle, et où de nombreuses ressources (prix de l'immobilier, qualité de vie, etc.) viennent mettre en balance ces contraintes. Maintenant, nous allons voir quel est leur rapport à la vie en milieu urbain, en tant que personnes qui ont choisi de quitter la ville pour s'installer dans des communes rurales.

### c. La perception de la ville par celles qui l'ont quittée : fuir la ville, trouver refuge à la campagne ?

Les enquêtées du troisième groupe sont, sans surprise, celles qui ont les discours les plus péjoratifs vis-à-vis de la vie en milieu urbain.

Premièrement, beaucoup de leurs critiques font écho aux raisons qui les ont poussées à partir vers le rural : le bruit, la densité de population, au contraire du calme et de l'espace des petites communes.

*« Et depuis 3 ans, c'était un choix de ma part de venir vivre à la campagne. Parce que je supportais plus tout ce brouhaha, le trafic, euh c'est vraiment cette vie bruyante, où il avait... où on n'a pas l'impression de... d'être en mesure de... de s'intérioriser, fin de se retourner, de se tourner vers soi, et d'avoir des moments d'intimité quoi. Tu sors dans la rue, il y a tout de suite quelqu'un quoi. Alors qu'à la campagne, je peux faire des kilomètres avant de rencontrer quelqu'un des fois. »* Alixe

Ensuite, leurs critiques des espaces festifs dédiés à la communauté LGBTQIA+ qui existent en ville rappellent celles formulées par les enquêtés.es des chapitres précédents, qui montrent les limites de ces espaces : ils ne sont pas accessibles à toutes de la même manière, et n'ont pas le même rôle dans leurs trajectoires.

*« Alixe : Il m'avait donné des adresses sur Paris, et je suis allée une fois un samedi soir dans un de ces bars, et honnêtement je me suis sentie tellement mal que je suis partie au bout d'une demi-heure et je suis plus jamais retournée dans un bar gay [rit].*

*Elisa : D'accord. Et qu'est-ce qui a fait que tu t'es sentie mal comme ça ?*

*Alix : Ben en fait quand je suis rentrée tous les regards se sont tournés vers moi, euh je me suis installée à une table tranquillement euh et j'avais l'impression d'être une pièce de boucher à l'étalage quoi. »*

*« Erin : Déjà à Toulouse je trouve pas énormément de... Bah c'est soit... Alors déjà il y a beaucoup moins d'espace pour les lesbiennes, pour être honnête, je crois que le seul qu'il y avait a fermé. Et puis c'est souvent des beaucoup plus jeunes que moi, etc. Moi je préfère discuter. [...] Mais j'arrive pas à être naturelle, il y a beaucoup de bruit. Moi j'aime bien discuter en fait. Et boire un coup, je suis pas sûre. Et puis*

*franchement j'aime pas aller en ville. Je vais être honnête, j'aime pas aller en ville [rit]. Ça me stresse, les gens ils te klaxonnent toutes les deux secondes à chaque fois que tu essayes de prendre une route et de chercher ton chemin. Voilà. Moi la ville ça me stresse. »*

Erin et Alixe expriment se sentir mal à l'aise dans les espaces festifs queers à Paris et à Toulouse, notamment parce que la majorité de ces lieux ne sont pas dédiés à la communauté lesbienne, ou encore parce qu'ils sont fréquentés surtout par des personnes plus jeunes.

Enfin, Clarence, qui a uniquement vécu dans des grands centres urbains avant de déménager dans un bourg rural avec sa compagne, tient un discours sur la vie en ville à l'opposé de celui de Didier Eribon dans *Réflexions sur la question gay* (Eribon 1999) :

*« Il y avait des bandes de jeunes qui venaient de la ZUP<sup>26</sup> qui venaient squatter le soir qui s'installaient sur nos escaliers qui mangeaient, qui buvaient, qui pissaient contre la porte toutes les nuits, qui restaient jusqu'à 4h du mat. Certains se faisaient agresser, insulter. Enfin franchement... Franchement, c'était l'horreur. Je veux dire, ça, au bout d'un moment, c'est plus possible. Malheureusement. Et tout le monde dans le quartier bougeait. » (Clarence)*

La « ZUP » (quartier prioritaire au titre de la politique de la ville) à laquelle elle fait référence est une zone située dans la banlieue du grand centre urbain où elle habitait alors. Ce quartier est en effet classifié « zone de sécurité prioritaire » (ces zones sont définies par le Ministère de l'Intérieur comme des territoires géographiques qui souffrent particulièrement d'insécurité et de délinquance, et qui connaissent des dégradations importantes de leurs conditions de sécurité depuis plusieurs années). Cette différence entre ce vécu de la ville et celui de Didier Eribon s'explique par le fait qu'il ne parle pas des espaces populaires urbains. Il accède à la ville en tant qu'intellectuel, et a accès à des espaces plus valorisés. Il est tout de même important de noter que le discours de Clarence est un discours qui rappelle les représentations médiatiques dévalorisantes des jeunes issus de banlieue, et les stéréotypes qui les assimilent à la violence, la drogue, etc. (Derville 1997). Dans tous les cas, pour Clarence, ce n'est pas l'atmosphère du rural qui est « hostile, voire haineuse » (Eribon 1999) et la ville qui représente un refuge, mais bien l'inverse : son profil et son parcours sont à l'opposé du modèle de la « fuite vers la ville » (Ibid.).

Donc, les enquêtées du troisième groupe ont des perceptions des milieux urbains qui viennent apporter de la nuance à la mythologie de la ville comme un symbole de liberté dans l'imaginaire gay (Eribon 1999) : tout comme les milieux ruraux, ce sont des espaces avec à la fois des

---

<sup>26</sup> Zone à urbaniser par priorité

contraintes et des ressources, et qui ne représentent pas un refuge pour des lesbiennes âgées, comme pour beaucoup d'autres minorités de genre et sexuelles qui ne sont pas des hommes gays, blancs et aisés (Giraud 2019). Dans la prochaine sous-partie, nous allons voir les stratégies mises en place par les enquêtées du troisième groupe pour faire face aux contraintes des milieux ruraux, notamment via l'usage des réseaux sociaux numériques et d'applications de rencontres.

#### d. Des stratégies pour faire face aux contraintes du rural

Une contrainte importante des milieux ruraux selon mes enquêtées est la difficulté de faire des rencontres amoureuses, dans des espaces où la visibilité lesbienne est particulièrement réduite et où il n'existe que très peu d'espaces pour faire communauté :

*« Elisa : C'est par rapport aux rencontres et à la vie amoureuse en lien avec la campagne et avec la ville. Est-ce que tu ressens une différence ? Est-ce que c'est un truc qui t'impacte dans la vie ou pas du tout ?*

*Amélie : Mais je pense que c'est un truc commun aux gens isolés de la campagne. C'est que tous, de la même manière, tôt ou tard... Il y a un moment où t'es obligé d'aller te greffer à la ville pas loin de chez toi pour essayer de trouver du monde. Même si c'est pas des gens de Bordeaux même, c'est des gens qui, comme toi, de leur campagne, sont venus migrer là où il y avait de la lumière. C'est malheureux, mais... Ici, c'est exclu, en fait, de trouver qui que ce soit. Et pourtant, on est quand même pas mal nombreux, parce que quand on discute des familles de tel bled à côté, il y a toujours un enfant gay, le fils gay, la fille gouine, il y a toujours... une ou deux cautions gays dans le coin. Donc ces gens-là, ils sont pas transparents, ils existent. Mais pour la plupart, il a fallu migrer dans la ville d'à côté pour un peu exister ou avoir de... Enfin, connaissance de ses pairs, on va dire. Et moi, c'est un peu ça qui se passe. »*

La première stratégie pour faire face à cette contrainte semble être de déménager en milieu rural avec une partenaire. En effet, à part Alixe, toutes les mobilités vers le rural des enquêtées du troisième groupe étaient des mobilités de couple long. Le couple représente donc apparemment une assurance quand on est lesbienne et qu'on s'installe dans des communes rurales, et je suppose que le célibat est un frein à la mobilité hors des grandes villes pour les minorités sexuelles et de genre.

Ensuite, une autre stratégie pour faire des rencontres et faire communauté est celle de l'usage des réseaux sociaux numériques et des applications de rencontre, comme de nombreuses autres enquêtées des premier et deuxième groupes. En revanche, les personnes du troisième groupe n'ont pas les mêmes usages du numérique que celles des autres groupes, et semblent utiliser d'autres plateformes. Elles utilisent toutes actuellement des applications de rencontre, à part Clarence, qui n'en a jamais utilisé. Cela a du sens dans la mesure où elle a grandi dans un grand centre urbain qui lui a permis de rencontrer des partenaires plus facilement qu'en milieu rural, et aussi car elle est la seule à être restée en couple avec la personne avec qui elle s'est installée en milieu rural. En plus des sites de rencontres, elles sont nombreuses à faire partie de

groupes sur Facebook dédiés aux rencontres entre lesbiennes<sup>27</sup> : c'est le cas d'Anaëlle, d'Alixé et d'Erin. Quand je demande à Anaëlle ce qu'elle y recherche, elle m'explique :

*« Parce que comme tout le monde, j'aime bien, enfin moi j'ai besoin d'énormément de... Je suis quelqu'un de très sociable donc j'ai besoin de rencontrer des gens et puis bah c'est vrai que c'est pas forcément évident d'être dans une minorité. [...]. Ouais, d'être dans une minorité lesbienne. Et puis voilà, donc j'essaie de prendre ce qui est possible pour faire un petit peu de rencontres. J'ai pas forcément envie de rester seule dans ma vie, quoi. » Anaëlle*

Anaëlle n'a pour l'instant rien retiré de l'utilisation de ces groupes sur Facebook, tout comme Erin, qui m'explique regarder ce qui s'y passe, sans que ça n'aille forcément plus loin. Alixé est la seule qui a pris contact avec quelqu'un via un de ces groupes :

*« Alixé : Pff... en fait sur ces quatre groupes-là euh... Bah pas grand-chose en fait. Si, j'ai fait quand même, j'ai quand même sur l'un d'entre eux, je saurais pas te dire lequel euh... j'ai rencontré une dame de 73 ans qui habite à une heure de chez moi. Et euh... et qui... donc on, on s'est simplement rencontrées comme ça pour discuter. Et puis du coup qui m'a proposé éventuellement de la rejoindre un jeudi soir dans un bar à... à comment... à [nom de la commune], qui est tenu par un homosexuel.*

*Elisa : D'accord. Et vous y êtes allé du coup ?*

*Alixé : Pas encore nan. J'ai pas encore sauté le pas [rire]. »*

Anaëlle et Erin, qui sont inscrites sur plusieurs sites de rencontres en plus de ces groupes sur Facebook (Zoé, Waiter, Tinder, Meetic), n'ont pas fait de rencontres grâce à ces plateformes, en partie car elles les utilisent moins régulièrement et depuis moins longtemps que d'autres enquêtées. Au contraire, Amélie et Alixé ont complètement investi ces applications comme un moyen de faire des rencontres en milieu rural. Alixé a rencontré toutes ses partenaires, ainsi que des amies lesbiennes via des sites de rencontres. En plus des groupes Facebook, elle a utilisé Gayvox<sup>28</sup>, Disons Demain<sup>29</sup> et Meetic. Pour pallier le faible nombre de profils disponibles autour d'elle, cela lui arrive de s'engager dans des relations à distance :

*« Nan rien de tout ça, en fait on s'est effectivement rencontrées sur Meetic, quand j'ai commencé à dialoguer avec elle, elle m'a dit que c'était pas elle qui s'était inscrite mais c'était sa nièce qui l'avait inscrite pour... pour qu'elle rencontre quelqu'un. Donc dès le départ, elle cherchait pas une relation sérieuse, et néanmoins, une fois qu'on a fait connaissance, il y a quand même eu une histoire de... qui a commencé*

---

<sup>27</sup> Cela est aussi lié à un biais de recrutement, puisque j'ai pris contact avec ces enquêtées via ces groupes Facebook.

<sup>28</sup> Gayvox est un des premiers portails web communautaire pour gays et lesbiennes en France. Il a été créé au début des années 2000, et fermé définitivement en 2020.

<sup>29</sup> Disons Demain est une application de rencontres pour seniors (50 ans et plus).

*mais euh on était à distance, à trois heures de route, donc euh on se voyait qu'une fois tous les quinze jours »*  
(Alix)

Amélie aussi a déjà fait des rencontres sexuelles et amoureuses grâce à des applications de rencontres, notamment Tinder et OkCupid<sup>30</sup>. En plus d'être ouverte aux relations à distance, Amélie a mis en place des stratégies pour faire face au faible nombre de profils que l'algorithme lui propose en se localisant à Paris :

*« Amélie : Donc là, si tu comptes dater, quand tu te mets sur les applis, t'as le truc de... à X kilomètres autour de toi, si vraiment tu mets un truc qui balaye la zone sans aller jusqu'à Bordeaux, il n'y a personne. Et même quand tu inclus Bordeaux, qui est sensé être la ville la plus proche, Bordeaux la ville même, il n'y a pas grand monde non plus.*

*Elisa : Mais du coup, là, est-ce que tu arrives à en retirer quelque chose quand même de l'usage de Tinder et d'OkCupid malgré un peu le « désert », j'ai envie de dire, rural ?*

*Amélie : Bah j'ai une technique de vermine en fait. Et la technique de vermine c'est de changer la localisation. Et moi je mets Paris parce qu'il y a tout le monde à Paris. [...] Après c'est peut-être pas hyper judicieux parce qu'après du coup tu rencontres des gens qui n'habitent pas dans ta ville. Mais je trouve mon compte personnellement. Donc oui ça marche beaucoup mieux du coup.*

*Elisa : Et après, du coup, comment tu fais dans le cas où tu parles avec quelqu'un qui est à Paris et il y a la volonté de se rencontrer ?*

*Amélie : Là, j'ai un date dans deux semaines avec une meuf de Paris qui vient à Bordeaux. Un week-end complet, du coup, elle le passe à Bordeaux. Après, moi, je me dis que ce n'est pas non plus le bout du monde, Paris. En vrai, tu prends le train, ce n'est pas un truc de fou d'aller à Paris. Effectivement, tu n'y vas pas tous les trois jours parce qu'il y a un budget. Mais je ne trouve pas ça un truc de fou de voir quelqu'un, c'est pas si loin que ça. Ce n'est pas en Australie quoi. Et sinon, j'avais déjà eu ça. J'avais fait un date aussi avec une meuf il y a un an. Elle était aussi de Paris. En fait, cette année, j'étais pas mal à Paris, l'année où on discutait. On avait jamais su se croiser. Donc, on avait dit, on coupe la poire en deux, on fait un date. Elle, de Paris, elle allait jusque Tours, et moi, de Bordeaux, j'allais jusque Tours. On faisait un peu moit' moit'. On a fait un date comme ça d'un week-end. Après, c'est particulier aussi, c'est que tu rencontres quelqu'un que t'as jamais vu dans un lieu neuf. Imagine, ça se passe mal, mais ça, c'est le jeu, tu vois. Ça s'est grave bien passé, en vrai. Donc, je recommande. » Amélie*

Donc, cet usage des applications de rencontres et les stratégies mises en place par Amélie, par exemple, représentent une forme de construction de « ressources minoritaires » (Giraud 2016).

---

<sup>30</sup> OkCupid est une application de rencontre américaine. Elle permet de choisir entre 13 orientations sexuelles et 22 identités de genre, et de mettre en avance des causes politiques et sociales sur son profil.

Même s'il ne s'agit pas d'espaces physiques, comme dans l'enquête de Colin Giraud dans la Drôme (Ibid.) ou comme l'investissement des espaces sportifs pour mes enquêtés du deuxième groupe, cela reste un outil que les personnes du troisième groupe utilisent stratégiquement afin de faire communauté et de rencontrer des partenaires en milieu rural.

Enfin, Anaëlle a pour projet de créer une marche des fiertés rurales là où elle habite :

*« Et puis, oui, on a une volonté avec, ben, justement, un autre couple venu là, où j'habitais, c'est de... [...] ça serait de créer la première Pride campagnarde en Suisse, quoi. »*

En effet, elle a un poste administratif dans un parti politique suisse, elle est impliquée dans la vie de sa commune, elle est membre d'un club de natation LGBTQIA+ qui lui a permis de rencontrer des personnes queers locales : tout cela lui permet de mobiliser son réseau (interpersonnel et institutionnel) afin de monter ce projet. Les appuis institutionnels et les liens interpersonnels ont en effet joué un rôle important dans la création de plusieurs prides rurales en France et en Belgique (Jaumotte 2024). L'implantation importante d'Anaëlle dans le réseau local lui permet alors un accès à de nombreuses ressources :

*« Ben, c'est assez rigolo, parce qu'en fait, nous, on a ce qu'on appelle les [sociétés de jeunesse campagnarde] donc c'est des associations de jeunes. [...] Et puis, ben, nous, le village où j'habite est trop petit, on n'a que 200 habitants. Donc, pour avoir un groupe jeunesse, on est avec un autre village de trois, quatre cents habitants. Et une des membres du comité, là, au dernier Conseil Général, était présente, elle est queer, elle. Et puis, ouais, on a causé avec la jeunesse. Et puis, eux, ils sont... ils sont assez enchantés à l'idée de participer, à nous aider à faire un événement comme ça, quoi. Et puis, ben, notre rêve ça serait d'élargir ça aux villages alentours, avec les sociétés de jeunesse alentours, puisqu'ils ont quand même une capacité de... une force d'organisation de ce genre d'événement qui est qui est importante. Donc, on pourrait faire des stands périodiques, tous les X qui... tous les X centaines de mètres où il y aurait une jeunesse qui aurait son propre truc pour ravitaillement et autres, et puis faire la fête, quoi. Donc, ouais, il y a... [...] je pense qu'on a des solutions, et puis une capacité de... de fédérer au niveau de ça. Et puis, ben, après, via le club de natation et autres, bon ça ouvre une communauté assez importante finalement. On en a... on en a d'ailleurs parlé un soir et puis ils étaient là... ils étaient là, « ah, mais c'est trop cool quoi, c'est génial ». En plus, y a un train qui passe dans le village, pas celui où on habite, mais celui à quatre kilomètres, où on pense que ça serait soit le lieu de départ ou le lieu de fin à réfléchir comment on peut le faire, donc... un moyen d'infrastructure, transports et autres, enfin, ça serait pas très compliqué. Et puis les paysans, ils ont l'habitude de ces fêtes de jeunesse, de fournir des champs pour mettre des scènes, des bars, faire des parkings. Donc finalement, on arrivera à faire quelque chose. »*

Ces différents exemples de stratégies mises en place par mes enquêtées pour faire communauté et faire des rencontres, allant jusqu'à la volonté de créer une pride rurale, montrent la manière dont elles savent faire preuve d'inventivité en usant des outils à leur disposition et en faisant des « ressources minoritaires » (Giraud 2016).

Pour conclure, ce troisième groupe d'enquêtées est un groupe beaucoup moins homogène que les autres, surtout au niveau de la classe et des origines sociales, mais aussi dans leur rapport à leur identité et leur niveau de politisation. Ce qu'elles ont en commun, ce sont les raisons qu'elles donnent quand je leur demande de m'expliquer leur départ vers le rural : la nature, le calme, le cadre de vie, un cout de l'immobilier réduit. Leurs mobilités résidentielles correspondent à des parcours assez classiques de départ vers le rural (Driant 2007) : ce sont des mobilités en lien avec le cycle de vie, qui s'inscrivent souvent dans des projets de couple et/ou familiaux. Leur déménagement vers le rural s'est presque toujours fait avec une partenaire. Ensuite, leur perception de l'urbain et du rural, ainsi que les contraintes et les ressources qu'elles ont identifiées dans ces espaces, viennent complètement contredire le modèle de la fuite vers la ville (Eribon 1999). Bien au contraire, les enquêtées du troisième groupe prouvent que les milieux ruraux ne sont pas dépourvus de ressources pour les lesbiennes, et elles font preuve d'une certaine inventivité pour faire communauté et faire des rencontres, en utilisant leur implantation locale pour créer des projets de lieux de sociabilité queers explicites (comme Anaëlle), ou en utilisant stratégiquement des applications de rencontres, qui leur permettent de se faire des ami.es ou de rencontrer des partenaires, parfois à distance.

## Chapitre 4. Repenser les mobilités lesbiennes entre rural et urbain

### 1. Des mobilités irréductibles à la sexualité minoritaire

L'étude des trajectoires et des mobilités géographiques des 26 enquêté.es a permis de rendre compte de la diversité des formes que peuvent prendre leurs parcours migratoires, bien loin du modèle réducteur de la « fuite vers la ville » (Eribon 1999). Par ailleurs, les raisons qui motivent leur mobilité sont plurielles, complexes et difficiles à identifier et nommer, et résultent d'un mélange de choix et de contraintes (Blidon et Guérin-Pace 2013). Au sein de cet arbitrage complexe, l'appartenance à une minorité sexuelle et de genre n'est jamais nommée comme une raison de quitter le rural, ni comme une raison d'y (re)venir.

#### a. Des mobilités géographiques liées à aux origines et mobilités sociales

Au premier abord, si l'on observe les trajectoires des enquêté.es du premier groupe, il semblerait qu'ils s'inscrivent dans une mobilité qui s'apparente à une « fuite vers la ville » (Eribon 1999). En effet, iels décrivent les espaces ruraux de leur enfance et de leur jeunesse comme des milieux contraignants, qui ne favorisent pas la construction d'une identité lesbienne. Au contraire, leur départ vers la ville pour les études correspond à un moment de découverte de nombreuses ressources qui permet d'affirmer leur identité : la rencontre avec des ami.es queers ou lesbiennes, la fréquentation d'espaces festifs et / ou militants LGBTQIA+, etc. Pourtant, quand on se concentre sur leur origine sociale et sur les parcours de mobilité sociale dans lesquelles iels s'inscrivent, il est clair que ces mobilités géographiques vont de pair avec des mobilités sociales, ou sont liées à une origine sociale qui favorise la poursuite d'études légitimes (Bourdieu et Passeron 1964), et ne sont pas le fruit d'une « fuite » d'une atmosphère rurale « hostile, voire haineuse » vers la ville en tant que « refuge » (Eribon 1999). En effet, parmi les enquêté.es issu.es de milieux ruraux, tous.tes ne sont pas parti.es dans des grandes villes pour effectuer des études supérieures, et certain.es l'ont fait mais n'ont pas pu ou n'ont pas voulu rester loin de leur commune d'origine. Ces personnes sont caractérisées par des origines sociales souvent plus modestes, et surtout par des parcours de mobilité sociale plus horizontaux, voire descendants. Il n'est donc pas surprenant que ces enquêté.es s'orientent vers des parcours universitaires plus courts, et / ou dans des établissements universitaires locaux (Guillemard 2021), alors que les formations considérées comme les plus prestigieuses sont concentrées dans les grandes villes (Insee 2019). Les enquêté.es du deuxième groupe, qui sont caractérisé.es par des parcours qui s'éloignent peu de leur lieu d'origine, font usage de nombreuses ressources locales et sont caractérisé.es par la possession d'un capital social localisé (Renahy 2010) : leur attachement au local et leur ancrage est plus important.

Donc, mes deux premiers groupes d'enquêté.es viennent remettre en question l'idée d'une nécessaire migration vers la ville pour les minorités de genre et sexuelles (Pollak 1982; Leroy 2009; Eribon 1999) : certain.es ne quittent pas le rural et déménagent tout en restant proches de leur commune d'origine et de leurs proches, tandis que d'autres, plus dotés en capital scolaire et culturel (Bourdieu et Passeron 1964), s'en vont vers la ville afin de réaliser des études, et/ou s'inscrivent dans des parcours de plus nette ascension sociale. Si ces personnes se plaignent en effet de contraintes qui pèsent sur elles en tant que jeunes lesbiennes qui ont grandi en milieu rural, elles montrent qu'il en existe aussi dans les grands centres urbains, où les espaces queers ne sont pas accessibles à tous.tes, et continuent d'invisibiliser les « minoritaires parmi les minorités » (Giraud 2019), comme les lesbiennes. Ensuite, le prochain groupe, et sûrement le plus surprenant, est celui des lesbiennes qui choisissent de s'installer en milieu rural, et qui ont alors une perspective encore différente sur les milieux urbains et ruraux.

#### b. Des mobilités liées à l'âge et au cycle de vie

En effet, ma troisième catégorie d'enquêtées correspond à celles qui sont (re)venues vivre en milieu rural, après avoir vécu une longue période dans des grands centres urbains. Certaines ont grandi dans des communes rurales, avant de partir faire leurs études ou travailler dans des grandes villes, et finalement retourner au rural. Ces parcours résidentiels sont des parcours mixtes, c'est-à-dire dont les étapes s'alternent entre localisations urbaines et rurales (Blidon et Guérin-Pace 2013). Certaines autres ont grandi dans des grands centres urbains, et ont progressivement déménagé dans des communes de moins en moins denses et peuplées. Ces parcours sont qualifiés de descendants, c'est-à-dire que la taille des localisations décroît au fur et à mesure des étapes (Ibid.). Les enquêtées du troisième groupe forment un groupe plus hétérogène que les deux premiers, que ce soit au niveau des origines sociales, du niveau de diplôme, de la catégorie socioprofessionnelle ou même du nombre d'étapes du parcours migratoire et de l'éloignement par rapport à la commune d'origine. Ce qu'elles ont en commun, et qui les différencie des enquêté.es des deux premiers groupes, c'est leur âge et leur position dans le cycle de vie (Driant 2007). En effet, elles ont presque toutes entre 40 et 55 ans, et ont généralement déménagé en milieu rural pour s'installer avec une partenaire de long terme, et/ou dans le cadre de projets familiaux. En ce sens, leurs parcours résidentiels sont des parcours assez classiques de départ vers le rural, qui joue un rôle d'accueil des étapes du cycle de vie, depuis la formation du couple au passage à la retraite (Driant 2007). Ici, l'origine sociale et la classe semblent donc moins importantes dans les trajectoires des enquêté.es, même si s'installer en milieu rural répond parfois à des contraintes économiques. En effet, dans les raisons citées qui expliquent le départ des grands centres urbains, il y a la volonté d'accéder à la

propriété, un coût de l'immobilier moindre pour des logements plus grands avec du terrain. Ensuite, les enquêtées du troisième groupe se rejoignent aussi dans leurs perceptions des milieux ruraux : ce sont des espaces qu'elles apprécient pour le calme, le silence, la proximité à la nature, etc. En comparaison, elles ont souvent une vision péjorative de la vie dans une grande ville.

Donc, les parcours des enquêté.es du troisième groupe viennent complètement contredire l'idée d'une fuite du rural obligatoire (Leroy 2009; Pollak 1982; Eribon 1999) : bien au contraire, la décision du déménagement en milieu rural est le fruit d'un choix, plus ou moins contraint, de quitter des contraintes en milieu urbain, qui ne sont plus assez mises en balance par ses ressources selon certain.es enquêté.es, et de rejoindre des communes jugées comme attractives pour le cout de l'immobilier, le cadre de vie, etc. Encore une fois, l'appartenance à une minorité sexuelle et de genre n'est pas présentée comme une motivation qui pousse à la mobilité.

## **2. Des perceptions du rural et de l'urbain variables**

Même si l'orientation sexuelle ne semble pas jouer un rôle décisif dans les mobilités résidentielles de mes enquêté.es, leur vécu de l'urbain est tout de même impacté par leur identification et leurs pratiques sexuelles, et vice versa. Par ailleurs, leurs perceptions et vécus dépendent aussi du type de commune où de ville où iels habitent, et qui témoignent de la diversité des configurations existantes au sein des catégories administratives de « rural » et « urbain ».

### **a. Aménités urbaines, aménités rurales**

Pour rappel, les aménités désignent les attributs et composantes de la qualité de vie d'une zone géographique, qui expliquent en partie son attractivité (Mouate 2019). Elles peuvent être considérées comme naturelles et intangibles, par exemple le climat d'un territoire, ou bien peuvent être façonnées par les humains, par exemple l'offre de lieux culturels d'un territoire (Ibid.). Mes enquêté.es ont identifiées de nombreuses aménités, liées à la vie en milieu rural et en milieu urbain, qui les ont incitées à s'installer dans certaines communes ou villes, et à en quitter d'autres.

Premièrement, parmi les aménités qui rendent l'urbain attractif pour mes enquêté.es, il y a de nombreux éléments que Didier Eribon identifie dans *Réflexions sur la question gay* (Eribon 1999) : l'anonymat, la liberté, la possibilité de faire communauté. Ensuite, il y a d'autres aménités qui ne sont a priori pas liées à l'identité sexuelle et / ou de genre : la possibilité d'occuper son temps libre grâce aux lieux festifs, commerciaux et culturels bien plus facilement accessibles (centre commerciaux, cinémas, musées, etc.), et la présence de transports en commun développés. Ces atouts sont surtout présents dans les discours des enquêté.es du premier groupe.

Ensuite, les aménités du rural sont surtout identifiables dans les discours des enquêté.es des groupes deux et trois. En effet, parmi ces personnes, certaines ont choisi de rester en milieu rural, ou d’y (re)venir, en partie incité.es par les aménités qui y sont liées. Elles m’ont alors parlé d’un attachement à la culture locale, de la proximité à la nature, de la qualité de vie, du calme et du silence, de la présence d’animaux ou encore de la possibilité de faire des sorties sportives en plein air. Certains éléments identifiés par Didier Eribon comme des contraintes liées au milieu ruraux pour les gays et les lesbiennes, comme la force des réseaux d’interconnaissance (Eribon 1999), ont même été présenté comme un atout des communes rurales par une enquêtée. En ce qui concerne les aménités rurales, elles n’ont a priori pas de lien avec l’orientation sexuelle et/ou l’identité de genre. Contrairement à certaines aménités de l’urbain, qui représentent selon les discours de mes enquêté.es une aide à l’affirmation de leur identité de genre et/ou sexuelle (par exemple la présence d’associations féministes et/ou LGBTQIA+), le rural n’est pas présenté comme ayant des éléments avec un rôle similaire. Les aménités du rural présentées par mes enquêté.es ne sont pas spécifiques aux minorités sexuelles et de genre.

Donc, les entretiens que j’ai effectués m’ont permis de voir pourquoi les espaces urbains et ruraux étaient attractifs selon certain.es enquêté.es, et quel lien cela avait (ou non) avec leur manière de s’identifier. Chacun de ces espaces possède des ressources perçues et vécues différemment en fonction des personnes et des communes, et il en va de même des contraintes.

#### b. Des espaces contraignants pour les enquêté.es

Tout d’abord, les espaces ruraux sont perçus et vécus comme très contraignants pour les enquêté.es du premier groupe et une partie de ceux du deuxième. En effet, ils sont décrits comme des milieux où il est difficile d’occuper son temps libre, où il n’y a « rien », où la population est plutôt âgée et où le manque de transports en commun rend difficile les déplacements et les rencontres avec des ami.es ou des partenaires. Ces contraintes ne sont pas spécifiques aux jeunes lesbiennes, mais sont assez généralement perçues de la sorte par les jeunes femmes qui vivent et grandissent en milieu rural (Amsellem-Mainguy 2021). En revanche, mes enquêté.es ont aussi identifié des contraintes qui leur pèsent particulièrement en tant que minorités sexuelles et de genre : le manque de visibilité, l’absence de lieux de sociabilité dédiés à la communauté LGBTQIA+, ou les difficultés à rencontrer des partenaires. Toutes ces contraintes rendent difficile de s’affirmer en tant que lesbienne quand on a grandi, et/ou qu’on vit encore dans une commune rurale. D’ailleurs, elles sont aussi parfois perçues et vécues par des enquêté.es qui vivent dans des communes classifiées administrativement comme des grands centres urbains, mais qui comportent des caractéristiques semi-rurales, en fonction de leur taille, de leur nombre d’habitant.es, de leur proximité à une grande métropole ou à une frontière par exemple.

Ensuite, les milieux urbains sont également vécus comme contraignants par certain.es enquêté.es, en particulier celles du troisième groupe. Elles décrivent les grands centres urbains comme des espaces bruyants, stressants, où le coût de l'immobilier est important et où l'atmosphère est parfois ressentie comme hostile. En outre, contrairement à ce qu'affirme Didier Eribon dans *Réflexions sur la question gay* (Eribon 1999), la ville n'est pas un refuge pour mes enquêté.es lesbiennes et queers. En effet, même s'ils sont nombreux.ses à expliquer que déménager en ville les a aidé.es à s'affirmer dans leur identité, notamment par la rencontre avec des personnes qui revendiquent leur identité queer, et la fréquentation d'espaces festifs et militants dédiés à la communauté LGBTQIA+, leurs discours montrent aussi qu'ils ne se sentent pas tout à fait à leur place dans ces lieux de sociabilité. Les bars et boîtes queers sont surtout dédiés aux homosexualités masculines, blanches et aisées, et ce sont des espaces de renforcement d'une homonormativité sélective socialement, qui participe à maintenir et renforcer les inégalités présentes au sein de la communauté LGBTQIA+ : par conséquent, les personnes trans et non-binaires, les lesbiennes, les personnes racisées ou handicapées sont maintenues à la marge de ces espaces (Giraud 2019).

Donc, les milieux urbains et les milieux ruraux sont porteurs de contraintes qui, tout comme les ressources, sont perçues et vécues différemment en fonction de mes enquêté.es. Leurs discours permettent de déconstruire l'idée selon laquelle la ville serait un refuge pour les minorités sexuelles (Eribon 1999) : les espaces lesbiens sont rares (Cattan et Clerval 2017), et les espaces dédiés à la sociabilité queer sont particulièrement socialement sélectif et homonormatifs (Giraud 2019). Dans les espaces urbains comme ruraux, mes enquêté.es montrent qu'ils mettent en place des stratégies pour faire face aux contraintes en construisant et mobilisant des ressources minoritaires (Giraud 2016).

### **3. Stratégies de mobilisation de ressources minoritaires en milieu urbain et rural**

Les contraintes énoncées dans la partie précédente ne sont pas figées, perçues et vécues de la même manière par tous.tes mes enquêté.es, et iels n'y font pas face de la même manière. Dans tous les cas, leurs expériences sont la preuve de leur capacité à construire et mobiliser des ressources dans des espaces qui peuvent être perçus comme contraignants, que ce soit en milieu rural, ou en milieu urbain.

#### **a. Investir les espaces physiques pour faire communauté**

Dans les trois groupes, les enquêté.es ont mis en place des stratégies pour faire face aux contraintes du rural et de l'urbain, et ont trouvé moyen de faire communauté. Pour faire face au

faible nombre d'espaces lesbiens dans les grandes villes comme Paris (Cattan et Clerval 2017), ainsi qu'aux limites importantes des espaces dédiés à la communauté LGBTQIA+ (Giraud 2019), certain.es ont fait preuve d'inventivité à travers la construction de territorialités lesbiennes alternatives, en créant des soirées itinérantes faites par et pour les lesbiennes, et qui investissent différents lieux, à différents moments (Cattan et Clerval 2017). La création et la fréquentation de ces lieux festifs constitue alors une stratégie pour faire communauté et rencontrer des partenaires en ville face à la faible offre d'espaces lesbiens, qui jouent un rôle important dans la construction d'une identité lesbienne (Chetcuti-Osorovitz 2013).

Ensuite, en mobilisant d'autres outils, mes enquêté.es ont également mis en place des stratégies pour faire face aux contraintes des milieux ruraux. Dans un premier temps, dans le groupe 3, les mobilités résidentielles vers le rural se sont quasiment toutes faites dans le cadre d'une installation en couple long, ce que j'interprète comme une assurance face à la difficulté des rencontres lesbiennes en milieu rural. Pour autant, ces rencontres ne sont pas impossibles : c'est ce que prouvent mes enquêté.es du deuxième groupe qui ont investi le milieu du football afin de faire communauté et de rencontrer des partenaires. Cet espace leur sert parfois même à se créer des représentations qui forgent leur identité lesbienne ou queer.

Donc, dans les trois groupes, les enquêté.es ont su construire et mobiliser des ressources minoritaires (Giraud 2016), en faisant stratégiquement usage d'espaces locaux par exemple. Dans la prochaine sous-partie, je montrerai comment mes enquêté.es mobilisent également stratégiquement les réseaux sociaux numériques afin de faire communauté et de rencontrer des partenaires.

#### b. L'usage des réseaux sociaux numériques

En effet, une écrasante majorité de mes enquêté.es a déjà, durant sa vie, utilisé au moins une application de rencontres. De nombreux.ses personnes avec qui j'ai échangé ont rencontré des partenaires et ami.es lesbien.nes ou queers grâce aux sites de rencontre, et en utilisent plusieurs à la fois en fonction de leurs caractéristiques et leurs fonctionnalités. Certain.es enquêté.es font d'ailleurs usage de stratégies pour faire face aux limites des applications en milieu rural, comme le nombre de profils plus réduit : par exemple, se localiser dans une grande ville comme Paris au lieu de sa commune, afin que l'algorithme leur propose plus de profils, ou encore accepter de s'engager dans des relations à distance.

Parmi les personnes qui n'ont jamais utilisé, ou n'utilisent plus d'applications de rencontres, il y en a qui n'en voient pas l'utilité car elles ont investi d'autres lieux de sociabilité lesbiens physiques (comme le club de football par exemple), ou tout simplement car elles sont dans des situations

de couple long. Il y a aussi des personnes qui utilisent d'autres réseaux sociaux numériques pour rencontrer des partenaires et faire communauté : Instagram, WhatsApp, Facebook ou encore Twitter. Par ailleurs, Twitter semble jouer un rôle particulier dans les parcours de mes enquêté.es : ceux qui l'utilisent comme un moyen de faire des rencontres ont en commun d'être attaché.es à leur identité lesbienne, de se considéré.es comme politisé.es et engagé.es. Beaucoup d'entre elleux appartiennent à la catégorie qu'Anne Revillard appelle « le genre comme anti-destin » (Revillard 2002), c'est-à-dire qu'iels pensent leur identité sexuelle comme la continuité de la transgression de la norme de genre : typiquement, il s'agit de personnes qui voient le lesbianisme comme la mise en pratique du féminisme, et qui pensent leur identité de genre comme intrinsèquement liée à leur lesbianisme. Les personnes qui utilisent Twitter pour rencontre des ami.es et des partenaires queers sont nombreux.ses à me l'avoir décrit comme l'espace qui les a initiées à la politique, et qui a alors grandement impacté leur manière de s'identifier et de penser leur genre et leur sexualité.

Donc, au-delà des stratégies mises en place pour construire et mobiliser des ressources minoritaires (Giraud 2016) dans les espaces physiques urbains et ruraux, mes enquêté.es ont aussi su faire stratégiquement usage d'outils numériques afin de créer des espaces de sociabilité lesbiens, de rencontrer des partenaires, ou même de forger et affirmer leur identité sexuelle et de genre.

## Conclusion

Pour rappel, ce mémoire vise à répondre à la problématique suivante : comment les personnes lesbiennes ayant vécu en milieu rural construisent-elles leur trajectoire de vie, en articulant ancrage local, parcours de mobilité spatiale et sociabilités dans des contextes marqués par des ressources et des contraintes géographiques ?

Les 27 enquêté.es ont été réparti.es en trois groupes, faisant l'objet des trois premiers chapitres. Ceux-ci permettent de dépeindre leur portrait, ainsi que celui de leur parcours de mobilité géographique, et de comprendre les spécificités de leurs trajectoires spatiales et sociales.

Le premier chapitre est dédié aux enquêté.es qui ont grandi en milieu rural avant de déménager en milieu urbain. Premièrement, leurs mobilités géographiques semblent étroitement liées à leurs origines sociales relativement élevées et/ou à une mobilité sociale ascendante. Leur premier déménagement vers la ville est lié à l'engagement dans des études supérieures, souvent longues. En effet, ces personnes sont très diplômées, et sont issues pour beaucoup de classes moyennes ou supérieures. Ensuite, leurs discours montrent dans quelle mesure les espaces ruraux sont contraignants pour elleux en tant que jeunes, mais aussi en tant que minorités sexuelles et de genre. Iels critiquent le manque de transports en commun et la faible offre d'espaces festifs et culturels, mais aussi l'importante invisibilité lesbienne et queer, et les difficultés pour faire communauté et rencontrer des partenaires. Il est alors difficile de s'affirmer en tant que minorité sexuelle et de genre dans un tel contexte. Au contraire, iels racontent avoir trouvé de nombreuses ressources dans les milieux urbains, comme la rencontre avec des ami.es LGBTQIA+, et la possibilité de fréquenter des espaces festifs et militants dédiés aux personnes queers. On pourrait alors penser que leur parcours correspond à une « fuite vers la ville » (Eribon 1999). Pourtant, leurs expériences viennent aussi apporter de la nuance à ce modèle. En effet, les espaces dédiés aux minorités sexuelles en ville sont surtout pensés par et pour des hommes gays, blancs, et aisés. Les espaces lesbiens sont minoritaires, moins visibles et plus temporaires. Malgré les contraintes de l'urbain et du rural, les enquêté.es savent mettre en place des stratégies pour faire communauté : via les réseaux sociaux numériques, ou en créant leurs propres territorialités alternatives en ville.

Le deuxième chapitre est dédié aux enquêté.es qui n'ont pas quitté le monde rural, ou seulement durant une courte période. Leurs parcours de mobilité géographique sont caractérisés par un éloignement moindre du domicile familial, et sont liés à des origines sociales moins élevées et/ou à des mobilités sociales moins importantes que dans le premier groupe. La classe et l'origine sociale ont également un impact sur la manière dont ces personnes pensent leur identité sexuelle

et de genre, et le verbalisent. Leurs parcours contredisent l'idée d'un départ vers la ville obligatoire pour les minorités sexuelles et de genre. Ils ont dû rester ou revenir en milieu rural : ces décisions sont le fruit d'arbitrages complexes entre choix et contraintes. Ceux qui sont restés ont su mobiliser des ressources en milieu rural qui font balance avec ses contraintes, qui sont souvent perçues et vécues de la même manière que par les personnes du premier groupe. Leurs proches et leur famille agissent comme des ressources, ainsi que les aménités liées à la vie en milieu rural (nature, espace, etc.), et que certains lieux qu'elles ont investis pour créer des espaces de sociabilité lesbiens. Leur usage des réseaux sociaux numériques représente également une ressource et un moyen de faire communauté, mais pas pour tous de la même manière. Ces espaces numériques restent traversés par différents rapports sociaux et reflètent les inégalités qui existent au sein de la communauté lesbienne.

Le troisième chapitre est dédié aux personnes qui ont vécu en milieu urbain et sont (re)venues vivre en milieu rural. Ces personnes forment un groupe beaucoup moins homogène au niveau des parcours de mobilité sociale, de la classe ou des études supérieures effectuées. Leurs manières de se nommer et leur lien avec l'identité lesbienne sont aussi hétérogènes. Leurs mobilités géographiques vers le rural semblent liées au cycle de vie : ces enquêtées sont plus âgées, et leur déménagement hors de la ville correspond à des projets conjugaux ou parentaux. Elles donnent toutes des raisons similaires quand elles expliquent ce qui les a motivées à s'installer en milieu rural : le calme, la nature, un bon cadre de vie, beaucoup d'espace, ou encore la possibilité de s'installer dans des logements plus grands et d'accéder à la propriété à moindre coût. Ensuite, leur perception de l'urbain et du rural, ainsi que les contraintes et les ressources qu'elles y ont identifiées, viennent complètement contredire l'idée que les minorités sexuelles et de genre vivraient mieux en milieu urbain (Pollak 1982; Leroy 2009; Eribon 1999). Bien au contraire, les enquêtées du troisième groupe prouvent que les milieux ruraux ne sont pas seulement des espaces de contraintes pour les lesbiennes. Elles y construisent et mobilisent des ressources en utilisant leur implantation locale pour créer des lieux de sociabilité queer, ou en utilisant stratégiquement des applications de rencontres, qui leur permettent de se faire des ami.es ou de rencontrer des partenaires, parfois à distance.

Pour conclure, les mobilités géographiques des enquêtés sont irréductibles à leur appartenance à une minorité sexuelle et de genre. Leurs trajectoires dépendent de nombreux facteurs, comme leur âge, leur origine sociale, les études supérieures réalisées, etc. Même s'il est difficile d'identifier clairement les raisons qui poussent à déménager d'un endroit à un autre, car il s'agit toujours d'un arbitrage entre des choix et des contraintes pas toujours maîtrisables ni identifiables pour les enquêtés, la sexualité minoritaire n'est jamais citée comme une raison de quitter ou de rejoindre un milieu rural ou urbain. Leurs perceptions de ces espaces sont plurielles,

et dépendent à nouveau de nombreux facteurs qui ne peuvent être résumés à l'orientation sexuelle. Dans chaque groupe, les enquêté.es savent mobiliser des ressources minoritaires dans les villes ou les communes rurales où iels ont vécu. À travers les réseaux sociaux numériques, leurs relations avec leurs proches et leur famille, ou encore leur implantation locale, iels trouvent toujours des moyens de faire communauté, de rencontrer des partenaires, et de se construire des représentations qui poussent à affirmer leur identité sexuelle et de genre.

### **Limites et prolongements possibles**

Mon enquête de mémoire présente plusieurs limites. Premièrement, certaines trajectoires et profils y sont surreprésenté.es, en lien avec des biais de recrutement. En effet, j'ai contacté la majorité des enquêté.es par le biais de réseaux sociaux numériques (Twitter, Instagram, Meetic ou Tinder) : par conséquent, la plupart des personnes avec qui j'ai réalisé un entretien sont à l'aise avec l'utilisation d'Internet et des technologies numériques. Ensuite, le reste de mon recrutement c'est fait via des cercles d'ami.es souvent rencontrés à Sciences Po, ou des membres de ma famille. Cela a alors probablement encouragé la prise de contact avec des personnes qui reflètent mon propre positionnement social et celui de mes proches, favorisant un accès à des personnes diplômées, de classe moyenne ou supérieure. En outre, la détention de capital culturel et scolaire encourage probablement le fait de revendiquer une sexualité minoritaire et de choisir de participer à une enquête comme la mienne (Rault 2016). En somme, les personnes blanches, éduquées, à l'aise avec les technologies numériques et issues de classes moyennes ou supérieures sont surreprésentées dans mon enquête. A contrario, les personnes racisées, trans, croyantes ou encore handicapées sont trop peu présentes dans mon travail.

En ce qui concerne les prolongements possibles de mon mémoire, il serait pertinent de réaliser une enquête sur le plus long terme et concentrée sur un département, comme l'a fait par exemple Colin Giraud dans son travail sur les homosexualités masculines dans la Drôme (Giraud 2016). En l'occurrence, je serais intéressée par la réalisation d'une ethnographie dans le Haut-Rhin, département où j'ai grandi et que je connais bien. La réalisation de plusieurs entretiens avec des enquêté.es venant d'Alsace m'a en effet permis de comprendre certaines dynamiques spécifiques à la région, le rôle de certaines villes alsaciennes dans les trajectoires des enquêté.es, ainsi que des espaces de sociabilités locaux (comme le club de football), des cultures locales et de la proximité avec d'autres pays. Par conséquent, il serait pertinent de se concentrer sur un territoire plus réduit (un département plutôt qu'une région), en rencontrant plus d'enquêté.es avec des profils plus diversifiés, et sur un temps plus long. Pouvoir effectuer plusieurs entretiens avec les mêmes personnes permettrait en effet de suivre l'évolution de leurs trajectoires migratoires, de leurs sentiment d'appartenance locale ou des liens avec leur famille

et leurs proches en fonction de leur âge, de leur position dans le cycle de vie, ou encore de changements de politiques locales ou nationales. Enfin, je pourrais également employer d'autres méthodes que celle de l'entretien biographique, comme des observations localisées ou la mobilisation d'archives locales, afin d'enrichir mes résultats.

## Bibliographie

- Amari, Salima. 2015. « Certaines lesbiennes demeurent des femmes ». *Nouvelles Questions Féministes* 34 (1): 70-83. <https://doi.org/10.3917/nqf.341.0070>.
- Amsellem-Mainguy, Yaëlle. 2021. *Les filles du coin. Vivre et grandir en milieu rural*. Presses de Sciences Po. <https://doi.org/10.3917/scpo.amsal.2021.01>.
- Arc, Stéphanie. 2024. *Identités lesbiennes. En finir avec les idées reçues*. Le Cavalier Bleu. <https://shs.cairn.info/identites-lesbiennes--9791031806518>.
- Baudelaire, Charles. 1857. *Les fleurs du mal*. Paris: Poulet-Malassis et De Broise. <http://archive.org/details/lesfleursdum00baud>.
- Beaubatie, Emmanuel. 2019. « Changer de sexe et de sexualité: Les significations genrées des orientations sexuelles ». *Revue française de sociologie* 60 (4): 621-49. <https://doi.org/10.3917/rfs.604.0621>.
- Beck, Simon, Marie-Pierre De Bellefon, Jocelyn Forest, Mathilde Gerardin, et David Levy. 2022. « La grille communale de densité à 7 niveaux ». M2022-02. Insee.
- Bekafigo, Marija Anna, et Allan McBride. 2013. « Who Tweets About Politics?: Political Participation of Twitter Users During the 2011 Gubernatorial Elections ». *Social Science Computer Review* 31 (5): 625-43. <https://doi.org/10.1177/0894439313490405>.
- Bell, David, et Gill Valentine. 1995. *Mapping Desire: Geog Sexuality*. 0 éd. Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780203427897>.
- Belton-Chevallier, Leslie, Nicolas Oppenheim, et Stéphanie Vincent-Geslin. 2019. *Manuel de sociologie des mobilités géographiques*. Collection CM. Tours: Presses universitaires François-Rabelais.
- Bergström, Marie. 2025. *La sexualité qui vient. Jeunesse et relations intimes après #MeToo*. La Découverte. Paris.
- Blidon, Marianne, et France Guérin-Pace. 2013. « Un rêve urbain ? La diversité des parcours migratoires des gays ». *Sociologie* 4 (2): 119-38. <https://doi.org/10.3917/socio.042.0119>.
- Blum, Alain, Gille de La Gorce, et Claude Thélot. 1985. « Mobilité sociale et migration géographique ». <https://doi.org/10.2307/1533160>.
- Bondi, Liz. 1992. « Gender Symbols and Urban Landscapes ». *Progress in Human Geography* 16 (2): 157-70. <https://doi.org/10.1177/030913259201600201>.
- Bonvalet, Catherine, et Éva Lelièvre. 1991. « Mobilité en France et à Paris depuis 1945. Le filtre parisien ». *Population (French Edition)* 46 (5): 1161-83. <https://doi.org/10.2307/1533457>.
- Borghini, Rachele. 2016. « « Et le bronzage de tes fesses dessine un coeur »1 - Réflexions sur les expériences lesbiennes des plages ». *L'Espace Politique*, n° 28 (avril). <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.3757>.
- Bourdieu, Pierre, et Jean-Claude Passeron. 1964. *Les héritiers: les étudiants et la culture*. Repr. Les sens commun. Paris: Éd. de Minuit.
- Boyardjian, Julien. 2016. « Les usages politiques différenciés de Twitter: Esquisse d'une typologie des « twittos politiques » ». *Politiques de communication* 6 (1): 31-58. <https://doi.org/10.3917/pdc.006.0031>.
- Carter, Claire. 2021. *Who's Coming Out to Play: Disruption and Disorientation in Queer Community Sports*. McGill-Queen's University Press. <https://doi.org/10.1515/9780228006411>.
- Cattan, Nadine, et Anne Clerval. 2017. « Un droit à la ville? Réseaux virtuels et centralités éphémères des lesbiennes à Paris ».
- Caudwell, Jayne, éd. 2013. *Women's Football in the UK: Continuing with Gender Analyses*. London: Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781315868288>.
- Chetcuti, Natacha. 2014. « Autonomination lesbienne avec les réseaux numériques ». *Hermès, La Revue* 69 (2): 39-41. <https://doi.org/10.3917/herm.069.0039>.
- Chetcuti-Osorovitz, Natacha. 2013. *Se dire lesbienne, Vie de couple, sexualité et représentation de soi*. Paris: Payot.

- Chetcuti-Osorovitz, Natacha, et Sarah Jean-Jacques. 2019. « Usages de l'espace public et lesbianisme : sanctions sociales et contournements dans les métropoles françaises ». *Cahiers de géographie du Québec* 62 (175): 151-67. <https://doi.org/10.7202/1057084ar>.
- Clair, Isabelle. 2013. « Pourquoi penser la sexualité pour penser le genre en sociologie ? : Retour sur quarante ans de réticences ». *Cahiers du Genre* 54 (1): 93-120. <https://doi.org/10.3917/cdge.054.0093>.
- Courseau, Daniel. 1985. « Interaction between Spatial Mobility, Family and Career Life-Cycle: A French Survey ». *European Sociological Review* 1 (2): 139-62. <https://doi.org/10.1093/oxfordjournals.esr.a036382>.
- Crenshaw, Kimberle. 1989. « Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics ». *University of Chicago Legal Forum*, n° 1. <https://chicagounbound.uchicago.edu/uclf/vol1989/iss1/8>.
- Déchaux, Jean-Hugues. 2001. « Bonvalet Catherine, Gotman Anne, Grafmeyer Yves (éd.), La famille et ses proches. L'aménagement des territoires. » [https://www.persee.fr/doc/rfsoc\\_0035-2969\\_2001\\_num\\_42\\_1\\_5347](https://www.persee.fr/doc/rfsoc_0035-2969_2001_num_42_1_5347).
- Delphy, Christine. 2013. *L'ennemi principal*. 3e éd. Nouvelles questions féministes. Paris: Éditions Syllepse.
- Demazière, Didier. 2008. « L'entretien biographique comme interaction négociations, contre-interprétations, ajustements de sens | Cairn.info ». 2008. <https://shs.cairn.info/revue-langage-et-societe-2008-1-page-15?lang=fr>.
- Derville, Grégory. 1997. « La stigmatisation des « jeunes de banlieue » ». <https://doi.org/10.3406/colan.1997.2789>.
- Descoutures, Virginie. 2010. « Les mères lesbiennes ». <https://doi.org/10.3917/puf.desco.2010.01>.
- Domosh, Mona. 1998. « Geography and Gender: Home, Again? » *Progress in Human Geography* 22 (2): 276-82. <https://doi.org/10.1191/030913298676121192>.
- Driant, Jean-Claude. 2007. « Espaces ruraux et parcours résidentiel des ménages : un éclairage statistique ». *Pour* 195 (3): 40-47. <https://doi.org/10.3917/pour.195.0040>.
- Duggan, Lisa. 2003. *The Twilight of Equality? : Neoliberalism, Cultural Politics, and the Attack on Democracy*. Boston : Beacon Press. <http://archive.org/details/twilightofequality00lisa>.
- Eribon, Didier. 1999. *Réflexions sur la question gay*. [Paris]: Fayard. <http://archive.org/details/reflexionssurlaq0075erib>.
- Fidolini, Vulca. 2018. « La fabrique de l'hétérosexualité ». Billet. *Mondes Sociaux* (blog). 13 octobre 2018. <https://doi.org/10.58079/u9bb>.
- Flipo, Aurore. 2019. « Éric Charmes, La revanche des villages. Essai sur la France périurbaine ». *Lectures*, février. <https://doi.org/10.4000/lectures.31890>.
- Giraud, Colin. 2014. « Quartiers gays ». <https://doi.org/10.3917/puf.gira.2014.01>.
- . 2016. « La vie homosexuelle à l'écart de la visibilité urbaine. Ethnographie d'une minorité sexuelle masculine dans la Drôme ». *Tracés : Revue de Sciences Humaines*, n° 30, 79-102. <https://doi.org/10.4000/traces.6424>.
- . 2019. « Où être gay aujourd'hui ? » In *Manuel indocile de sciences sociales*, 783-97. La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.coper.2019.01.0783>.
- . 2023. « Au-delà de la visibilité urbaine. Une approche qualitative des homosexualités rurales et périurbaines ». In *Minorités de genre et de sexualité : Objectivation, catégorisations et pratiques d'enquête*, édité par Wilfried Rault et Mathieu Trachman, 139-54. Méthodes et Savoirs. Paris: Ined Éditions. <https://doi.org/10.4000/books.ined.19426>.
- Goffman, Erving. 1963. *Stigma: Notes on the Management of Spoiled Identity*. New York: Touchstone.
- Goffman, Erving, et Erving Goffman. 1996. *La présentation de soi*. La mise en scène de la vie quotidienne / Erving Goffman 1. Paris: Ed. de Minuit.

- Guillemard, Romain. 2021. « Espaces ruraux, inégalités scolaires et stéréotypes de lieux en France, le cas du Roannais (Loire) ». Document. Géoconfluences. École normale supérieure de Lyon. ISSN : 2492-7775. février 2021. <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-thematiques/geographie-espaces-scolaires/geographie-de-l-ecole/espaces-ruraux-orientation-scolaire>.
- Halfacree, Keith. 2016. « Global Amenity Migration: Transforming Rural Culture, Economy and Landscape ». *Mountain Research and Development* 36 (4): 556. <https://doi.org/10.1659/mrd.mm190>.
- Insee. 2019. « Aller étudier ailleurs après le baccalauréat : entre effets de la géographie et de l'offre de formation - Insee Première - 1727 ». 2019. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3688229>.
- . 2021. « Une nouvelle définition du rural pour mieux rendre compte des réalités des territoires et de leurs transformations - La France et ses territoires | Insee ». 2021. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5039991?sommaire=5040030>.
- . 2024a. « L'essentiel sur... les salaires | Insee ». 2024. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/7457170>.
- . 2024b. « Logement - France, portrait social | Insee ». 2024. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/8242367?sommaire=8242421>.
- Jaumotte, Messaline. 2024. « L'arc-en-ciel au-delà des villes:Le cas des Prides rurales ». *Dérivations* 9 (1): 174-91. <https://doi.org/10.3917/deriv.009.0174>.
- Jones, Lucy. 2018. « Lesbian Identity Construction ». In *The Oxford Handbook of Language and Sexuality*, édité par Kira Hall et Rusty Barrett, 1<sup>re</sup> éd. Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780190212926.013.28>.
- Knopp, Lawrence. 1990. « Some Theoretical Implications of Gay Involvement in an Urban Land Market ». *Political Geography Quarterly* 9 (4): 337-52. [https://doi.org/10.1016/0260-9827\(90\)90033-7](https://doi.org/10.1016/0260-9827(90)90033-7).
- Konnely, Alexah. 2015. « #Activism: Identity, Affiliation, and Political Discourse-Making on Twitter ». *The Arbutus Review (TAR)* 6 (1): 1-16. <https://doi.org/10.18357/ar.konnelya.612015>.
- Laporte, Jérémie. 2023. « « En ville ou à la campagne, c'est vraiment le dilemme de ma vie »:L'espace des pensables d'une jeune femme de milieu rural ». *Savoir/Agir* 63 (1): 145-52. <https://doi.org/10.3917/sava.063.0147>.
- Leroy, Stéphane. 2009. « La possibilité d'une ville. Comprendre les spatialités homosexuelles en milieu urbain ». *Espaces et sociétés* 139 (4): 159-74. <https://doi.org/10.3917/esp.139.0159>.
- Lévy-Guillain, Rébecca, Alix Sponton, et Lucie Wicky. 2022. « L'intime au bout du fil. Enjeux méthodologiques de l'entretien biographique à distance ». *Revue française de sociologie* Vol. 63 (2): 311-32. <https://doi.org/10.3917/rfs.632.0311>.
- Lombroso, Cesare, et Guglielmo Ferrero. 1896. *La femme criminelle et la prostituée*. Paris : Félix Alcan. <http://archive.org/details/BRes141162>.
- Louis, Édouard. 2014. *En finir avec Eddy Bellegueule: roman*. Paris: Éd. du Seuil.
- Macary-Garipuy, Pascale. 2006. « Le mouvement "queer": des sexualités mutantes ? » *Psychanalyse* no 7 (3): 43-52. <https://doi.org/10.3917/psy.007.0043>.
- Mason-John, Valerie, et Ann Khambatta. 1993. *Making Black Waves: Lesbians Talk*. London: Scarlet Press.
- Massey, Doreen. 1994. *Space, place and gender*. John Wiley & Sons. [https://books.google.com/books?hl=en&lr=&id=cequBgAAQBAJ&oi=fnd&pg=PP1&dq=in fo:QCzqdTbC70UJ:scholar.google.com&ots=ul58xHEcnW&sig=IM27h7MKbBrj-KYIXWWaQQUeK4](https://books.google.com/books?hl=en&lr=&id=cequBgAAQBAJ&oi=fnd&pg=PP1&dq=in%20fo%3AQCzqdTbC70UJ%3Ascholar.google.com&ots=ul58xHEcnW&sig=IM27h7MKbBrj-KYIXWWaQQUeK4).
- Matonti, Frédérique, et Franck Poupeau. 2004. « Le capital militant. Essai de définition ». *Actes de la recherche en sciences sociales* 155 (5): 4-11. <https://doi.org/10.3917/arss.155.0004>.

- Merllié, Dominique, et Jean Prévot. 1997. *La mobilité sociale*. La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.merll.1997.01>.
- Mollard, Amédée, Christophe Boschet, Jean-Christophe Dissart, Anne Lacroix, Mbolatiana Rambonilaza, et Dominique Vollet. 2014. « Les aménités environnementales : quelle contribution au développement des territoires ruraux? » *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, n° Hors-série 20 (décembre). <https://doi.org/10.4000/vertigo.15235>.
- Moonwomon-Baird, Birch. 1997. « Toward a Study of Lesbian Speech ». In *Queerly Phrased*, édité par Anna Livia et Kira Hall, 202-13. Oxford University Press New York, NY. <https://doi.org/10.1093/oso/9780195104707.003.0012>.
- Mouate, Olivier. 2019. « Vers une meilleure compréhension du concept d'aménité culturelle dans le contexte urbain ». *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, n° 3 (juin), 517-38. <https://doi.org/10.3917/reru.193.0517>.
- Nicaise, Sarah. 2016. « Des corps politisés : trajectoires et représentations de 'gouines' ». *Cahiers du Genre* 60 (1): 169-92. <https://doi.org/10.3917/cdge.060.0169>.
- Nicole-Drancourt, Chantal. 2007. « L'approche par les parcours et les cycles de vie : un rempart contre les discriminations? » *Retraite et société* 51 (2): 175-205. <https://doi.org/10.3917/rs.051.0175>.
- PCS, Nomenclature. 2020. « Nomenclature PCS ». 2020. <https://www.nomenclature-pcs.fr/comprendre-et-analyser-la-soci>.
- Pitirim sorokin. 1927. *Social Mobility*. <http://archive.org/details/socialmobility0000piti>.
- Podmore, Julie A. 2006. « Gone 'Underground'? Lesbian Visibility and the Consolidation of Queer Space in Montréal ». *Social & Cultural Geography* 7 (4): 595-625. <https://doi.org/10.1080/14649360600825737>.
- Poisson, Charlotte. 2024. « Occuper l'espace public : un enjeu d'égalité des genres et des chances ». IRFAM. 9 juillet 2024. <https://www.irfam.org/occuper-lespace-public-un-enjeu-degalite-des-genres-et-des-chances/>.
- Pollak, Michaël. 1982. « L'homosexualité masculine, ou le bonheur dans le ghetto? » <https://doi.org/10.3406/comm.1982.1521>.
- Rault, Wilfried. 2016. « Les mobilités sociales et géographiques des gays et des lesbiennes. Une approche à partir des femmes et des hommes en couple ». *Sociologie* 7 (4): 337-60.
- Renahy, Nicolas. 2010. *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*. La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.renah.2010.01>.
- Revillard, Anne. 2002. « L'identité lesbienne entre nature et construction ». *Revue du MAUSS* 19 (1): 168-82. <https://doi.org/10.3917/rdm.019.0168>.
- Rich, Adrienne Cecile. 1980. « Compulsory Heterosexuality and Lesbian Existence (1980) ». *Journal of Women's History* 15 (3): 11-48. <https://doi.org/10.1353/jowh.2003.0079>.
- Rochart, Pauline. 2024. *Ceux qui reviennent: quitter Paris pour retourner vivre dans son territoire d'origine*. Paris: Payot.
- Roullier, Clothilde. 2011. « Focus – Qui sont les néoruraux? » *Informations sociales* 164 (2): 32-35. <https://doi.org/10.3917/inso.164.0032>.
- Rubin, Gayle. 1992. « Of Catamites and Kings: Reflections on Butch, Gender and Boundaries ». In *The Persistent Desire: A Femme-Butch Reader*, par Joan Nestle. Boston: Alyson Publications. <http://archive.org/details/persistentdesire00nest>.
- Santamaria, Frédéric. 1999. *Les villes moyennes françaises : entre hiérarchie et réseaux (étude comparée avec l'Espagne et le Royaume-Uni)*. ANRT. <https://shs.hal.science/halshs-00174334>.
- Sauntson, Helen. 2008. *Gender and Language Research Methodologies*. <https://link.springer.com/book/9780230550681>.
- Shah, Sonia, et Karin Aguilar-San Juan. 1999. *Dragon Ladies: Asian American Feminists Breathe Fire*. South End Press.

- Thizy, Laurine, Mélodie Gauglin, et Justine Vincent. 2021. « “Se raconter” sur le terrain : le récit de soi comme ressource méthodologique ». *Genèses* n° 123 (2): 115-35. <https://doi.org/10.3917/gen.123.0115>.
- Toublanc, Monique, et Patrick Moquay. 2021. « Le rural et l’urbain, deux catégories pour éclairer l’agri-urbain : une mise à l’épreuve réciproque ». *Géographie, économie, société* Vol. 23 (4): 461-87. <https://doi.org/10.3166/ges.2021.0013>.
- Valentine, Gill. 2000. *From Nowhere to Everywhere*. 0 éd. Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781315877204>.
- Wittig, Monique. 2001. *La pensée straight*. Paris: Balland.